

**Directeur : Jacques Fauvet**

**2,50 F**

Algérie, 1,30 Na; Maroc, 2,30 dir; Tunisie, 220 m.;  
Allemagne, 1,40 DM; Espagne, 14 s; Italie, 220 L.  
25 c.; Canada, 25 c.; Belgique, 25 c.;  
Danemark, 4,75 kr; Autriche, 50 sch.; S.-P.  
Grèce, 50 dr.; Luxembourg, 125 fr.; Irlande, 35 p.;  
France, 700 L.; Liban, 300 p.; Luxembourg, 50 L.  
195 c.; 4 kr.; 250 s.; 120 s.; Portugal,  
100 esc.; 225 CFA; Suisse, 3,75 fr.  
Lithuanie, 120 gr.; E.U., 6 c.; Yougoslavie, 36 din.

tarif des abonnements page 2

**S. KUP-DES ITALIENS**  
75241 PARIS CEDEX 16  
C. P. Z. 4397-23 08  
Télax Paris 65 6572

**Tél. : 246-72-23**



Le Monde

# idées

## A BAS LE RONRON!

Jacques Chirac a parlé à juste titre du « ronron » qui caractérise trop souvent la vie nationale et dont André Baudier caricature le langage stéréotypé.

Gabriel Matzneff nous montre, en lui donnant le nom plus noble d'acédie, qu'il s'agit là de rien de moins que d'un « relâchement de l'âme ». Comment donc y échapper ?

Marie Beaumont croit qu'on se sent concerné, et Claude Mauriac réclame, modestement, « un rien d'impatience ».

## Nous, de l'honnête moyenne

par MARIE BEAUMONT (\*)

QUI est actuellement le moins enclin à se soucier des événements qui tiennent le devant de la scène politique, économique et sociale internationale si ce n'est le fonctionnaire, tout au moins celui qui n'est pas placé dans le haut de la hiérarchie ?

Nous, les employés de bureau des institutions nationales et internationales, situés dans l'honnête moyenne ; loin des pouvoirs qui décident, loin de la classe ouvrière qui revendique au long de son histoire le pain et la liberté ; loin des agriculteurs, des commerçants comme de ceux qui exercent une profession libérale. C'est pourtant dans certaines de « nos maisons » que se discutent les choix et se prennent des décisions qui concernent directement nos concitoyens et donc nous-mêmes. On y décide de l'organisation de l'enseignement, de la santé publique, de la Sécurité sociale, de l'environnement ; on évalue les fluctuations du chômage, douloureux et grave problème pour certains. On y envisage les diverses solutions à une crise de l'énergie ; on négocie une éventuelle réduction du temps de travail ; on veut surmonter les problèmes de l'industrie comme de l'agriculture, déterminer la masse d'argent à allouer à tel ou tel secteur ; on y analyse les relations Nord-Sud comme les échanges Est-Ouest. Bref, on y fait la vie d'aujourd'hui et on y amorce celle de demain.

Cette construction de la vie journalière trouve-t-elle encore un écho parmi nous ? Qu'est-ce qui peut encore nous pousser hors de nous-mêmes, nous faire oublier pour un temps nos loisirs, le confort de nos délices chaumières, notre réseau de relations

— amis proches et parents qui nous réclament, — le hi-parade ou la T.V. et les pantoufles du soir ?

Assis derrière nos bureaux, nous ne risquons pratiquement rien. Emploi et retraite sont quasiment assurés. Si la ligne à suivre semble toute tracée, du moins quant au travail et par là même à la vie économique de chacun d'entre nous, il y a des risques qu'on ne peut éviter et des conflits qui, tôt ou tard, atteignent directement notre quotidien. Je ne prendrai pour exemple que le danger de la maladie, le conflit entre parents et enfants au sein de la famille. Ce sont ces risques-là qu'il nous faut savoir prendre dans notre vie privée.

### Les médiations nécessaires

Il ne nous faut pas oublier non plus que santé ou questions familiales, enseignement et économie, sécurité et coopération... se gèrent au sein d'institutions, les nôtres, dont nous dépendons souvent la journée et l'année. Ce sont néanmoins les médiations nécessaires entre l'individu et la société. Plutôt que de les rejeter, ne faudrait-il pas essayer de leur donner un souffle nouveau ? Le poids d'un tel système bureaucratique qui ne valorise pas forcément le sens que chacun, personne ou collectivité, peut donner à l'existence, ne doit pas, autant que faire se peut, nous empêcher de nous sentir concernés par les questions politiques et

sociales qui se posent aujourd'hui. Questions traitées institutionnellement et auxquelles nous sommes à notre manière mêlés (dactylographie et classement de documents, comptabilité...).

### Le courage de s'informer

Se sentir concernés... C'est difficile quand on ne connaît ni l'exploitation ni la frustration trop crânes. Concernés par les événements, ceux de chez nous, ceux d'ailleurs, qu'ils s'appellent Ouganda, Cambodge, Afghanistan ou Pologne. « Qu'est-ce qu'on peut faire ? » « Pas grand-chose à notre niveau », me direz-vous. « On ne peut résoudre le conflit des marins-pêcheurs à leur place, reconstruire un pays, un peuple dévasté par les famines, les maladies, les répressions et les guerres. » Tout de même... La sagesse et la maturité politique ne sont-elles pas déjà communion et salut fraternel à celles et ceux qui relèvent la tête et claquent qu'ils se veulent vivants et libres ?

Le courage de s'informer, de poser un geste responsable, d'agir dans nos institutions — notre action, si modeste soit-elle — est notre meilleure solidarité avec le courage dont ces hommes et ces femmes font preuve. S'il est vrai que la critique du fonctionnement des institutions ne peut jamais être assimilée au rejet des institutions elles-mêmes et des questions et affaires qui y sont administrées...

(\*) Fonctionnaire de la Commission des Communautés européennes.

## Le treizième degré

par GABRIEL MATZNEFF

LE treizième degré de l'Échelle sainte, ce chef-d'œuvre de la littérature spirituelle de l'Orient chrétien, écrit au septième siècle par saint Jean Climaque, higoumène du monastère Sainte-Catherine du Sinaï, est consacré à l'acédie. Qu'est-ce que l'acédie ? Ce mot ne figure pas dans le Liturgie, et lorsqu'un certain Paphlagon, il reçoit toujours des lettres de lecture lui en demandant la signification. C'est sans doute pour éviter de recevoir de telles lettres qu'Arnould d'Andilly, traduisant l'Échelle sainte, n'emploie pas le terme d'acédie mais une périphrase : « De l'acédie », qui est le titre exact de treizième degré, devient chez le scolar de Port-Royal : « De l'ennui ou de la paresse ». La traduction d'Arnould d'Andilly est un modèle d'élégance et de clarté, mais elle manque de rigueur théologique, et tous les termes spécifiques de la spiritualité orthodoxe, tels que l'acédie et l'hésychasme, y sont systématiquement contournés. Ce n'est qu'aujourd'hui, grâce à l'admirable traduction d'un moine de l'Athos, le Père Placidus Desile, que la France dispose d'une Échelle sainte (1) où la beauté de la langue s'accorde avec une totale fidélité à l'original grec.

L'acédie, c'est assurément l'ennui, la paresse, mais ce n'est pas que cela, et la périphrase, loin d'enrichir l'idée qu'elle prétend exprimer, l'appauvrit. L'acédie, c'est aussi le désenchantement, et la désillusion. L'acédie, c'est un relâchement de l'âme, un laisser-aller de l'esprit, une langueur dans la prière, une mise en doute de la

bonté de Dieu et de la fécondité de l'énergie créatrice. L'acédie, c'est le sentiment qui nous envahit dans nos moments de tristesse ou d'angoisse, quand nos états généraux nous paraissent soudain sans justification, et que nous cessons de croire à nos propres actes. L'acédie déjoue le militant de son combat, l'ennemi de sa maîtrise, l'écritain de son manuscrit, le croyant de son ardeur au salut ; elle nous rend secs et stériles ; elle enduret notre cœur.

Dans sa thèse sur la métaphysique du corps chez saint Jean Climaque, Christos Yannaras compare la description par le moine orthodoxe de la monotonie tristes de l'âme aux célèbres pages d'Héidegger sur la déchéance et la désillusion, dans Sein und Zeit. Il n'est cependant pas besoin de se référer à Heidegger (non plus qu'à La Rochefoucauld et à Dostoevski, autres auteurs de saint Jean Climaque) pour comprendre l'extraordinaire modernité de l'Échelle sainte : il nous suffit, pour cela, de sentir notre propre cœur. Ce que saint Jean Climaque appelle « la déesse selon Dieu », tout être sensible et passionné le vit, un jour ou l'autre, dans sa chair. Une grande âme est nécessairement appelée à faire l'expérience de la perdition et de la chute, à connaître cet exil où, prisonnière de ses démons, elle devient son propre ennemi. L'essentiel est que cette aventure intérieure ne nous déroute pas, mais au contraire nous ressuscite.

(1) Éditions de l'abbaye de Bellefontaine, Bègles-en-Mauges (Maine-et-Loire).

## A l'époque où nous vivons...

par ANDRÉ BAUDIER

M. L'É., cadre supérieur. La crise ? Ce que j'en pense ? Eh bien, monsieur, je crois pouvoir vous dire deux choses. La première, c'est que les sociétés fortement occidentalisées, telles que la nôtre, ont perdu, je crois, un art essentiel : celui de vivre et, surtout, de savoir vivre ensemble. Tenez, je suis allé, c'était en 1974, en Afghanistan : eh bien, il fallait voir comment ce peuple, avec rien, trois fois rien... N'est-ce pas, on dit toujours : « L'Orient ! ». Mais il y a là-bas, que vous le vouliez ou non, tout un culte, une civilisation... Ici ? La soupe est dans votre assiette, et vous lorgnez sur celle du voisin ! Alors ? Comment voulez-vous qu'on ne parle pas de « crise »... et qu'elle n'arrive pas, puisqu'on fait tout, absolument tout, pour qu'elle arrive ?

La deuxième chose, monsieur, que je voulais vous dire, et vous allez peut-être me traiter de folie, c'est que, à l'époque où nous vivons, et qui est faite de doute et d'incertitude, un Jean-Paul II reste le seul rempart. Ecoutez, il fallait le voir, au Bourget, le regardé à la télévision, dans le vent, marcher, sa calotte d'une main, à droite, à gauche, fonce ! Et je me disais : cette solidité, cette carrure, est un rempart. Je sais, vous n'êtes pas croyant, et la télévision, vous n'en voulez pas... Mais je pense que, même à des gens comme vous, il l'a dit lui-même, il peut apporter... Et ce qui m'a troublé le plus, peut-être, c'était d'entendre ces jeunes, alors qu'autour d'eux on ne parle que grève, chômage, ambitions

matérielles, de les entendre se passionner, interroger Jean-Paul II sur des problèmes aussi quement d'ordre spirituel. Personnellement, je trouve cela très... Et vous, monsieur, qui êtes, comment dirai-je, de l'autre bord, qu'en pensez-vous ? Quelle lumière, à votre avis, la psychanalyse apporte-t-elle sur l'image de ce voyage ?

Professeur Y... — Le voyage du... ? Ce que j'en pense ? Ah ! mademoiselle, en tant que psychanalyste et incroyant, c'est drôle : ce... ce sujet me bloque ! Par contre, si j'analyse... si j'analyse, pardon ! la crise française, je suis frappé par quoi ? Par un monsieur-à-crochet : et je le trouve, et je le brade, et je le dis que les salaires grimpent quand ils baissent, et que les prix baissent quand ils grimpent ! Et tout cela avec un instant ces malheureux bambins vautrés malgré eux dans le luxe, imaginés-les en train de rêver, en cachette, l'héréditaire scrobalisme du financier, et vous comprendrez alors à quel point, à quel... sacrifice ils doivent se

plier pour devenir nos Polytechniciens, nos Patrons et nos Hommes d'État ! Tenez, plus tard, regardez-les, regardez-les courir, ces adeptes du jogging, avec leurs airs de martyrs ! Les ouvriers, mademoiselle, eux, est-ce qu'ils font du jogging ? Mais alors, me direz-vous, et la « crise » ? Nous y voilà ! En ce moment, les gens qui détestent le travail, les milliardaires, font quoi ? Ils « privatisent » ! Et pourquoi ? Eh bien, je vais vous faire trembler, mademoiselle : « pour se faire cultiver » ! Oui, pour qu'on leur arrache ce pouvoir, ces milliards dont ils ne veulent plus, et que, ce faisant, on fasse d'eux des « pauvres », en-fin !... Non, la « crise », mademoiselle, la « crise », que « certains » démontrent comme une « offensive globale des classes dirigeantes », est essentiellement une crise de foi, de la Foi en l'Homme ! Et, dans l'état de gravité où nous sommes, je n'hésite pas à dire : de la Foi en Dieu !... Car, à l'époque où nous vivons, et qui est faite de doute et d'incertitude, un Jean-Paul II reste le seul rempart... Ecoutez, il fallait le voir, au Bourget.

## Un rien d'impatience

par CLAUDE MAURIAC

QUELS que soient la bonne volonté, la sincérité, l'intelligence et non pas le désintéressement (non, tout de même pas !) mais l'attachement aux intérêts de la nation des hommes politiques français, de la majorité comme de l'opposition, nous les écoutez et les observons (non sans injustice sans doute) avec une indifférence que seul anime un rien d'impatience.

L'impression est celle de l'inalité et de l'inutilité. Chacun votera, le jour venu, selon ses tendances et ses goûts, pour le président de son choix, dans la mesure où ce ne sont pas nos instincts de classe qui auront choisi pour nous, notre journal jouant lui aussi son rôle et plus encore le journal qui sur le petit écran nous aura cru élire entre trois possibilités toutes pareilles, notre vision étant devenue trop souvent celle de la télévision.

De la télévision, où les interventions des candidats en puésance ou déclarés se neutralisent, aucune surprise jamais n'étant possible, quand verrons-nous un homme de parti, au pouvoir ou non, reconnaître que ses adversaires sur tel ou tel point peuvent avoir bien pensé, bien compris, bien agi ?

Ainsi ne prétendons-nous qu'une attention distraite aux affrontements et confrontations. Rien ne se joue, rien ne se dit qui nous importe vraiment, car notre vie n'en sera pas changée. Ceux et celles qui craignent pour leur emploi, ceux qui l'ont perdu, ceux qui n'en ont jamais eu encore et qui ont peu d'espoir d'en trouver, ne reçoivent aucune des réponses qui les concerneraient. Et pas plus les ménagères qui font chaque jour leur marché et dont la rentrée grève plus encore l'insuffisant, léger, évanescant budget.

### Le luxe des combats pour rire

Toutes différentes sont l'attention, la passion des téléspéctateurs polonais en ces temps où leur télévision, si surveillée soit-elle, ne peut plus leur cacher les vérités dont il était jusqu'alors interdit de faire état publiquement et qui, éclatant au grand jour, en entraînant d'autres, inimaginables il y a encore quelques semaines et dont il leur faut bien croire la merveilleuse, la dangereuse évidence. La politique française, dans sa monotonie et son verbiage, c'est la mar étale de la démocratie établie. La politique polonaise, les premières tempêtes de la démocratie en train de naître. Ce qui nous est donné, dont nous ne nous étonnons pas et dont l'expression quotidienne nous annule lorsqu'elle ne nous agace pas, est en Pologne un idéal hier encore inaccessible et dont les citoyens découvrent dans l'espérance et l'angoisse un possible, sinon probable avènement.

Mal 68, en France, ce furent dans une fraternité retrouvée, des jeux exaltants mais sans danger. En 1968, à Prague, en

1970 et en 1980 en Pologne, non pas un psychodrame mais un drame, à la limite tenue du possible et de l'impossible. Avec le risque de la mort, accomplie pour tant d'ouvriers de Gdansk en 1970, menaçante, malgré leur victoire, pour ceux de 1980. Si leur triomphe se confirme, ce que nous avons du mal à croire, ce sera à la limite pour les Polonais, après l'événement de leur libération, le luxe des combats pour rire (pour rire salubrement, ce n'est pas dans la France de 1968, mais pour rire). Ce fut aussi des affrontements désolés de parti à parti, comme à l'intérieur même de chaque clan. C'est ce que l'on appelle la démocratie. Les Polonais n'en sont pas encore là, il s'en faut de beaucoup.

Nous devrions y songer pour retrouver, devant nos petits écrans, un peu de cette attention, de cette gravité, de ce sérieux, de cette joie aussi, de ce bonheur que mérite notre chance si rare dans le monde presque partout débaillé d'aujourd'hui.



## BOUCHARD PÈRE & FILS

Depuis 1731  
Domaines du Château de Beaune  
"80 hectares dont 68 hectares de premiers crus et grands crus"  
Côte de Beaune Villages  
"Clos Royer"  
Savigny-lès-Beaune  
"Les Lavignes"  
Beaune Clos de la Mousse  
(seuls Propriétaires)  
Beaune Teurons  
Beaune Maronnets  
Beaune Grèves  
"Vigne de l'Enfant Jésus"  
(seuls Propriétaires)  
Volnay Chantilly  
Volnay Taillepiéds  
Volnay Frémets  
"Clos de la Rougeotte"  
(seuls Propriétaires)  
Volnay Caillerets  
"Ancienne Cuvée Carnot"  
Pommard 1<sup>er</sup> cru  
Le Corton  
Chambolle-Musigny  
Chambertin  
Beaune Clos Saint-Landry  
Meursault Genevières  
Corton Charlemagne  
Chevalier Montrachet  
Montrachet

Documentation librement demandée à Maison  
Bouchard Père & Fils au Château  
Notre Poste 70 - 21201 BEAUNE CEDEX  
Tél. (03) 22.14.41 - Tél. Bouchard 350 830 F

Distributeur exclusif  
de "Le Monde" et  
du "Vosne-Romanée" et  
de la Société Civile  
du Château de Vosne-Romanée

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Gérant :  
Jacques Favet, directeur de la publication.  
Jacques Favet.

Imprimerie  
de "Le Monde"  
5, rue de Valenciennes  
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles  
sans accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57427.

Demain

## LE MONDE DIMANCHE

Citizen band: la radio des amis

Dossier de Denis Hautin-Guiraut

### Le Monde

Servies des Abonnements  
5, rue de Valenciennes  
75001 PARIS - CEDEX 02  
C.C.P. Paris 627-12

ABONNEMENTS  
6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
202 F 331 F 441 F 590 F  
TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
267 F 391 F 506 F 650 F  
ÉTRANGERS  
(par mandat postal)  
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
224 F 336 F 441 F 590 F  
II. — SUISSE - TURQUIE  
229 F 341 F 441 F 590 F  
Par voie aérienne  
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par  
chèque postal (ou chèque) vous  
demande bien joindre ce chèque à  
leur demande.

Changements d'adresse défr-  
nités ou provisoires (deux  
semaines en plus) : nos abonnés  
sont invités à formuler leur  
demande une semaine au moins  
avant leur départ.

Joindre la dernière bande  
d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de  
rédiger tous les noms propres en  
cyrilliques d'orthographe.



# LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

## LA SITUATION MILITAIRE

### Un terrain difficile, une résistance vigoureuse des Iraniens



La guerre a donné lieu depuis lundi 22 septembre à deux combats navals près de Bassorah, mais elle se déroule surtout sur terre et dans les airs. Elle met en ligne des blindés et de l'infanterie motorisée tout le long de la frontière, du Golfe au Kurdistan. Des chasseurs-bombardiers Mig (soviétiques) pour les Irakiens et des Phantom (américains) pour les Iraniens. Sur terre les combats se déroulent actuellement sur deux fronts principaux : 1) au centre de la zone frontalière entre Qasr-E-Chir et la ville de Mehran avec Bassorah au milieu. Bagdad qui revendiquait cette zone d'environ 80 kilomètres carrés affirme l'avoir « récupérée » ; 2) dans la région du Chah el-Arab, sur l'estuaire formé par le Tigre et l'Euphrate.

Dans cette zone, les colonnes de blindés et de motorisés irakiens ont pris à revers les deux grandes villes iraniennes de Khorramchahr et d'Abadan où se trouve la plus importante raffinerie d'Iran. Après avoir annoncé l'occupation de Khorramchahr (Mohammadia pour les Irakiens) Bagdad a reconnu, vendredi matin 26 septembre, que la ville résistait toujours.

L'avance de l'armée irakienne se heurte à trois difficultés principales :

- La vigueur de la résistance iranienne à laquelle les Irakiens ne s'attendaient visiblement pas.
- Un terrain difficile, montagneux dans la zone, marécageux au sud, dans le Chah el-Arab et au-delà, ce qui explique — sans la confirmer — pour autant l'information de Téhéran diffusée mercredi soir selon laquelle une quarantaine de chars irakiens se seraient « embourbés » à 75 km de la frontière, dans la région d'Ahvaz.
- La logistique d'un conflit moderne que l'armée irakienne ne semble pas maîtriser complètement.

Par ailleurs, les combats des derniers jours montrent que les deux pays, en dépit des systèmes d'armes américains et soviétiques qui leur ont été livrés par les Soviétiques, Américains ou Français, ne sont pas en mesure d'empêcher la pénétration des chars irakiens dans leur espace aérien.

On note également que l'avi-

tion irakienne a été beaucoup plus opérationnelle qu'on ne l'aurait cru. Elle a infligé de sévères pertes à plusieurs villes iraniennes et surtout à des installations pétrolières et à des objectifs économiques. Elle a également effectué plus de sorties que l'aviation iranienne. Selon des sources arabes, une partie de l'aviation irakienne aurait été mise à l'abri depuis trois jours sur des aéroports jordaniens. Cela expliquerait à la fois que Bagdad ait perdu moins de cinquante avions et que M. Tarek Aziz, vice-premier ministre irakien, ait annoncé, jeudi à Paris, que 140 appareils irakiens avaient été abattus.

### Les pays islamiques vont tenter une médiation conjointe

New-York. — Les membres du Conseil de sécurité des Nations unies ont tenté sans succès, toute la journée du 25 septembre, de trouver un moyen d'apporter leur médiation dans le conflit irako-iranien. Mais l'envoi par Bagdad d'un émissaire spécial, M. Ismat Kittani, vice-ministre des affaires étrangères, n'a, semble-t-il, rien débouché sur la situation.

Tandis que les Occidentaux paraissent souhaiter la réunion du Conseil de sécurité, qui pourrait lancer aux belligérants un appel au cessez-le-feu, les Soviétiques semblent désireux de gagner du temps, comme d'ailleurs les Irakiens. Ces derniers paraissent d'abord soucieux d'assurer leur avantage sur le terrain.

A la suite d'un appel de M. Bani Sadr, les quarante pays de la conférence islamique ont décidé de se réunir ce vendredi 26 septembre pour tenter une médiation. Bagdad n'a pas pour l'instant fait connaître son opinion sur ce projet et, là aussi, essaie apparemment de gagner du temps.

De multiples consultations ont eu lieu pendant ce temps entre les ministres des affaires étrangères réunies à New-York pour l'assemblée générale de l'ONU. Le secrétaire au Foreign Office, Lord Carrington, qui devait partir mercredi pour une tournée en Extrême-Orient, a décidé de prolonger son séjour.

De notre correspondante

Interlocuteur, et que l'entretien avait été « franc », ce qui veut dire, en langage diplomatique, qu'un bon nombre de difficultés ont été soulevées. Mais le secrétaire d'Etat a insisté sur le fait que les Soviétiques, comme les Américains, entendent rester neutres dans le conflit irako-iranien.

Interrogé sur la façon dont il serait possible de « protéger le libre circulation dans les détroits », comme l'avait indiqué la veille le président Carter, M. Muskie est resté sur une prudente réserve. Indiquant seulement qu'il s'agissait, en effet, d'un objectif prioritaire. Il a insisté sur les risques que le moindre faux pas présentait dans une situation aussi explosive, mais a laissé entendre qu'il ne croyait nullement pour l'instant à ce que ces hostilités débouchent « sur l'impensable ». « La situation, a-t-il souligné, n'est pas telle qu'elle mérite une réaction militaire. »

Interrogé sur le jeu soviétique dans la région, M. Muskie a déclaré qu'il ne pensait pas que Moscou gagnerait quoi que ce soit à un étallement de l'Irak. Le secrétaire d'Etat a démenti le rumeur selon laquelle Washington aurait fait savoir à Téhéran qu'il était prêt à recommencer les livraisons de pièces détachées pour les équipements militaires dès que les otages seraient libérés.

M. Muskie a enfin confirmé que M. Gromyko lui avait donné son accord pour que les négociations sur les armes stratégiques commencent comme prévu le 13 octobre à Genève.

Le ministre français des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, a, de son côté, reçu M. Gromyko à déjeuner. Les conversations, qui se

sont déroulées en petit comité, ont porté essentiellement sur l'Afghanistan, le conflit irako-iranien et la conférence de Madrid. Sur l'Afghanistan, les Soviétiques se sont montrés hostiles à toute concession, comme l'avait déjà prouvé le discours prononcé au début de la semaine par M. Gromyko. A propos de la conférence de Madrid, le ministre français a précisé que Paris s'opposait à une réduction de la conférence de Bagdad et refusait que les débats se terminent pareillement par un compromis de façade. La position soviétique semble cependant ne s'être guère modifiée. Moscou paraît toujours aussi réticent, en particulier sur la constitution d'une « zone de contrôle des armements allant de l'Atlantique à l'Oural », comme le prévoit le projet français.

Sur le conflit irako-iranien, les positions se sont redressées plus proches, notamment sur la nécessité d'empêcher l'extension des combats et d'assurer le libre circulation dans le Golfe.

Le sentiment général était jeudi soir aux Nations unies que pas plus les Américains que les Soviétiques ne souhaitent jouer un rôle voyant dans le conflit du Proche-Orient. Ils passeraient volontiers la responsabilité de la négociation aux représentants des pays islamiques. De nombreuses consultations ont d'ailleurs eu lieu dans la journée, dans ce but.

Pour sa part, M. Muskie a conféré pendant une heure avec le prince Saoud Al Fayçal, ministre des affaires étrangères d'Arabie Saoudite. Mais si les efforts des pays islamiques tardent à produire un effet et si les combats se poursuivent, le problème de la libre circulation dans le Golfe pourrait alors se poser en termes aigus.

NICOLE BERNHEIM.

### Un long tête-à-tête Muskie-Gromyko

Le secrétaire d'Etat américain, M. Muskie, s'est entretenu jeudi matin pendant trois heures et demie avec son collègue soviétique, M. Gromyko. A la fin de la journée, M. Muskie a donné une conférence de presse au cours de laquelle il a indiqué que « de profondes divergences » l'avaient opposé à son

### M. Carter propose une conférence sur la sécurité dans le détroit d'Ormuz

(Suite de la première page.)

Sur le plan diplomatique, la plupart des puissances semblent d'accord pour laisser les pays réunis dans l'organisation de la conférence islamique, tenter une médiation.

C'est notamment le cas de la diplomatie française. Après l'entrevue de jeudi entre le président de la République et le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, le porte-parole de l'Elysée, M. Blot, a déclaré, jeudi : « Le président a émis l'opinion que les Etats islamiques devaient avoir un rôle particulier à jouer dans la recherche d'une solution ». Le Conseil de sécurité des Nations unies a, en tout cas, renoncé à la conférence, et le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, a déclaré, jeudi, à New-York. Le général Zia, chef de l'état pakistanais, président de la conférence, sera aux Nations unies la semaine prochaine et s'entreindra, dimanche soir, à son passage à Paris, avec M. Giscard d'Estaing.

Après l'entretien d'une heure et demie de M. Tarek Aziz avec le président de la République, M. Blot a, d'autre part, déclaré : « M. Tarek Aziz a indiqué à M. Giscard d'Estaing que l'Irak n'avait pas d'objectifs territoriaux sur les territoires contestés. Il a également indiqué que son gouvernement n'avait pas l'intention de maintenir des forces armées sur le territoire iranien. Au cours de l'entretien, ont été examinées les conditions dans lesquelles pourrait s'ouvrir une négociation permettant de traiter par des voies politiques les contentieux entre les différents pays. Différentes formules possibles ont été examinées. Le président de la République a souligné l'intérêt que soit exprimée la plus rapide possibilité par les autorités irakiennes leur disponibilité en vue de l'ouverture de négociations. »

Le président a rappelé l'importance vitale que la France attache à la liberté de navigation dans le Golfe et le détroit

d'Ormuz. Le vice-premier ministre lui a donné des assurances quant à la volonté des autorités irakiennes de ne rien entreprendre qui puisse mettre en cause cette liberté.

De cette conversation, outre les conditions irakiennes à la cessation des hostilités (voir page 4), on peut tirer les conclusions suivantes : d'une part, la visite à Paris de M. Tarek Aziz après sa récente visite à Moscou indique que l'Irak veut éviter de rester en tête à tête avec l'Union soviétique et de courir le risque que le conflit ne dégénère en une confrontation Est-Ouest.

De l'autre part, il se confirme que la question de livraison d'armes (la France est, après l'U.R.S.S., le second fournisseur d'armes de l'Irak) n'a pas été soulevée. Il semble donc que le gouvernement de Bagdad ait suffisamment d'armement pour atteindre l'objectif qu'il s'est fixé, c'est-à-dire un objectif limité. Il consisterait à prendre des mesures territoriales pour assurer le contrôle du Chah el-Arab et obtenir le départ des troupes iraniennes des îlots du détroit d'Ormuz.

Sur le front pétrolier, si les exportations de l'Irak et de l'Iran restent interrompues, du fait des combats, la circulation maritime par le détroit d'Ormuz n'est pas affectée. La situation (dans le détroit) est normale, a déclaré, jeudi, le ministre des affaires étrangères d'Oman (Etat qui contrôle la rive sud).

RETOUR D'ATTE — La base américaine de Diego-Garcia n'est pas située à 2 000 kilomètres de la Turquie comme on l'a dit hier à André Fontaine, dans son article « Un balcon en ruine », mais à 5 000 kilomètres.

### Les cinq premiers jours de combats

Depuis l'attaque irakienne du lundi 22 septembre contre des aéroports et des bases militaires en Iran, les combats aériens et terrestres se sont amplifiés.

22 SEPTEMBRE. — Au début de la matinée, l'aviation de Bagdad bombarde plusieurs aéroports, dont celui de Téhéran, et des installations militaires dans les régions d'Abadan et d'Espahan, ainsi que dans le Khuzistan iranien. En fin d'après-midi, l'aviation irakienne entend de nouveaux bombardements contre plusieurs installations militaires. L'est-major iranien affirme que le détroit d'Ormuz et la div nord du Golfe américain sont sous contrôle. Téhéran annonce la destruction de onze avions et quatre vedettes lance-missiles ennemis et de trois de ses avions et deux de ses hélicoptères. Bagdad assure, de son côté, que six avions de combat irakiens ont été abattus et trois pilotes capturés.

23 SEPTEMBRE. — Le commandement des forces armées irakiennes annonce que ses troupes ont envahi le territoire iranien, « en réponse à la décision irakienne de fermer le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz ». Bagdad est bombardée à trois reprises par l'aviation iranienne. Trois ressortissants britanniques sont tués au cours d'un raid contre un important complexe pétrochimique irakien.

24 SEPTEMBRE. — Nouveaux bombardements irakiens des aéroports iraniens de Tabriz, Ahvaz, Sanandaj, Kermanshah et Chahabad, ainsi que des bases militaires de Chahabul, Disfoul et Anzhan. Bagdad reconnaît la perte de deux appareils et assure que quatre Phantom iraniens ont été détruits au sol. L'aviation iranienne assure « les installations économiques » irakiennes de Mossoul et Kirkouk, dans le nord du pays, ainsi que la raffinerie de Chahabul et le port pétro-

lier de Bassorah. Bagdad fait état d'un combat naval au large de cette dernière ville, au cours duquel cinq vedettes irakiennes ont été coulées. L'Irak annonce d'autre part la destruction de seize avions iraniens et le contrôle, par ses forces, de plusieurs villes frontalières de l'Oman et du Sud-Ouest iraniens. Téhéran, qui reconnaît que l'Iran a pénétré à l'intérieur des frontières irakiennes, assure que seize chasseurs Mig et quatre chars irakiens ont été détruits au cours de ces combats.

25 SEPTEMBRE. — Bagdad est à nouveau bombardée au début de la matinée, à deux reprises. L'aviation irakienne a attaqué également Mossoul, Kirkouk, Kout et Bassorah. Selon Bagdad, dix-neuf avions irakiens ont été abattus au cours de ces opérations. Le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, déclare à Paris que cent quarante appareils irakiens ont été abattus depuis le début du conflit. Téhéran annonce dans la journée le bombardement du port pétrolier irakien de Fao, à l'entrée de l'Avandou (Chah el-Arab), ainsi que celui par des avions irakiens d'un hôpital civil à Abadan et des villes de Kermanshah, Tabriz et Ahvaz. Selon Téhéran, neuf Mig irakiens ont été abattus jeudi matin dans l'espace aérien iranien, et cinquante chars ennemis détruits à Salamatshah, près de Kermanshah. Selon un premier bilan des combats publiés par le ministère iranien de la santé, cent quarante-neuf personnes ont été tuées et deux cent quatre-vingt onze blessées par les forces irakiennes, dans le Khuzistan. Une alerte « maximum » a été déclenchée en fin d'après-midi à Téhéran. Des bruits de bombardement ont été entendus à proximité de la ville et des avions ont survolé la capitale. L'Iran assure ensuite qu'il s'agit d'un exercice de défense anti-aérienne.

26 SEPTEMBRE. — Bagdad a annoncé que les troupes irakiennes avaient occupé, vendredi matin, une caserne iranienne et « abattu neuf avions ennemis » sans préciser le lieu de ces opérations. Un communiqué du commandement général des forces armées irakiennes que quatre avions irakiens avaient été abattus par la DCA iranienne dans les diffusions dans la zone de combat s'élevaient à sept tués et vingt-huit blessés. Radio-Bagdad, d'autre part, fait état de raids de l'aviation iranienne, vendredi, sur les installations pétrolières et militaires de Kirkouk et de Mossoul. L'agence iranienne « DINA » a affirmé que « vingt appareils irakiens » au total avaient été abattus vendredi. — (A.F.P.)

### LES DIRIGEANTS SOCIALISTES DE L'EUROPE DU SUD DEMANDENT UNE SOLUTION NEGOCIÉE

(De notre correspondant.)

Lisbonne. — « La guerre qui est déclarée entre l'Irak et l'Iran peut être une véritable catastrophe pour chacun de ces deux pays », lit-on dans la déclaration finale de la réunion des leaders des partis socialistes de l'Europe du Sud, qui a eu lieu à Sintra, le mercredi 24 septembre, avec la participation de MM. Mario Soares, François Mitterrand, Felipe Gonzalez, Bettino Craxi, Pietro Longo, Andreas Papandreu et Danny Gremona qui représentent M. Dom Mintoff, président du parti travailliste de Malte. Rappelant que l'Irak et l'Iran font partie des pays du mouvement des non-alignés, les partis de l'Internationale socialiste souhaitent qu'une solution négociée soit trouvée.

Considérant l'intervention soviétique en Afghanistan comme étant « une menace sérieuse pour le processus de la détente », les partis socialistes de l'Europe du Sud appellent à la reprise du dialogue et à la « réduction mutuelle et équilibrée » des forces militaires. « Une participation active à la conférence de Madrid est, à ce sujet, un facteur important », affirment-ils. A propos des événements en Pologne, « qui démontrent la volonté de la droite des travailleurs », ils soulignent l'aspect « positif » des accords conclus entre le gouvernement et les grévistes, surtout en ce qui concerne la conquête du droit de grève et la constitution de syndicats libres. « C'est le peuple polonais qui doit résoudre ses propres problèmes en dehors de toute ingérence extérieure », estiment-ils. J. R.

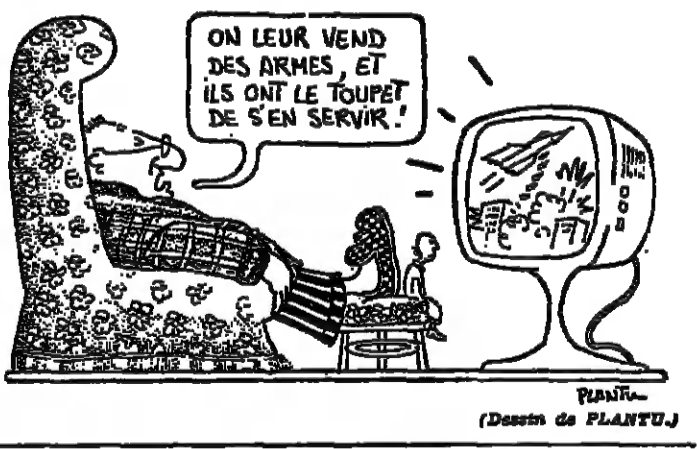
### L'IRAK EST LE DEUXIEME CLIENT DE LA R.F.A.

Les exportations de la R.F.A. vers l'Irak ont, durant le premier semestre de 1980, augmenté de 89 % sur la période correspondante de 1979, pour atteindre 1,1 milliard de marks. Les importations se sont accrues de 38,7 % pour s'élever à 440 millions. L'Irak est devenu le deuxième client arabe de la République fédérale, après avoir été pendant de longues années le quatrième importateur de produits allemands de sa région.

Evoquant le conflit irako-iranien, M. von Landsberg, ministre fédéral de l'économie, estime qu'il n'avait pas de conséquences immédiates sur les approvisionnements pétroliers de l'Allemagne. Au ministère, on précise que la R.F.A. disposait fin juillet de stocks représentant cent trente et un jours de consommation. S'il n'existe aucun problème actuel, ajoute-t-on de même source, un blocage durable du détroit d'Ormuz menacerait directement les approvisionnements pétroliers de la R.F.A., dont 40 % proviennent des pays du Golfe.

Pour le premier semestre, Bonn a importé 21 millions de tonnes de brut d'Arabie Saoudite, des Emirats, de l'Irak et de l'Iran, sur un total d'importations de 50 millions de tonnes. — (A.F.P.)

Le gouvernement suédois a décidé jeudi 25 septembre que les ressortissants iraniens désireux de se rendre en Suède devraient désormais disposer d'un visa. Cette décision temporaire, semble-t-il, est motivée par l'afflux d'un grand nombre de « touristes » iraniens au cours de ces dernières semaines. Les autorités suédoises craignent que ces « touristes » n'aient l'intention de demander l'asile politique en Suède à l'expiration de la période de trois mois à laquelle ils ont droit. — (A.F.P.)



**PIERRE DAIX**

Le plus grand parti de France n'est pas, comme chacun sait, le parti communiste, mais celui qui forme ses anciens membres : déçus, exclus, « renégats », traités à la classe ouvrière, « milieux-trotskyistes », hétéroclites. C'est l'histoire de cette dissidence que Pierre Daix a entreprise pour la première fois de retracer.

« La lutte finale aura lieu un jour, entre les communistes et les ex-communistes. »

Ignazio Silone à Tagliatti

**ROBERT LAFFONT**  
Collection « Les hommes et l'histoire »



# PROCHE-ORIENT

## LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

Après son entretien avec M. Giscard d'Estaing

**M. Tarek Aziz, vice-premier ministre énonce les conditions irakiennes à une cessation des hostilités**

« Nous avons pris tellement d'armes aux Iraniens que nous ne pouvons pas nous empêcher de continuer de leur livrer des armes. C'est par cette logique, destinée à illustrer la victoire de l'Irak dans son conflit avec l'Iran, que M. Tarek Aziz a mis un terme à la conférence de presse qu'il a tenue à Paris jeudi 25 septembre. Fort de ces succès, il a tenu un langage ferme et posé des conditions, mais il a aussi subtilement ouvert la porte à une négociation qui permettrait à Téhéran de sauver la face et à Bagdad de conserver les avantages conquis. Les conditions sont au nombre de quatre : 1) Respect par l'Iran de la souveraineté et des droits de l'Irak sur ses territoires et sur ses eaux ; 2) Instauration d'accords de non agression avec l'Irak et les autres pays arabes riverains du Golfe ; 3) Cessation des ingérences iraniennes dans les affaires intérieures de l'Irak et des autres pays arabes ; 4) Cessation de toute activité agressive de l'Iran à l'égard de ces pays. »

Ayant confirmé que l'Irak a « récupéré » la zone de 80 kilomètres carrés qu'il revendiquait aux termes de l'accord d'Algèr de 1975 — dans la région de Qasr-e-Chirin — et la partie du Chah-e-Arab qu'il avait cédée au régime M. Tarek Aziz s'est montré bon prince en précisant que, si l'Iran souscrivait à ces quatre conditions, Bagdad « évacuerait les territoires iraniens qu'il occupait et accepterait toute initiative, d'où qu'elle vienne, à l'exception d'Israël et des Etats-Unis, pour négocier un règlement sur une base pacifique ».

Le président Saddam Hussein ne pouvait envoyer de meilleur émissaire à Moscou et à Paris que cet ancien instituteur, confession chrétienne, Chevalier grisonnant, épaisse lunette d'intellectuel, visage plein, voix bien posée, le conseiller écouté du chef de l'Irak, sans insinuer confiance et convaincre sans rien lâcher sur l'essentiel. D'une grande intégrité — avant l'accession du Baas au pouvoir — Bagdad n'avait guère été en enseignement en Syrie, où il était exilé, et avait refusé les « propositions intéressantes » que lui

avait faites le Baas de Damas, — cet idéologue soucieux d'efficacité ne cherchait pas à tenir le devant de la scène. Ainsi avait-il longtemps préféré à un portefeuille ministériel les fonctions de directeur et rédacteur en chef d'Al-Sagour, organe du parti Baas, avant de devenir porte-parole du Conseil de commandement de la révolution, puis ministre de l'Information et enfin vice-premier ministre.

M. Tarek Aziz ne cache pas que, si l'Irak a voulu défendre ses droits, il a voulu aussi donner une leçon à l'équipe de l'imam Khomeiny. « Nous combattons, dit-il, pour que l'Iran comprenne que le fait d'avoir renversé le dictateur du chah ne l'autorise pas pour autant à s'immiscer dans les affaires des Etats arabes. » Puis il se montre à nouveau rassurant : « En ce qui le concerne, l'Irak respecte la liberté de navigation dans le Chah-e-Arab et dans le détroit d'Ormuz. »

Il rappelle aussi que, si l'Irak a toujours contesté la souveraineté de l'Iran sur les trois îlots du détroit d'Ormuz, Petite-Tomb, Grande-Tomb et Abou-Moussa, il ne les revendique pas pour autant. En revanche, Téhéran « encouragera qu'il n'a ni ambitions ni hostilité à l'égard des Arabes, en les restituant à l'Irak et aux Etats arabes unis ».

Ce langage et le comportement même de l'Irak n'ont pas empêché M. Tarek Aziz d'être en train de formuler : « Le costume de gendarme doit être jeté sur le feu, car il n'est pas le cas des Iraniens. Ce n'est pas moi qui le dis. Ce sont leurs dirigeants, c'est le président de l'Assemblée nationale, qui se sont publiquement accusés entre eux d'être des irresponsables et des menteurs. »

C'est l'ensemble de ce dossier qu'il a exposé au président Giscard d'Estaing, car « il est normal de consulter ses amis dans les moments délicats », et sans démentir les armes d'Israël, il a souligné que l'Irak n'a « suffisamment » pas chargé des fournitures militaires dans le cabinet.

PAUL BALTA.

**M. BAKHTIAR CONSIDÈRE QUE L'ACCORD D'ALGER DE 1975, ENTRE TEHRAN ET BAGDAD, EST « TOUJOURS EN VIGUEUR ».**

L'ancien premier ministre iranien, M. Chapour Bakhtiari, considère l'accord irano-irakien d'Algèr, conclu en 1975, comme « toujours en vigueur » et considère que « la crise actuelle [entre les deux pays] est le résultat de la dégradation de la situation dans les deux pays ». Dans une déclaration publiée jeudi 25 septembre par son bureau parisien, M. Bakhtiari, qui vit en exil en France mais qui venait d'effectuer un bref séjour au Caire, où réside la famille de l'ancien chah d'Iran, impute à la politique des dirigeants de Téhéran la « dégradation » de l'accord d'Algèr et la « dégradation » de la situation dans les deux pays. Il déplore toutefois « profondément » les pertes en hommes et en matériel des forces armées iraniennes et irakiennes, « ressentant une profonde inquiétude quant à la sauvegarde des installations pétrolières du Khuzestan » et observe que la « dégradation » constante des relations de l'Iran avec ses voisins et, d'une façon générale, avec la communauté internationale.

« L'isolement international de l'Iran, ajoute-t-il, le mépris total des règles qui régissent les sociétés humaines, le silence imposé aux intellectuels, tout cela a pour conséquence cette période de grande faiblesse que l'Iran a rarement connue. »

M. Charles Pasqua, sénateur R.P.R. des Hauts-de-Seine, déclare, jeudi 25 septembre, sur Europe 1, que dans le conflit irano-irakien, « les mieux placés pour tirer les marrons du feu sont les Soviétiques ». Il a ajouté : « Nous devons être extrêmement inquiets de l'évolution de cette affaire et des conséquences qu'elle peut avoir pour nous. Il y a une menace qui pèse sur le détroit d'Ormuz ; je me demande si le gouvernement français va suivre sa politique habituelle, qui consiste à faire comme l'oiseau, c'est-à-dire à ne rien faire et à attendre que ça se passe, ou si compte prendre des initiatives afin que les intérêts de la France soient préservés. »

**LA VENTE D'ARMES FRANÇAISES A L'IRAK N'EST QU'UN PROBLÈME LIMITE**

déclare M. Raymond Barre

Interrogé sur les livraisons d'armes françaises à l'Irak, M. Raymond Barre a notamment déclaré, vendredi 26 septembre, à Vienne, au cours d'une conférence de presse : « La coopération de la France avec l'Irak n'est pas seulement une coopération militaire. Elle se développe dans tous les domaines. Nous avons toujours eu avec ce pays des relations politiques confiantes. Le problème des ventes d'armes n'est qu'un problème limité dans l'ensemble de la coopération irako-française. Je voudrais, une fois pour toutes, dire à ceux qui s'inscrivent aux portes d'armes faites par la France de bien vouloir considérer les ventes d'armes qui sont faites par d'autres pays. Je voudrais dire de la façon la plus nette que nous n'avons, sur ce point, de leçon à recevoir de personne. »

## Les projets du prince Cyrus Reza Pahlavi

De notre correspondant

Le Caire. — Depuis que le fils unique du rai, Gamal, a épousé, en 1977, l'héritière d'une famille égypto-iranienne, les Ertan, connus dans l'industrie égyptienne du tourisme, les jeunes filles à marier de la bonne société cairote n'avaient plus de prince charmant en vue. Elles ont maintenant trouvé un nouveau parti de rêve en la personne du prince Cyrus Reza Pahlavi, dont la revue islamique égyptienne Al-Da'wa, a récemment dénoncé la vie de noctambule.

Dépendant, le fils aîné du défunt chah d'Iran, qui avait été proclamé héritier du trône du pays en octobre 1967, et qui vit aujourd'hui avec sa mère, ses deux sœurs et son frère au palais de Koubbeh, ancienne résidence royale située dans un parc de la banlieue du Caire, n'aurait pas que des activités mondaines. Il a informé, en août, l'université privée américaine du Massachusetts, dans laquelle il étudie l'an passé, qu'il ne reprendrait pas ses cours. Selon la revue cairote Octobre, proche de la gauche, le prince Reza aurait agité, car il avait l'intention, le 31 octobre prochain, lors de son vingtième anniversaire, d'être la majorité légale pour régner en Iran, d'adresser aux Iraniens un message les informant qu'il se considérait désormais comme leur souverain légitime.

M. Chapour Bakhtiari, dernier premier ministre de la monarchie, ne s'est pas déclaré hostile à priori à ce projet, à condition que le monarque régnant soit un homme sage. Le futur monarque « empereur » ne serait pas de cet avis, puisque, si l'on en croit Octobre, il envisageait aussi de constituer le mois prochain un « gouvernement en exil composé de nationalistes, d'officiers et d'anciens hommes politiques ».

On ignore cependant si le prince a modifié ses projets à la suite du message qu'il a adressé au chef d'état-major de l'armée iranienne (voir le Monde du 26 septembre).

Au lendemain de la disparition de son épouse, la chahbanou, qui, en vertu de dispositions prises en 1967, devait être régnante en cas de succession ouverte avant la majorité dynastique de l'héritier présomptif, s'est comportée comme telle en transmettant du Caire, en août, aux Iraniens « les dernières volontés du chahinshah » où celui-ci désigne son fils aîné comme successeur.

Ces activités ne peuvent évidemment avoir lieu qu'avec l'assentiment du Caire. Toutefois, on assure ici que la radio égyptienne ne diffuse actuellement aucune émission contre la révolution iranienne, et qu'aucune aide militaire n'a été accordée à des officiers monarchistes iraniens ou à l'Irak, dans sa confrontation avec l'Iran.

On a également discrètement démenti au Caire qu'il existe un projet de mariage entre Reza Pahlavi et l'héritière, la plus jeune des filles du rai, âgée de dix-neuf ans. Mariée depuis 1976 au fils de M. Osman Ahmed Osman, le plus grand entrepreneur de travaux publics du monde arabe, et conseiller présidentiel pour les affaires de développement, elle était, disaient, en instance de divorce. Malgré les dénégations familiales, certains Égyptiens continuent à rêver, en cas de restauration en Iran, de la fille du rai seigneur de la couronne de Perse. « Ce serait mieux que Fawziyah, sœur du roi Farouk et première épouse de Mohammed Reza Chah, qui ne fut jamais élevée au rang d'impératrice », remarquait un chahbanou du président Sadat.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

## Israël

**LA RENCONTRE A SOFIA DE DEUX DÉPUTÉS AVEC M. YASSER ARAFAT SUSCITE DES PROTESTATIONS A JÉRUSALEM**

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — « Trahison », « collaboration avec l'ennemi », tel est le thème de quelques-unes des très vives protestations qui ont marqué à Jérusalem, le jeudi 25 septembre, l'annonce d'une rencontre de deux députés israéliens avec M. Yasser Arafat, à Sofia, à l'occasion d'une conférence internationale. Les deux députés, M. Toubi et M. Toubi, sont membres du Front démocratique pour la paix et l'égalité, petite coalition formée à la Knesset autour du parti communiste Rakah. Ils faisaient partie d'une délégation à la réunion du Parlement international pour la paix organisée dans la capitale bulgare au début de la semaine.

Plusieurs ministères et différentes personnalités du Likoud ou du parti d'extrême droite Reimissane ont réclamé la levée de leur immunité parlementaire, afin de permettre des poursuites judiciaires pour infraction à la loi sur la sécurité de l'Etat, qui interdit en principe tout contact avec des membres de l'O.L.P. Un conseiller juridique du gouvernement a été saisi de l'affaire pour donner son avis, mais la plupart des ministères ne se sont pas prononcés finalement à des sanctions.

Il convient de remarquer que le parti communiste israélien se veut non sioniste et s'est toujours déclaré en faveur de la création d'un Etat palestinien et de négociations avec l'O.L.P. Il faut noter également que ce n'est pas la première fois qu'un lieu des ententes entre Israéliens et membres de l'O.L.P. — F. C.

## Syrie

**DAMAS S'APPRÊTE À SIGNER UN TRAITÉ DE SÉCURITÉ AVEC MOSCOU**

La Syrie va signer un traité de sécurité avec l'U.R.S.S., aux termes duquel Moscou fournira une aide militaire, y compris l'envoi de troupes soviétiques en cas de besoin, a déclaré M. Ahmed Iskandar, ministre syrien de l'Information, à l'hebdomadaire parisien de langue arabe Al-Nous-takhal qui paraît ce vendredi 26 septembre. Selon ce journal, la signature aurait lieu à Moscou le 8 octobre, au cours de la visite du président syrien Hafez Al-Assad.

« Ce traité, totalement différent de ceux conclus entre l'U.R.S.S. et d'autres pays arabes, est la réponse adéquate aux plans des dirigeants de Damas, a précisé M. Iskandar, qui a ajouté : « Nous estimons que l'équilibre stratégique entre Israël et les pays arabes ne pourra être rétabli qu'après l'instauration d'un équilibre entre les deux grandes puissances dans la région. »

Le ministre a établi un parallèle entre « les circonstances dans lesquelles le président Nasser avait signé un traité avec l'Union soviétique en 1957 et celles de la signature du futur traité ». M. Iskandar précise que le ministre syrien des Affaires étrangères, M. Abdel Halim Khaddam, lors d'une tournée début septembre à l'étranger, a informé les pays arabes, sauf Bagdad et Amman, de ce projet.

« Le traité qui sera signé entre les deux pays constitue une étape importante que feraient l'U.R.S.S. et la Syrie. Deux protocoles de coopération militaire ont été signés en 1974, mais ils n'ont pas été mis en œuvre. M. Hafez Al-Assad, en octobre 1979, à Moscou, l'Union soviétique avait consenti à la Syrie une aide militaire substantielle destinée à renforcer sa capacité défensive (le Monde du 26 octobre 1979). »

# AMÉRIQUES

## Colombie

Récemment libérée par Bogota

**UNE PIANISTE URUGUYENNE DÉNONCE L'EXISTENCE D'UN MILLIER DE PRISONNIERS POLITIQUES**

La pianiste uruguayenne Alba Gonzales Sousa, libérée le 9 septembre après vingt mois de détention à Bogota, a lancé, le jeudi 25 septembre à Paris, un appel pressant en faveur d'une amnistie pour tous les prisonniers politiques en Colombie. Lors d'une conférence de presse organisée par l'AITA (Association internationale de défense des artistes victimes de la répression), elle a estimé que les autorités colombiennes étaient sensibles aux actions internationales et que celles-ci avaient été déterminantes pour sa libération.

Alba Gonzales, qui est arrivée à Paris le 21 septembre « grâce au dévouement de son avocat et de l'ambassade de France à Bogota », a affirmé qu'elle avait subi tortures et comme tous les prisonniers politiques en Colombie.

Leur nombre, selon elle, dépasse le million. Elle a souligné qu'elle était en liberté provisoire, mais dans l'attente de son procès pour « falsification d'identité », bien que de période de détention ait été très courte. Elle a affirmé que celle qui pourrait lui être infligée à titre définitif.

En 1973, après le coup d'Etat, où les militaires en Uruguay ont mis hors la loi le Front populaire, au sein duquel elle militait, Alba Gonzales s'était réfugiée en Argentine, mais son fils Rafael y avait été disparu, elle s'était réfugiée en Colombie sous une fausse identité. En janvier 1979, elle y était arrêtée et accusée de « falsification d'identité et de liens avec le M-19 », mouvement guérillero colombien, auteur d'une importante prise d'otages de diplomates à Bogota, au début de cette année.

## Canada

**LE QUÉBEC A ÉTÉ INVITÉ À UNE RÉUNION SUR LA FRANCOPHONIE A DAKAR**

Le Québec a reçu une invitation du gouvernement sénégalais à participer à une réunion d'experts des pays francophones qui se tiendra à Dakar, le 25 septembre. L'invitation a été transmise par l'intermédiaire de la délégation générale du Québec à Paris. La réunion de Dakar, qui devrait se terminer samedi, est destinée à préparer un sommet des pays francophones, début décembre, dans la capitale sénégalaise, qui aboutirait à la création d'un « Commonwealth à la française ». Ce projet est poursuivi depuis plusieurs années par le président Senghor, qui a présenté une communication en ce sens au sommet franco-africain de Niamey en mai dernier (le Monde du 22 mai).

La question de la représentation du Québec posait un problème dans la mesure où ce dernier souhaitait participer aux travaux en son nom propre, comme il le fait déjà au sein de l'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.), tandis qu'Ottawa entendait maintenir l'unité de la délégation canadienne. M. Claude Morin, ministre québécois des Affaires intergouvernementales (chargé des relations avec le gouvernement fédéral et les autres provinces) avait expliqué, jeudi à Québec, qu'Ottawa estimait que la participation à la réunion de Dakar devait être limitée à un seul expert par gouvernement, mais que la responsabilité d'adresser les invitations appartenait au Sénégal.

## Etats-Unis

**DES PERSONNALITÉS FRANÇAISES CRÉENT UN « COMITÉ DE SOUTIEN A RONALD REAGAN »**

M. Ronald Reagan, qui a perdu du terrain ces dernières semaines, et se trouve maintenant à l'égalité avec M. Carter dans les sondages, a aussi des amis de ce côté-ci de l'Atlantique. Un certain nombre de personnalités viennent de former à Paris un « Comité français de soutien à Ronald Reagan » (\*), destiné à mieux faire connaître le candidat républicain à la Maison Blanche et à expliquer ses prises de position « notamment en politique extérieure, domaine où l'équilibre des forces Est-Ouest est déterminant dans le développement d'une France forte dans une Europe indépendante ».

Le président de ce comité est un ingénieur, M. Alain de Sancy, et on relève, parmi les membres fondateurs, les noms de M. Philippe Moland, député (non-inscrit) de Seine-et-Marne, président du Centre national des indépendants et paysans, Jacques Médecin, député et maire de Niort, et Pascal Clauzon, candidat du Parti des forces nouvelles à l'élection présidentielle de 1981.

\* Comité français de soutien à Ronald Reagan, 23, avenue Ledru-Rollin, 75012 Paris.

# A TRAVERS LE MONDE

## Inde

**LE CHEF DU GOUVERNEMENT YUGOSLAVE, M. VESSELIN DJURANOVIC, EST ARRIVÉ VENDREDI 26 SEPTEMBRE À NEW-DEHLY, OÙ IL DOIT S'ENTREtenir avec Mme Gandhi, premier ministre, notamment du rôle que doit jouer le mouvement des non-alignés face aux grandes crises actuelles dans le Golfe et en Afghanistan et au Cambodge. — (A.F.P.)**

## Laos

**UN GROUPE DE SOIXANTE-CINQ REFUGIÉS LAOTIENS EN THAILANDE, A POUR LA PREMIÈRE FOIS, REAGRÉGÉS VOLONTAIREMENT SON PAYS, A ANNONCÉ LE VENDREDI 26 SEPTEMBRE À BANGKOK LE HAUT COMMISSAIRE des Nations unies pour les réfugiés. Chaque réfugié avait signé une déclaration affirmant que sa demande de retour « était faite de sa propre volonté et sans contraintes ». — (A.F.P.)**

## Libéria

**LE GÉNÉRAL, LEVI TOLBERT, frère de l'ancien chef de l'Etat libérien, a été condamné à mort pour le meurtre de sa femme, annonce jeudi 25 septembre l'agence libérienne de presse. Le général, qui fut l'aide de camp de son frère sous l'ancien régime civil, avait tué le 18 décembre sa femme, qu'il soupçonnait de lui être infidèle. Ses avocats ont fait appel auprès du tribunal populaire suprême, qui doit se réunir en octobre. Si cette juridiction confirme la condamnation à mort, le général sera pendu le 19 décembre. — (A.F.P.)**

## Tanzanie

**LES MILLE SIX CENTES DELEGUÉS de la conférence**

nationale électorale du parti révolutionnaire tanzanien (parti unique), réunis à Dar-es-Salaam, ont décidé jeudi 25 septembre M. Nyerere, actuel chef de l'Etat, comme candidat unique du parti à la prochaine élection. M. Nyerere devrait donc être réélu sans opposition pour un cinquième mandat de cinq ans, le 26 octobre. M. Aboud Jumbe, président du Conseil révolutionnaire de Zanzibar, sera pour sa part le seul candidat à la présidence de l'île et à la vice-présidence de l'union. — (A.F.P.)

## Vanuatu

**ENVIRON CENT TRENTES PRISONNIERS ont été arrêtés le mercredi 24 septembre à**

Lamp, dans le sud de l'île de Malekula, au Vanuatu, par la force de défense de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Celle-ci a mis fin au mouvement de sécession qui avait éclaté le 14 juillet. — (A.F.P.)

## Zimbabwe

**M. ROBERT MUGABE, premier ministre du Zimbabwe, a déclaré jeudi 25 septembre que le lieutenant-général Walls ne serait pas autorisé à rentrer en Afrique du Sud, qu'il a été aggraver arbitrairement, a ajouté M. Mugabe, le gouvernement modifiera la loi sur l'état d'urgence à cet effet. D'autre part, un dernier blanc a été jeté jeudi par des magistrats nationalistes incontrôlés à 25 kilomètres à l'est de Salisbury. — (Reuter.)**

**VOS LUNETTES DOUBLE Foyer C'EST UNE AFFAIRE DE SPECIALISTES**

On ne se fait pas faire tous les jours une paire de lunettes à double foyer ! Alors sans hésiter, adressez-vous à un opticien hautement qualifié. Chez Leroy, c'est un

spécialiste qui vous conseillera une paire de lunettes à double foyer invisible, bien adaptée à votre vision et à votre visage. Le confort de vos yeux mérite Leroy.

**LEROY OPTICIEN**

du lundi au samedi inclus, 104, Champs-Élysées A 2 B 11, bd du Palais A 2 B 158, rue de Lyon 147, rue de Rennes A 2 B 18, bd Haussmann 5, place des Terres A 30, bd Barbès

Rayons spécialisés : A) acoustique médicale B) verres de contact

مكتبة من القرآن



## ASIE

### Japan

#### La politique et les affaires Le lobby nippo-sud-coréen s'accorde fort bien du changement de régime à Séoul

De notre correspondant

Tokyo. — La visite à Séoul de l'ancien premier ministre japonais M. Fukuda, qui est arrivé dans la capitale coréenne, mercredi 24 septembre, a été l'occasion, pour le Japon, à la fois de souligner à nouveau sa préoccupation concernant le sort de M. Kim Dae-jung, mais, en même temps, de rassurer les Coréens en marquant les limites de la réaction japonaise à la condamnation à mort du chef de l'opposition.

Au cours d'une conférence de presse, la suite de son entretien, jeudi 25 septembre, avec le général Chun Doo-hwan, M. Fukuda a déclaré qu'il n'avait tiré aucune indication des propos du nouveau maître de la Corée sur le sort réservé à M. Kim. Une fois que la cour suprême aura rendu son verdict, le général Chun aura alors entre ses mains, en tant que chef de l'Etat disposant du droit de grâce, la vie de cet ennemi juré des militaires qu'est M. Kim. Se sentant apparemment en position de force et peu enclin au compromis, le général a décliné, auprès de son interlocuteur, les pressions qu'exerceraient sur son gouvernement japonais et américains, en précisant qu'il n'avait pas d'autre choix que de « calmer la suite du procès ».

En écho aux propos, pour le moins modérés, de M. Fukuda, à Tokyo, au cours d'une conférence de presse tenue le jour même, et destinée aux journalistes étrangers, le premier ministre, M. Suzuki, a nuancé sa déclaration de dimanche à la télévision : « Si M. Kim est exécuté, le Japon pourrait être amené à réduire son assistance économique et technique ».

La visite de M. Fukuda à Séoul est évidemment appréciée par le régime coréen. Officiellement, M. Fukuda s'est rendu à Séoul pour se recueillir sur la tombe du président Park.

Mais son voyage est davantage apparu comme l'expression d'une reconnaissance complète du régime Chun par les Japonais.

L'ancien premier ministre est une personnalité influente du lobby coréen au Japon. Il s'agit surtout pour lui de recueillir les fils de ses relations de contacts étroits unissant les dirigeants des deux pays, quelque peu perturbés par les « épreuves » faites par le régime Chun.

Le lobby nippo-coréen est, depuis la normalisation des relations entre Séoul et Tokyo en 1965, le noeud de toutes les opérations « japonaises » — il y en a beaucoup, et d'un montant énorme — montées par les dirigeants et les milieux d'affaires. A la fin du régime Park, le lobby nippo-coréen avait pour personnalité centrale, du côté de Séoul, l'ancien premier ministre, M. Kim Jong-pil. Avec l'aide d'une personnalité qui avait alors le rang de ministre sans portefeuille, M. Lee Byun-bee, il avait créé en 1975 la Ligue parlementaire nippo-coréenne, succédant au comité de coopération existant antérieurement. Deux organisations qui n'étaient que les façades institutionnelles du lobby. Or, M. Kim Jong-pil a été écarté et neutralisé par le nouveau régime. Il est remplacé à la tête de la Ligue parlementaire par M. Chang Il-kwon, connu pour son affabilité et ses étonnantes capacités à intriguer, et qui a survécu à tous les régimes depuis Syngman Rhee. Parallèlement, il s'est créé en 1978 une Association d'amitié qui a des branches dans chaque préfecture et est liée à l'Union des résidents sud-coréens au Japon (Mindan), organisation favorable au régime de Séoul. Informations, propagande, affaires, pots-de-vin... le lobby coréen, qui compte au Japon nombre de personnalités d'extrême droite liées au « milieu », agit dans tous les domaines.

La pratique la plus courante pour la circulation des fonds politiques est l'octroi par le gouvernement japonais d'un prêt à la Corée, une partie étant retournée au Japon sous forme de pots-de-vin, de commissions.

PHILIPPE PONS.

### Afghanistan

#### LA CONFÉRENCE DE L'UNION INTERPARLEMENTAIRE A CONdamnÉ L'INTERVENTION SOVIÉTIQUE

L'intervention militaire soviétique en Afghanistan a été condamnée, mercredi 24 septembre, à une très forte majorité par les députés présents à la séance de clôture de la conférence de l'Union interparlementaire réunie à Berlin-Est. Un passage de la résolution exigeant le retrait immédiat des troupes soviétiques d'Afghanistan a été adopté par 680 voix contre 181. L'ensemble du texte a été adopté par 738 voix contre 141.

Seuls les députés du bloc soviétique, à l'exception pourtant de ceux de la Roumanie, de la Côte d'Ivoire et du Bénin, ont voté contre la résolution, indique l'agence Reuters.

D'autres passages de la résolution condamnant l'agression d'Irak contre le Liban et l'occupation du nord de Chypre. Les députés américains et ouest-allemands ont approuvé ce passage. Ils ont toutefois précisé, à l'issue du vote, l'avoir fait afin que la totalité du texte, notamment le passage sur l'Afghanistan, soit adopté.

La conférence a aussi adopté, à une forte majorité, une résolution demandant la libération des otages américains détenus en Iran et demandant au Parlement iranien d'assurer leur élargissement. Cette résolution, à laquelle la délégation soviétique s'était opposée pendant le débat, a été prise par 655 voix contre 13 et 194 abstentions. Seule l'Algérie a voté contre. La Roumanie s'est prononcée pour, les autres pays du bloc soviétique s'abstenant.

A Kaboul, M. Assefollah Payah, ministre de l'Assurance, a déclaré que la délégation soviétique s'abstenait. A Kaboul, M. Assefollah Payah, ministre de l'Assurance, a déclaré que la délégation soviétique s'abstenait.

Enfin, le correspondant de la B.B.C. dans la capitale indienne a fait état, vendredi, d'une reprise de l'offensive soviétique dans le Panjab.

### Tunisie

#### L'ancienne direction syndicale est disposée à participer à la préparation d'un congrès extraordinaire

De notre correspondant

Tunis. — Sans renoncer à ses revendications essentielles, l'ancienne direction syndicale, démise après les émeutes du 26 janvier 1978, est disposée à participer à la préparation d'un congrès extraordinaire qui proposerait le pouvoir, consentant du peu d'audience de l'actuel exécutif de l'U.G.T.T.

A l'exception de M. Habib Achour, maintenant en résidence surveillée, les membres de l'ancienne commission administrative, qui se considèrent comme « assés syndicalistes légitimes », des travailleurs, se sont réunis le dimanche 21 septembre au domicile de l'un d'eux, à Tunis, pour faire le point des contacts plus ou moins discrets engagés depuis plusieurs mois avec les autorités afin de trouver une solution à la crise syndicale.

Dans le communiqué qu'ils ont diffusé quarante-huit heures plus tard, ils considèrent « comme un pas vers l'assainissement du climat social et politique dans le pays certaines initiatives positives telles que la libération des détenus syndicalistes et politiques » (le Monde du 5 août), et se déclarent « disposés à accepter la participation à un congrès national démocratique permettant aux bases syndicales d'exprimer à nouveau leur volonté en toute liberté et garantissant à tous les syndicalistes légitimes le droit de se porter candidat ». Ils ajoutent que la préparation de ce congrès devrait être confiée à une commission syndicale devant alors se substituer à la structure imposée et dont la composition pourrait faire l'objet de négociations.

L'ancienne direction ne ferme donc pas la porte à la recherche d'une solution à la crise, ainsi que certains de ses membres l'auraient, semble-t-il, souhaité, mais les discussions qui vont probablement avoir lieu dans les jours et les semaines qui viennent promettent d'être acérées. Les syndicalistes exclus refusent, en effet, croit-on savoir, toute ingérence du pouvoir dans la préparation du futur congrès afin « de préserver l'autonomie syndicale ». Ils considèrent que le parti socialiste destitué ne doit pas siéger en

tant que partenaire au sein de la commission qui préparera ces assemblées mais se cantonner dans un rôle d'arbitre entre dirigeants « légitimes » et « imposés », et, éventuellement, anciens syndicalistes neutres qui pourraient être appelés à y participer. Ils demandent, en outre, la réintégration des travailleurs suspendus ou licenciés après le « jeudi noir » (ils seraient encore environ sept cents), la levée de toutes les restrictions qui frappent M. Achour et les syndicalistes récemment libérés mais qui continuent à être soumis à un contrôle administratif, ainsi que le classement des affaires syndicales portées devant la justice à la suite du 26 janvier 1978, notamment à Boussouf et à Sfax, et qui n'ont jamais été jugées.

C'est sur la demande concernant les garanties à donner à tous les syndicalistes « sans exception » pour qu'ils puissent se porter candidat que les négociations risquent le plus sérieusement d'achopper. En effet, le président Bourguiba a fait rappeler récemment que, conformément à la loi, les condamnés graciés mais non amnistiés ne pourraient plus assurer de responsabilités syndicales (le Monde du 21 août-1<sup>er</sup> septembre). Or, dans son communiqué, l'ancienne commission administrative, dont une quinzaine de ses membres ont fait l'objet de condamnations fermes, estime que les dispositions du code tunisien du travail et des conventions internationales « pré-servent pour ceux qui ont fait l'objet d'une condamnation à caractère politique ou syndical le droit d'être éligible pour assurer des responsabilités syndicales ».

MICHEL DEURÉ.

l'espérance  
du socialisme

TUMULTE

### Zaïre

#### LES AUTORITÉS REJETTENT LES ACCUSATIONS DE TORTURE LANCÉES

PAR AMNESTY INTERNATIONAL

Les autorités zaïroises ont vivement réagi aux accusations de « torture systématique » lancées par Amnesty International dans un rapport publié le 24 septembre (le Monde du 25 septembre). « Il s'agit de la poursuite d'une campagne de dénigrement orchestrée et déclenchée le 20 mai », affirment, dans des communiqués, les ambassadeurs belges de Londres et de Bruxelles. « Comme en mai dernier », Amnesty International avait alors publié un premier rapport sur les services au Zaïre (le Monde du 22 mai). — L'organisation « n'apporte aucun élément pour étayer ces graves et calomnieuses accusations ». « Le comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) a visité toutes les prisons, s'est entretenu librement avec les prisonniers, a installé une délégation permanente à Kinshasa, poursuit le communiqué de Londres. Amnesty devrait s'en inspirer plutôt que de s'ériger en agence de propagande idéologique aux fins de dénigrer et dénigrer le Zaïre. » (A.T.P., Reuters.)

(Publié)

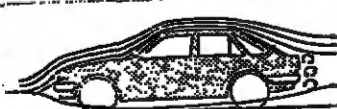
#### Calculatrices scientifiques depuis 75 F.

Duriez, premier spécialiste indépendant des constructeurs de calculatrices, propose aux étudiants et lycéens toutes les calculatrices scientifiques, fiables et vraiment performantes dans leurs catégories, à des prix promotionnels :  
• Idéal étudiant : TI 30 (75 F) : 2 chiffres, mémoire, 1/2 trig, log, exp, notation AOS facile. • Meilleure encore : Sharp 506 (189 F) : 10 chiffres, mémoire, 1/2 trig, log, exp, hyper, conv., polaire, part., 1/2 déc., 1/2 h.t., stat., extra-plate, autonomie 1500 h. • Belle machine : Salfat 8 jrs ou rembi.

chez Duriez  
132, Bd St-Germain, Métro Odéon,  
St-Michel et R.E.R. Luxembourg,  
T.I.J. 9 à 19 h. sans dim., nond.



## LA 6 CV PHENOMENE.



**Aérodynamisme : un phénomène d'économie.**  
Des milliers d'heures de recherches en soufflerie. Résultat : une consommation particulièrement basse.

**Jamais vue, la 6 CV phénomène.**  
la toute nouvelle Ford Escort, un tout nouveau plaisir de conduire.  
Une conception entièrement nouvelle qui réunit dans une 6 CV tous les avantages du progrès automobile : économie, puissance, tenue de route, confort.

**Consommation : un phénomène d'économie.**

Moteur	Marque	Consommation (litres/100 km)
1300 cc	55 km/h	6,1
1300 cc	90 km/h	5,1
1300 cc	120 km/h	4,4
1600 cc	90 km/h	6,4
1600 cc	120 km/h	5,1

Normes CEE



**Traction avant, un phénomène d'adhérence.**  
Traction avant, suspension à 4 roues indépendantes, roues larges, parfaite répartition des masses avant et arrière : une tenue de route impeccable.

**Direction précise à crémaillère, freins assistés à l'avant, train avant à ressort indépendant.**  
une conduite sereine.

**Suspension à 4 roues indépendantes, un phénomène de confort.**  
La suspension de la nouvelle Ford Escort a été spécialement conçue par les ingénieurs de Ford pour concilier remarquablement le plaisir de conduire, la tenue de route et le confort.

**Moteur transversal : un phénomène d'habitabilité.**  
La nouvelle Ford Escort offre un habitacle particulièrement spacieux pour 5 personnes et un grand coffre modulable : jusqu'à 1380 litres de volume utile, banquette arrière rabattue (de 780 dm<sup>3</sup> à 1630 dm<sup>3</sup> pour la version break).



**Confort ergonomique : un phénomène de bien-être.**  
Sièges avant ergonomiques, direction, suspension, boîte de vitesses habillées à vie. Travaux tout les 30.000 km.

**3 portes, 5 portes et break.**  
Direction, suspension, boîte de vitesses habillées à vie. Travaux tout les 30.000 km.



**Prix clés en main :**  
• 3 portes : 31.220 F  
• 5 portes : 31.620 F  
• Break : 31.620 F  
• 1600 cc : 31.620 F  
• 1600 cc : 31.620 F

• \* Hors taxes, hors assurance, hors licence, hors immatriculation.  
• \*\* Hors taxes, hors assurance, hors licence, hors immatriculation.

## LA TOUTE NOUVELLE FORD ESCORT 30.770 F

Disponible à partir du 26 septembre 1980 chez votre concessionnaire Ford.

Legende résumée et abrégée.









## DIPLOMATIE

### LA VISITE DE M. BARRE A VIENNE

#### L'Autriche pourrait s'associer à une initiative communautaire au Proche-Orient

Vienna. — MM. Raymond Barre et Bruno Kreisky ont essentiellement consacré leurs premiers entretiens en tête à tête, jeudi matin 25 septembre à Vienne, à l'examen de la situation au Proche-Orient et à l'analyse des relations Est-Ouest, après l'intervention soviétique en Afghanistan et les événements de Pologne. D'autre part, les représentants de l'Autriche et de la France ont notamment

décidé d'intensifier leurs échanges économiques et culturels. Une mission, conduite par M. Prouteau, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes industries, se rendra à Vienne avant la fin de l'année pour essayer de concrétiser le désir autrichien, affirmé à Vienne, de favoriser le développement des investissements français dans le pays. M. Barre devait regagner Paris vendredi vers 18 heures.

#### De notre envoyé spécial

Dès leur première conversation d'une heure et demie, jeudi matin, MM. Barre et Kreisky ont longuement évoqué les menaces que la poursuite du Proche-Orient fait peser sur l'ensemble de la communauté planétaire. Les deux chefs de gouvernement n'ont pas discuté directement de la guerre franco-israélienne, considérant qu'il s'agissait d'un différend bilatéral, mais chacun d'eux a exprimé son point de vue devant la presse, tandis que M. Olivier Skirn, secrétaire d'Etat, présentait personnellement au ministre autrichien des affaires étrangères la position française arrêtée mercredi par le conseil des ministres.

M. Barre a affirmé qu'il n'est pas question pour la France d'envoyer « une médiation directe » entre les deux belligérants ni d'agir « séparément » des autres pays. Pour sa part, M. Kreisky, invité à exprimer son sentiment sur la visite à Paris de M. Aziz, vice-président irakien, a déclaré : « Je me félicite qu'un homme d'Etat aussi brillant que le président de la République française ait en un dialogue avec les représentants de l'un des parties belligères, car parler

avec les gens est souvent le seul moyen de sortir d'une crise. » Le premier ministre français et le chancelier autrichien ont essentiellement consacré leur premier échange de vues à une confrontation de leurs opinions sur les possibilités de parvenir à un règlement politique du problème palestinien. Notant que « les orientations de la France et de l'Autriche sont concordantes dans une large mesure », M. Kreisky a souligné que la solution du conflit israélo-palestinien « ne peut être trouvée que par les parties en présence ».

Le chancelier a néanmoins confirmé qu'il reste favorable à une éventuelle initiative de l'Europe des Neuf qui aurait pour objet de contribuer à la détente dans cette région du monde. Il a souligné que les pays de la C.E.E. adoptent une position commune telle que l'Autriche et d'autres pays non alignés puissent s'y associer. MM. Barre et Kreisky ont tous deux souligné l'accord pour dire qu'il ne serait pas souhaitable actuellement que la Communauté européenne arrête une position précipitée et inopportune, surtout avant l'élection présidentielle américaine.

« M. Barre », d'autant que le conseil européen n'a pas encore dressé le bilan de la récente mission de M. Thorn au Proche-Orient. Les deux chefs de gouvernement ont aussi réaffirmé leur attachement commun à la politique de détente entre l'Est et l'Ouest.

Celui-ci, qui représente l'Autriche en Tchécoslovaquie de 1967 à 1970, a notamment souligné que les dirigeants polonais fassent preuve de « prudence » à l'égard de l'U.R.S.S. afin de ne pas subir le même sort que les promoteurs du « printemps de Prague ». A l'occasion de leur deuxième entretien en tête à tête, vendredi matin, MM. Barre et Kreisky ont discuté du dialogue Nord-Sud.

Au cours de leur entretien élargi jeudi après-midi, les deux délégations ont conclu notamment à la nécessité de renforcer le rôle de la commission mixte économique franco-autrichienne créée à la suite du voyage de Georges Pompidou en 1967. Il a été décidé que cette instance devra désormais dresser chaque année un bilan de ses activités.

En revanche, MM. Barre et Kreisky n'ont pas encore ouvert le dossier relatif aux propositions de vente de vingt-quatre Mirage-50 à l'armée de l'air autrichienne (le Monde du 25 septembre). Après avoir noté que ce dossier pose « des problèmes techniques et budgétaires », le chancelier, visiblement peu enclin à prendre quelque engagement que ce soit, a laissé à M. Barre le soin d'entamer la discussion sur cette affaire s'il le juge nécessaire. Ce dernier avait l'intention de le faire vendredi matin.

En fin de journée, M. Barre a rencontré à l'ambassade de France les représentants de la communauté française en Autriche, auxquels il n'a pas manqué de tenir le langage qui lui est cher sur la nécessité d'un effort national collectif : « *Vis de loin, il peut nous sembler que la France est un pays agité, troublé, exposé à des convulsions, a-t-il notamment déclaré. Comme cela est superfluité ! Comme cela est loin de la réalité profonde de la France !* » Le premier ministre a été presque autant acclamé par cet auditoire restreint que les interprètes de l'Orchestra de Verdi qu'il est allé applaudir à l'Opéra de Vienne.

ALAIN ROLLAT.

#### Le président de la République a reçu les lettres de créance de quatre ambassadeurs

M. Giscard d'Estaing a reçu, jeudi 25 septembre à l'Elysée, quatre nouveaux ambassadeurs venus lui présenter leurs lettres de créance.

#### DANEMARK

M. Ole Biering, ambassadeur du Danemark à Paris, déplorant les récents obstacles à la détente, a dit notamment : « Nous appliquons la convention de Copenhague, la France a maintenu que c'est précisément dans de telles conditions qu'il importe le plus que le dialogue continue avec l'Est. » Pour M. Giscard d'Estaing, « ce que nous voulons, c'est que l'Europe s'affirme en tant que telle, qu'elle fasse entendre sa voix sur les affaires du monde ».

M. Ole Biering, né en 1928, a fait des études de droit à Copenhague. Entré aux affaires étrangères en 1951, il a été en poste à Washington, à Vienne et à Bruxelles dans la délégation danoise auprès des Communautés européennes. Entré en 1972 à la direction des affaires politiques du ministère des affaires étrangères, il en est devenu directeur général en 1978. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, il était secrétaire général adjoint du ministère.

#### MAURITANIE

A M. Abdel Kader Kamara, ambassadeur de Mauritanie, M. Giscard d'Estaing a dit que la France souhaitait un « règlement global » du problème du Sahara occidental et que « cette nécessité du dialogue doit conduire au dialogue euro-arabo-africain ». La France, a-t-il ajouté, ne peut qu'approuver une politique d'authenticité neutralité du conflit qui se poursuit à ses frontières.

M. Abdel Kader Kamara, né en 1935 à Kaedi, a été instituteur. Nommé directeur des affaires politiques au ministère des affaires étrangères en 1962, il dirige ensuite une entreprise privée avant d'être nommé, en 1978, conseiller de la présidence du gouvernement.

#### COMORES

Le président de la République a enfin assuré le nouvel ambassadeur des Comores, M. Ali Miahalli, que la France assistera son pays dans tous les domaines et aidera notamment à la mise sur pied d'une force militaire nationale. Il s'est félicité de ce que « les nuances qui étaient apparues au lendemain de l'indépendance se sont fort heureusement dissipées ».

M. Ali Miahalli est né en 1944 à N'Zoungou, en Grande-Comore, où il a commencé ses études avant d'entrer à l'Ecole normale de Tananarive. Revenu aux Comores, il est instituteur à N'Zoungou, en Grande-Comore, de 1966 à 1967, puis il est élu à la Chambre des députés des Comores en 1967. Successeur du directeur du cabinet du président Ahmed Abdallah (1974-1978), puis secrétaire au ministère de l'Intérieur, directeur général de Radio-Comores, secrétaire général à l'Assemblée nationale, il a été délégué au ministère des affaires étrangères et à la coopération d'octobre 1978 à août 1980.

#### PAYS-BAS

Répondant à M. Tammenoms Bakker, ambassadeur des Pays-Bas, le président de la République a dit : « La convergence de nos vues sur ce qui doit être l'ambition légitime de l'entreprise européenne doit nous permettre de rechercher avec confiance une solution aux difficultés que nous pouvons rencontrer sur le plan communautaire ».

M. Agnès Robert Tammenoms Bakker est né en 1919 à Amsterdam, où il a fait des études de droit. Entré dans la carrière diplomatique en 1945, il a été en poste à Copenhague, à Singapour, à Paris, à Rome et à Tokyo avant de faire partie de la délégation néerlandaise à l'OTAN (1950-1954) et simultanément à l'O.C.D.E. (1953-1954). Chargé des problèmes de défense au ministère des affaires étrangères, il fut ensuite ambassadeur à Ankara (1964), à Moscou (1970) et à Washington (1974).

#### M. ANTOINE COLOMBANI EST NOMME AMBASSADEUR EN PAPAOUASIE-NOUVELLE-GUINEE

Le Journal officiel du 27 septembre annonce la nomination de M. Antoine Colombani au poste nouvellement créé d'ambassadeur de France en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Dné le 25 février 1918, diplômé de l'Ecole nationale de la France d'Outre-mer, M. Colombani commence sa carrière dans les services outre-mer. Membre à la disposition du secrétariat d'Etat aux relations avec les Etats de la Communauté en 1960-1961, il fut détaché de 1961 à 1964 auprès du ministre de la coopération. Après un passage à l'administration centrale, il est haut commissaire aux Comores de 1968 à 1969, puis successivement consul général à Tunis et à Sabat.

Soucieux de maintenir cette coopération, M. Kreisky a exprimé le vœu que la conférence sur la sécurité et la coopération européennes, qui doit, en principe, avoir lieu avant la fin de l'année à Madrid, puisse effectivement se réunir. Soulignant la coopération relative observée jusqu'à présent par les Soviétiques à l'égard des contestataires polonais, le chancelier a déclaré : « Il ne faut pas faire échouer la conférence de Madrid. Certes, il y a l'Afghanistan, mais il y a aussi la Pologne. La première

### 1<sup>er</sup> Congrès de la vente industrielle

organisé par Bernard Julhiet Conseils et L'Usine Nouvelle

le jeudi 6 novembre 1980 de 8 h 30 à 18 h au Palais des Congrès de la Porte Maillot à Paris.

Quels sont les nouveaux moyens d'accroître vos ventes à l'industrie ? Et comment pouvez-vous en tirer parti ?

Au cours des dix années à venir, le succès ou l'échec de milliers d'entreprises va se jouer sur leur aptitude à vendre. Face à la crise, quelles sont les armes commerciales spécifiques qui font désormais la preuve de leur efficacité, les nouvelles stratégies marketing, les nouveaux modes de vente, les méthodes de négociation adaptées à la situation actuelle ? Comment les mettre en œuvre ? Et avec quelles chances de succès ?

Le 1<sup>er</sup> Congrès de la Vente Industrielle est conçu comme

une véritable journée de travail à l'issue de laquelle les participants doivent disposer des éléments qui leur sont nécessaires pour faire des choix, arrêter leur stratégie, prendre des décisions.

Vous pourrez choisir les sujets par lesquels vous êtes directement concernés en participant aux « ateliers » qui abordent un problème de vente qui se pose ou se posera très prochainement dans votre entreprise.

Nous vous invitons à réserver votre place dès aujourd'hui : le nombre des participants est limité et nous ne pourrions réunir une seconde fois les personnalités qui prendront la parole et animeront le débat.

- L'expérience américaine par Peter Koch, président fondateur de Peter F. Koch and Associates, Consultant industriel.
- Du marketing à la vente par François Tusser, responsable du service conseil marketing du groupe Creusot-Loire.
- Innovation et structures de l'entreprise par Jacques Noël, président de Teos Instruments.
- Le marketing auprès des clients de vos clients par Camille Vert, directeur marketing de la Cellulose du Pin.
- L'équipe de vente à l'origine de nouveaux produits par Olivier Delorme, directeur commercial d'Alibert.
- L'influence de la publicité sur les ventes par Cécile Kreweras, directrice du Centre de Recherche sur la Communication.
- Comment exploiter un fichier industriel par Serge Vankepen, de l'Omniom d'Information Economique et Jean-Claude Bollandier, directeur du marketing de Via.
- L'assistance technique comme outil de vente par Alexis Trancart, directeur commercial à la branche caoutchouc manufacturé de Kleber Colombes.

- Le nouveau négoce technique par Bernard de Veyrac, directeur commercial de Sélis.
- Comment détecter les décideurs par Robert Poubelle, directeur des agences Alstom Atlantique.
- La rentabilité, un objectif pour le vendeur par Gilbert Genot, directeur des Etudes et de la planification commerciale de Merlin-Gérin.
- L'ingénieur d'affaires par Guy Rupiel, directeur général adjoint de Technip.
- Trouver des commerciaux en 1980 par Bernard Pysac, directeur des Relations Sociales de Thomson-Brandt Electro-Industrie.
- Nouveaux rôles des directions commerciales par René Frachon, directeur commercial de Crouzet-Automatismes.
- La gestion du réseau de vente par Olivier Gruens, directeur des opérations de Rank Xerox.
- Le vendeur de demain par Paul Barry, membre du Directoire de Leroy-Somer.

#### Carte de réservation

Nous vous prions d'indiquer le(s) participant(s) suivant(s) :  
1. M. \_\_\_\_\_ Fonction : \_\_\_\_\_  
2. M. \_\_\_\_\_ Fonction : \_\_\_\_\_  
3. M. \_\_\_\_\_ Fonction : \_\_\_\_\_  
Notre numéro de téléphone est le : \_\_\_\_\_  
Le prix de la journée est de : 1 500 F H.T. (repas inclus) + T.V.A. 17,6 % = 264 F = 1 764 F.  
Veuillez renvoyer la présente carte à l'attention de : \_\_\_\_\_  
Date : \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

Pour toutes informations, appelez le 749.33.50

A remplir et à renvoyer au secrétariat du Congrès.

L'Usine Nouvelle - Bernard Julhiet conseils - 27, avenue Napoléon Bonaparte - 92000 RUELLY-MALMAISON

L'Usine Nouvelle / Bernard Julhiet conseils

### A QUI PROFITE L'EXPLOSION AU PROCHE-ORIENT.

LA GRANDE PEUR DES OCCIDENTAUX

LE NOUVEL OBSERVATEUR SAMEDI L'HISTOIRE BOUGE. LE NOUVEL OBSERVATEUR AUSSI

Chèques à l'ordre d'Aujourd'hui l'Ecologie et adressés à cette association : 72, rue du Château d'Eau, 75010 PARIS.

M. \_\_\_\_\_ Don de soutien à la campagne Brice Lalonde de F. \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_



La « Première page »

## Santé publique et union nationale

» Nous savons que, si la déna-

société française qui ne permettra pas son redressement. Nous savons que, si la République n'affirme pas avec force son unité et son indépendance, la France ira à la dérive. Nous savons que la force de la France est nécessaire à la civilisation

des droits de l'homme et du droit des gens aujourd'hui en péril. Dès lors, il faut se réveiller à temps. Tôt ou tard, la nécessité de ce sursaut apparaîtra. Déjà, l'historien peut dire que trop d'occasions ont été manquées. On ne tient même pas compte de la situation extérieure pour appeler les Français à l'effort.

**et notre indépendance**

par des dirigeants qui n'ignorent pas la prudence. MAIS toutes les autres formes de compétition et de violence sont éliminées ou vertes, et si l'on s'exprime ainsi autorisées par la détérioration du droit des gens comme de l'ordre monétaire, par les ambitions hégémoniques des plus forts, de nos jours l'Union soviétique, comme par les fanatismes qui s'emparent du monde aux dépens de la liberté. Et si faut ajouter, comme le conflit entre

— Votre réquisitoire ne prouve-t-il pas qu'il est déjà trop tard ?

— Vous ne mettez pas en cause les institutions de la V<sup>e</sup> République, mais ne faites-vous pas, d'une part, le procès de l'action personnelle du président de la République et, d'autre part, le procès d'une

**La V<sup>e</sup> République a des institutions adaptées aux exigences de la France moderne, d'une République moderne. Mais des institutions adaptées ne garantissent pas la clairvoyance ou le courage des hommes. Soyons précis. Je suis frappé de l'erreur de diagnostic qui a été faite par**

Le président de la République après les élections législatives de 1978. Trois mois avant ces élections, le sentiment très répandu était que le régime était en crise. Or les hommes et les femmes de France ont réagi contre l'idéologie, la démagogie et le caractère artificiel du programme commun. Au lieu d'exprimer leur mécontentement à l'égard d'un pouvoir qui les avait trahis, ils ont refusé de renverser la majorité. Il était tout à fait clair que ce vote populaire attendait une action énergique. Qu'est-ce que ça a donné ? On a continué à gérer.

teurs des élections législatives et de la défection présidentielle. Le président de la République peut alors évoquer à son niveau la quasi-totalité des affaires et de celles, ou se trouve le dossier. Les dossiers à tous les échelons et dans tous les domaines. Deux inconvénients à ce système : le premier, cette intervention revêt un caractère trop souvent politique au sens étroit du terme, et le second, plus grave, c'est que, à partir du moment où il y a ainsi évocation de l'importance quel dossier, le gouvernement et la haute administration ne pren-

— C'est la situation actuelle selon vous ?

— Oui. Autant le pouvoir du président doit être affirmé pour ce qui concerne l'indépendance et l'unité de la France, c'est-à-dire les choses essentielles et fondamentales, autant la vie répu-

— Le chef de l'Etat s'adresse pourtant très souvent aux diverses catégories de Français.

— On s'adresse effectivement aux Français par catégorie ou par région alors que, dans le monde d'aujourd'hui et de demain, il faut d'abord parler aux Français de la France, qui est leur pre-

maître responsabilité, car c'est la capacité de la nation qui sera seule en mesure de permettre des actions catégorielles. En mettant les actions catégorielles au service de l'exigence nationale, on est sûr de perdre.

— *Ce reproche ne s'adresse-t-il pas plutôt au premier ministre qu'au président de la République ?*

— *Je ne le pense pas. Et sans le moins du monde dissimuler les difficultés de la tâche, nous ne pouvons dissimuler du tout ce que sont les exigences de la démocratie. Il est*

— Admettez-vous qu'un homme gouverne pendant sept ans sans jamais soumettre son action au verdict de l'opinion ?

— L'analyse de la volonté populaire a été mal faite en 1978. En refusant l'opposition, le corps électoral annule le pouvoir et remet

— La déception que vous exprimez nous fait passer dans l'opinion comme l'*« anti-Giscard »* pour les prochaines élections ?

— La position que je prends n'est pas une position contre une personne. Si je suis candidat, c'est pour marquer la nécessité d'une politique nouvelle. Le passé est le passé. Les personnes sont les personnes. Ce n'est pas parce que l'ancien ministre de la France, que les Français ne feront pas pour la France, c'est-à-dire pour eux-mêmes, nul ne le fera.

— Quant aux personnes...  
 — J'ai même eu quelque doute sévère  
 à l'égard des orientations politiques  
 que nous avait eues Schuman, mais  
 j'ai attaqué sa personne. C'est la  
 même réponse que je vous fais  
 aujourd'hui à l'égard de M. Gis-  
 card d'Estaing.

— N'estimez-vous pas qu'il  
 y a une personnalisation ex-  
 cès, une présidentialisation excessi-  
 ve de ce rôle de chef d'Etat ?

— Oui, il y a personnalisation  
 excessive.

Et des fois changer de politiques  
 après bien des déceptions, c'est  
 appeler à changer de personnes.  
 Tout n'est pas fait, tant s'en faut  
 pour le renforcement de la  
 France.

— Par exemple ?

— Par exemple la cinquième semaine de congés payés serait une heureuse initiative et qui, en période d'expansion économique, pourrait correspondre à un progrès dans la qualité de la vie.

présentement, mais ne peut être généralisée sans porter atteinte à la capacité de production de la France. Qui le dit ? Qui le fait ? Par exemple, la formation des jeunes sur les techniques sont l'expression d'une nécessité solidariste sociale. Mais il faut cesser de le augmenter pour lutter contre la concurrence extérieure. Qui le dit ? Qui le fait ? Par exemple, l'emploi des jeunes doit être favorisé par une réforme et une modernisation de notre formation, peut-être aussi une réforme de notre système de rémunération. Qui le dit ? Qui le fait ? Par exemple,

Constitutions précédente  
navrant, pas réussi à lui donner  
Toutefois, j'aurais été partisan  
du non-renouvellement du sep-  
tembre. Mais le général de Gaulle  
était en cause et j'ai considéré  
qu'il n'était pas honorable, pour  
le général de Gaulle, pour la  
France, de général de Gaulle, de  
prendre cette disposition.

— Et vous êtes toujours  
partisan de la limitation  
en Allemagne ?

— Oui.

— Vous dites que votre en-  
treprise doit être conduite en  
dehors des partis, mais est-  
ce possible de se lancer dans la  
bataille sans un soutien logis-  
tique, c'est-à-dire sans l'appui  
d'un parti ?

— Votre réaction serait sans doute condescendante à une réponse négative si j'y ai un certain nombre d'années. Aujourd'hui et demain la réponse est positive, au moins partiellement. La décision est prise, une large enquête sera faite de la conviction que, dans chaque foyer, le candidat faurait passer à la télévision. J'ajoute que les milliers de lettres que j'ai reçues de toute la France depuis le 30 juin, montrent que nos comités de soutien n'auront aucun mal, le moment venu, de trouver l'appui populaire nécessaire. Cette évolution nous a satisfait et ce sera toujours ainsi.

— Je n'ai pas tellement à lui juger. Je le saluez! Comme toute évocation, elle a un bon côté. Elle est d'abord d'un homme, une femme, sous ses traits qui c'est-à-dire dans des conditions qui obligent le candidat à dépasser les clouscoursants politiques et à s'engager. J'aurais dire, ce professeur. Voilà, qui est bien. Il y a une habitude de la présentation qui cache aisément certaines insuffisances ou, à l'inverse, une méconnaissance d'habileté qui dessert certaines qualités. Tout cela, dans un régime électoral critique nous le savons sans télévision, ce qu'il est. Le peuple juge des hommes; et, depuis le

— Si vous êtes élu président de la République, puis-je vous présenter et non pas pour témoigner, votre première tâche sera de constituer un gouvernement de salut public ?

— Ce sera mon premier effort.

— Vous n'empêchez donc

— Je suis attaché au non-remouvement du septennat mais je ne tomberai pas dans le défaut juridique qui consisterait à donner priorité à cette réforme. Toutefois, il ne faut pas tarder à la faire. Mon premier acte sera une politique « à la famille et de l'enfant, une politique de la vie. C'est le cœur de l'avenir.

B.R.P. est perdu du terrain au profit de l'U.D.F. En tout comportement comme un adversaire sous dénomination de « gauchistes », il s'agit d'écarter le mouvement dans l'ambition de mettre dans l'ambition de nombre de nos amis portés vers nous.

— Vous croirez pas que l'on puisse composer les deux élections. Dans la seconde, le choix des électeurs ne s'est pas tenu. Les deux candidats ont été perdus du candidat qui présentait devant eux lors de la première. J'ajoute que le candidat qui a été élu dans un premier tour, n'a pas été élu dans un second tour. Or il est évident que dans un second tour, il y a une nécessité d'un changement pour la France et cela est mieux compris.

— Vous croyez que cette nécessité est celle perdue ?

— Je le crois, »

Propos recueillis par  
**RAYMOND BARRILLON**  
et **ANDRÉ PASSERON.**

— La persistance dans l'erreur que nous dénonçons ne conduira-t-elle pas à la séparation stricte du septennat puisque le président de la République peut très bien ne pas se remettre en cause durant ce mandat ? Pourquoi ne s'en va-t-il être renommé sans élection ?

— Je suis favorable au septennat. Lorsque le président Georges Pompidou a proposé la réduction du mandat à cinq ans, j'étais favorable. Dans le monde actuel, face à des régimes dictatoriaux les démocraties ont besoin d'avoir des garanties contre l'autoritarisme et le renouveau. On a dit que la Constitution de 1958 avait été faite sur mesure pour le général de Gaulle. C'est un fait inexact. Elle était destinée à assurer à la République cette fi-

sir profit de POUCE. Les deux camps ont donc décidé de faire savoir déterminés si « giscardisme », s'elles - sous - p - o - m - i - d - u - m - e - t - t - e - d - u - n - e - m - b - a - r - a - s - s - e - n - t - u - n - n - o - m - b - r - e - d - e - v - o - t - e - s - c - o - m - m - e - p - a - r - a - i - s - s - e - n - t - .

— Je ne crois pas que l'on puisse comparer les deux élections. Dans la seconde, le choix des électeurs est plus sûr qu'il ne l'a été dans la première. Le champ de la candidature est aussi étroit : il n'y a eu que six personnes au candidat qui présentait devant eux lors de la première. J'ajoute que le chantage des candidats n'a pas eu lieu. Sans peut-être suivi d'un changement dans un autre. Or il y a eu également dans un autre changement d'un changement de gouvernement pour la France et cela est mieux.

— Vous croyez que cette nécessité est mieux perçue ?

— Je la crois.

Propos recueillis par  
**RAYMOND BARRILLON**  
et **ANDRÉ PASSERON.**



# souvenez vous du bon vieux temps

<b>BANGKOK</b>	<b>1850'</b>
<b>BALI</b>	<b>4200'</b>
<b>BRECE</b>	<b>950'</b>
<b>STICILE</b>	<b>700'</b>
<b>ISRAEL</b>	<b>1250'</b>
<b>TURIS</b>	<b>890'</b>
<b>MANDC</b>	<b>1090'</b>
<b>BAKAR</b>	<b>2290'</b>
<b>INLANDE</b>	<b>790'</b>

**NEW-YORK 1240'    TOUR du MONDE 5300'    MEXIQUE 2650'**

C'était les prix auxquels nous vendions réellement nos charters l'année dernière, et nous étions parmi les meilleurs. Mais nous sommes encore plus compétitifs.

Aloes, plutôt que publier des tarifs qui auraient changé 8 jours plus tard, nous préférons vous envoyer notre brochure.

Il y a toutes les destinations et des Tours du Monde imbattables.

**TRANSATLAS**

Lic. A 961

— 10, rue de Turin - 75004 PARIS - Téléphone 271-50-56

— 28, av. du Général Leclerc - 75014 Paris - Téléphone 638-46-71

Envoyez-moi votre brochure :  
« L'ORIENT EXPRESS CELESTE »  
Cjoints 2 F. en timbres.

N. \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

[illegible]

هكذا من الأصل



## POLITIQUE

# Le bicamérisme en France

## III. — Perspectives et réformes

par FRANÇOIS GOGUEL

Après avoir montré à la suite de quelle évolution la France se trouve dotée aujourd'hui d'un régime bicaméral, François Goguel a expliqué que les règles d'élection du Sénat comportent, quoique de manière un peu moins accentuée, des inégalités de représentation analogues à celles qui caractérisaient celui du Sénat de la III<sup>e</sup> République. (Le Monde des 25 et 26 septembre.)

Il ne faut sans doute pas exagérer l'effet que peut avoir sur la composition politique de la Haute-Assemblée l'avantage considérable accordé aux communes rurales au sein des collèges électoraux du Sénat. L'inégalité qui en résulte ne favorise pas nécessairement partout les mêmes partis. Elle constitue certainement presque partout un gros handicap pour le P.C. et probablement aussi pour le R.P.R. Mais, en ce qui concerne les autres partis, l'orientation politique des conseils municipaux des petites communes varie évidemment selon les régions. C'est ainsi qu'elle doit être à dominante socialiste en Languedoc, mais radicale dans une bonne partie du Sud-Ouest et centriste ou modérée dans la France de l'Ouest.

D'autre part, l'inégalité globale qui existe, pour l'ensemble du pays, dans le collège électoral du Sénat, ne se retrouve pas identiquement dans chacun des collèges départementaux. Ceux-ci procèdent effectivement au choix des sénateurs. Elle est évidemment plus forte dans les départements où une seule grande ville coexiste avec un nombre important de petites communes, mais elle est moins accentuée dans les départements très fortement urbanisés, ainsi que dans ceux où n'existe aucune ville de quelque importance. Ses effets sont d'autre part atténués par l'application de la représentation proportionnelle à l'élection des sénateurs dans les départements qui ont à en élire plus de quatre.

Enfin, il ne faut pas oublier que, selon la Constitution, le Sénat doit assurer « la représentation des collectivités territoriales de la République ». Sans doute a-t-on de tout temps admis que cette représentation devait prendre en compte le chiffre de la population de ces collectivités (sauf, de 1978 à 1985, en ce qui concernait le collège électoral du Sénat, collège dans lequel chaque commune était alors représentée par un seul député). Il n'en demeure pas moins que, sous ce rapport, elle ne soit pas importante, possède en quelque sorte un droit propre à être représentée dans le collège électoral du Sénat, comme tout département a droit à un ou deux sénateurs.

Cela dit la Constitution, en son article 3, dispose que « si le suffrage peut être direct ou indirect, il est toujours universel, égal et secret ». Or il est évident que cette condition d'égalité est loin d'être remplie en ce qui concerne le Sénat.

### La répartition des sièges

On en a d'ailleurs conscience au sein du Sénat lui-même, car c'est de propositions sénatoriales que sont issus les textes de 1978 dont l'objet était de modifier la représentation des départements dont la population avait dépassé les seuils retenus au moment de la fixation initiale du nombre de sièges affectés à chaque département. Mais parce qu'elle repose sur une règle numérique inégalitaire (un siège jusqu'à 150 000 habitants, et ensuite un siège par tranche de 250 000 habitants ou fraction), cette réforme ne pouvait guère contribuer à améliorer la situation antérieure.

En 1985, un membre du Sénat, aujourd'hui président de sa commission des finances, M. Edouard Bonnefous, avait déposé une proposition de loi qui tendait à modifier le nombre de sénateurs par département, ainsi que la représentation des communes dans les collèges sénatoriaux. L'adoption de ce texte aurait ramené pour l'essentiel aux graves injustices que comporte le système actuel. Mais cette proposition de loi n'a jamais fait l'objet d'un rapport, et elle est aujourd'hui devenue caduque.

Le problème devrait donc être repris dans son ensemble, sans que soit naturellement remis en cause le principe de l'élection des sénateurs par les représentants

Comment d'autre part, ne pas s'inquiéter des conséquences que, comme sous la III<sup>e</sup> République, peut avoir sur le comportement de certains élus — quelle que soit d'ailleurs leur nuance politique — la conscience du fait que la majorité de leurs électeurs habitent des villages, des bourgs ou de toutes petites villes, dans lesquelles les problèmes qui se posent à ceux qui y vivent sont, par la force des choses, très différents de ceux que connaissent les habitants des grandes cités. Or, aujourd'hui, la majorité des Français vivent dans des villes de plus de dix mille habitants. On doit donc craindre, et pour le Sénat lui-même, qu'une situation en somme très analogue à celle de l'entre-deux-guerres n'ait des conséquences identiques à celles qui se produisirent alors, et que la Haute-Assemblée en vienne à ne plus bien saisir les données réelles de la vie sociale et politique de l'ensemble de la nation.

N'est-ce pas d'ailleurs ce qui s'est produit pendant plusieurs années de la présidence du général de Gaulle, au cours desquelles l'esprit d'opposition qui prévalait au Sénat a considérablement réduit l'importance effective de son rôle ?

Qu'importe, dira-t-on peut-être, le système électoral de la seconde Chambre dans un régime où la primauté n'appartient pas au Parlement ? Ce serait là méconnaître l'importance du rôle législatif que possède celui-ci dans son ensemble et plus encore de l'influence qui pourrait être celle du Sénat dans l'hypothèse où la composition de l'Assemblée nationale serait telle que le gouvernement nommé par le président de la République ne serait pas toujours assuré d'y trouver une majorité.

Si le Sénat n'avait qu'un rôle purement législatif, la compétence technique de ses membres aurait sans doute plus d'importance que leur mode de désignation. Mais c'est précisément ce que le peuple français a refusé d'admettre lors du référendum du 27 avril 1969. Le Sénat doit donc demeurer une assemblée politique. Il a des droits strictement égaux à ceux de l'Assemblée nationale en cas de révision constitutionnelle opérée par voie parlementaire. Ses membres ont en tout temps le droit de contrôler l'action du gouvernement. Ils peuvent être appelés par celui-ci à se prononcer sur cette action.

Or, dans un régime démocratique, où tous les représentants du peuple participent à l'exercice de la souveraineté nationale, l'autorité politique d'une assemblée est directement fonction de sa représentativité. C'est pourquoi se pose nécessairement à l'égard de tous ceux qui sont attachés au bicamérisme, la question de savoir s'il ne conviendrait pas aujourd'hui, pour permettre au Sénat de jouer pleinement le rôle qui doit être le sien, de procéder à certains changements dans son régime électoral.

des collectivités locales, inscrit dans la Constitution, et qui est certainement, bien préférable à celui, appliqué en Italie, de l'élection du Sénat par un corps électoral à peine différent de celui de la Chambre des députés.

En ce qui concerne le nombre de sièges de sénateurs affectés à chaque département, la seule solution valable consisterait, après avoir fixé par voie de loi organique le nombre total des sénateurs de la métropole, à les répartir entre départements, en fonction de la population de ceux-ci, à la représentation proportionnelle, étant entendu que

(1) De deux à six pour l'Ardèche, l'Aube, la Cantal, la Corrèze, le Gers, l'Indre, le Jura, la Haute-Loire, le Lot, la Mayenne, la Meuse, la Nièvre, les Hautes-Pyrénées, la Haute-Saône, la Tarn-et-Garonne ; de trois à deux pour l'Eure, la Manche, la Haute-Savoie, la Vendée.

(2) Trois pour le Nord, deux pour les Bouches-du-Rhône, un pour les Alpes-Maritimes, la Gironde, la Haute-Garonne, l'Hérault, la Lozère, la Moselle, le Pas-de-Calais, le Puy-de-Dôme, la Seine-Maritime, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne, le Val-d'Oise, les Yvelines. Sauf l'Alsace et le Saint-Rhin, tous ces départements allouant leurs sénateurs à la proportionnelle.

tout département, si peu peuplé qu'il fût, aurait droit à un siège. En appliquant un régime de proportionnelle au plus fort reste (le plus favorable aux petits départements), et en retenant le chiffre fixé en 1978 de 296 sénateurs métropolitains, cette opération conduirait, selon nos calculs, à ramener de deux à un le nombre des sénateurs pour dix-sept départements, et de trois à deux pour quatre (1). Les vingt et un sièges ainsi rendus disponibles par rapport aux chiffres de la loi de 1978 seraient répartis entre dix-huit départements (2). De cette réforme, il résulterait que les soixante-sept départements les moins peuplés qui disposent actuellement de la majorité des sièges métropolitains au Sénat, alors qu'ils ne groupent que 43,25 % de la population française, occuperaient désormais 43,58 % des sièges de la Haute-Assemblée.

Mais il serait essentiel, pour qu'il pût être tenu compte des cinquante mouvements de population de ne procéder à cette répartition que pour une durée limitée — par exemple dix-huit ans, soit la durée de deux mandats sénatoriaux — et de rendre obli-

gatoire, à l'expiration de ce délai, l'intervention d'une nouvelle loi pour répartir les sièges en fonction du dernier recensement alors connu.

Quant à la représentation des communes dans les collèges électoraux du Sénat, le mieux serait sans doute de fixer le nombre de leurs députés en fonction de celui des électeurs inscrits sur leurs listes électorales, comme Gambetta l'avait proposé en 1882, étant précisé que toute commune, si peu peuplée qu'elle fût, aurait droit à un député. Il pourrait y avoir, par exemple, un député pour 200 électeurs inscrits, ou fraction de ce chiffre au moins égale au tiers. Il en résulterait une sensible augmentation des collèges électoraux du Sénat, ce qui ne pourrait qu'affermir l'autorité politique de celui-ci.

Peut-être est-il utopique d'espérer une telle réforme, qui mettrait en cause bien des situations acquises. Mais on doit craindre que, si rien n'est fait en ce sens au cours des prochaines années, le Sénat ne soit à la longue condamné à voir gravement décliner son autorité politique et son rôle effectif dans le fonctionnement des institutions de la République. C'est à quoi l'auteur de ces lignes doit confesser qu'il aurait peine à se résigner.

**etpa**

**COURS DU JOUR**  
Photographie audio-visuelle  
Préparations aux examens  
d'État, C.A.P.-B.T.S.

28, impasse barthe  
31200 toulouse  
(61) 47.29.62

chaîne HI-FI  
**HITACHI**  
1995 F

- Ampli Hitachi HA 2500 2 x 25 w de
- Platine Reinson RD 21 avec cellule
- 2 enceintes Hitachi 3 voies MH 40

et la qualité Hitachi  
Garantie totale 1 an  
Crédit Cetelem - expédition Franco

**SONO CLUB**  
**TOPERA**  
16 rue La Fayette - Paris 9<sup>e</sup>  
246.19.95

un événement à gauche

le no 1 de

**TUMULTE**  
magazine

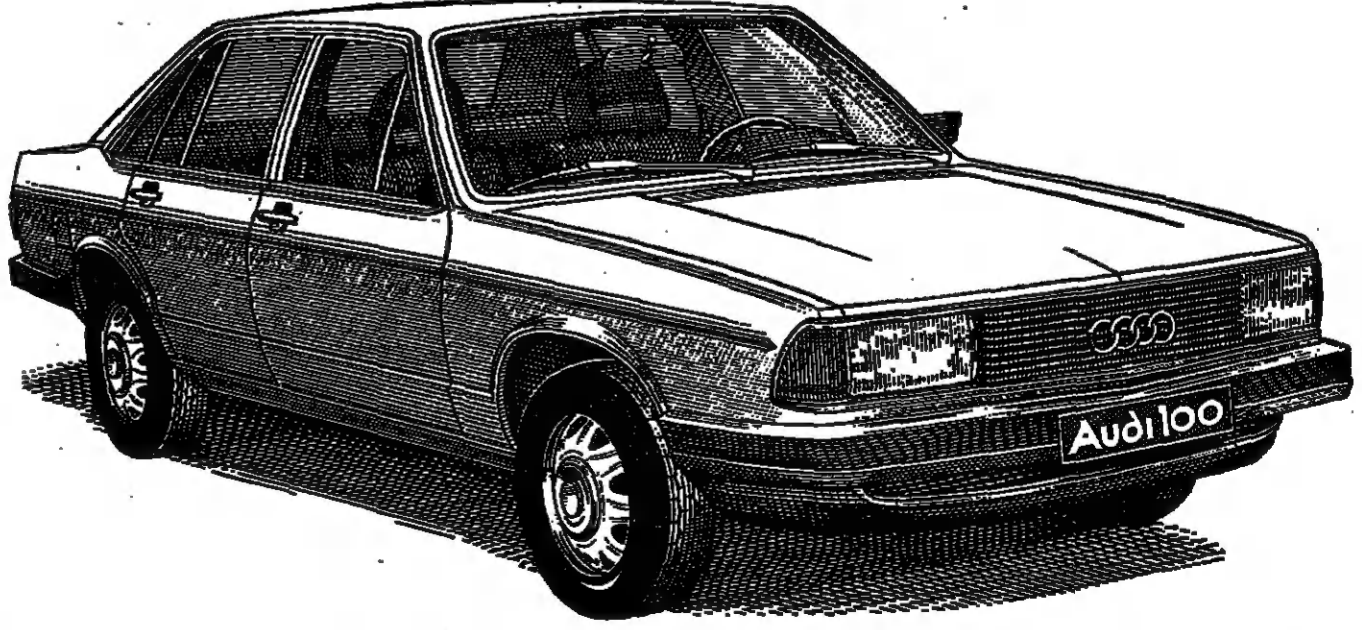
octobre 1980 - 10 F

aujourd'hui

en kiosques, gares, maisons de la presse

MODÈLES 1981

# LA DIESELLE. LES DIESELS EN SONT TOUJOURS JALOUX.



Le diesel souple, nerveux, élégant, c'était la Dieselle. Voilà qu'elle s'améliore encore. Après 5 cylindres, on lui donne 5 vitesses.

Cela balaye les tous derniers préjugés sur le diesel. Il faudrait être de mauvaise foi pour ne pas applaudir à ses pointes de vitesse à 150 km/h. Il faudrait être fou pour boudier les 100 km à 16,28 F\* de cette 7 CV. On a même réduit le temps de préchauffage

au minimum. Non, rien dans cette Dieselle ne rappelle le diesel. Il est vrai que sa ligne et son luxe intérieur sont ceux d'une berline à part entière.

VAG, le réseau Volkswagen Audi vous présente les Audi dans 600 points de service. Audi 100 Diesel à partir de 59.570 F\*\*



\*6,7 l de gasole à 90 km/h en route à 2,43 F le litre, soit 16,28 F les 100 km. Prix relevés à Paris le 1/9/80.  
\*\*6,7 l de gasole à 90 km/h en route à 2,43 F le litre, soit 16,28 F les 100 km. Consommation conventionnelle à vitesse stabilisée aux 100 km. \*\*Prix TTC au 1/9/80.

**PIANOS SCHILLIO**  
24, rue Cadet PARIS 9<sup>e</sup>

Vente sensationnelle pour la Braderie  
**150 PIANOS** d'occasion garantie

Neuf depuis 8.900 Frs. Payable sans acompte en 36 mois.







POLITIQUE

DES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

chacun pour soi, un contre tous

envoyé spécial

que la Saintonge. Or, font-ils valoir, c'est l'Aunis, c'est-à-dire le nord du département (avec La Rochelle et Rochefort) qui fera la décision. Dans ce secteur, les radicaux de gauche sont mieux implantés que les socialistes.

Chacun pour soi au premier tour, et tous contre le seul sénateur sortant : mais discipline républicaine au second tour : tel est le comportement de la gauche. Tel est également celui de la majorité.

Celle-ci est représentée par deux listes et un candidat isolé, soit six postulants : tous ont décidé de se désister au second tour pour celui, ou ceux qui seront les mieux placés. La majorité est donc « une dans sa diversité », souligne M. Yves Tap, conseiller municipal de Royan, second sur la liste de M. Bialot.

Le « mineur » du président

En fait, ni la majorité ni même l'U.D.F. n'ont pu constituer une liste d'union. Si bien que cette rivalité au sein de l'U.D.F. entre le C.D.S. (avec M. Bialot), la P.R. (avec M. Jacques Béguin, viticulteur, et Jacques Castagnet, adjoint au maire de Saint-Jean-d'Angély) et le « radicalisme modéré » (avec M. Belot) rejoint fort M. Jean de Liphowski, député (R.P.R.) et conseiller municipal de Royan. L'ancien ministre avait été fort irrité de voir arriver, en 1978, dans la circonscription, l'un de ceux qu'il nomme « les mineurs du président », à savoir M. Dominique Bialot. Un instant tenté par une campagne sénatoriale, il s'est engagé en faveur de M. Bialot, se soutenant, venant d'un personnel qui compte dans la région, devrait permettre au conseiller général de la Roche-Beaucourt de se faire élire. Mais M. Bialot, ministre de l'Agriculture, il est aujourd'hui directeur de la mis-

sion « énergie » de ce ministère, — qui devraient le favoriser en milieu rural ; le discrédit de la gauche au niveau national ; et surtout, le choix fait par M. Morynet en faveur de celle-ci. « Il a choisi l'alliance marxiste », insiste M. Tap, « car André Dutra, député, lui a promis la majorité au sein de la majorité au sein de la majorité ».

Enfin, la campagne de la liste du C.D.S. n'a pas négligé le contexte international troublé, qui rend nécessaire, selon M. Bialot, une majorité stable et un pouvoir ferme.

M. Bialot, en tout cas, considérerait comme un « mineur » la majorité de pour sa majorité. Il se souvient qu'en 1978, il a fait de mettre M. Morynet à bailloir. Ce dernier, il est vrai, n'a pas été élu. Mais il est vrai, moins préoccupé par sa propre élection que par la possibilité de faire entrer au Sénat ses deux collègues, MM. Bonduel et Rigou. Mais personne ne peut, en Charente-Maritime, être certain que quelles seront les personnalités qui accompagneront M. Morynet au palais du Luxembourg. — J.-M. C.

LISTES EN PRÉSENCE :

M.R.G. : MM. Joly Morynet, sén. sort., président du conseil général, maire de Saint-Romain ; Stéphane Bonduel, conseiller général, maire de Tonnay-Boutonne ; Michel Rigou, conseiller général, maire de Mirambeau.

P.S. : MM. Michel Baron, maire de Saintes ; Paul Baron, sén. sort., conseiller général ; Paul Bonassat, maire de Jussac, conseiller général.

P.C. : MM. Jean Bely, vice-président du conseil général, adjoint au maire de La Roche-Beaucourt ; Jean Fapeau, conseiller général ; René Boucher, conseiller général.

« Union pour la majorité présidentielle » (U.D.F.-C.D.S.) : MM. Jacques Béguin, adjoint au maire de Royan ; Jean Fapeau, conseiller général ; René Boucher, conseiller général.

« Radicalisme modéré » : M. Claude Belot, conseiller général, maire de Jonzac.

EURE : changement d'hémicycle pour M. Tomasini

De notre envoyée spéciale

Parfois seul, parfois en compagnie de son suppléant, M. Philippe de Montulé (mod. maj.), le général (mod. maj.) est un kinésithérapeute d'Élieux, reconnu dans les relations commerciales, court le pays, repérant ici ou là quelques itinéraires pour des promenades hivernales.

« Même les raccourcis »

Les petites routes et « même les raccourcis » pour déguster les malices à domicile, plutôt que dans les voyantes mairies, M. Gustave Héon connaît. Élu en 1962, réélu en 1971 avec le score écrasant de 95,5 % des suffrages exprimés, il considère un peu comme un accident de parcours aux élections cantonales de mars 1979, qui, du même coup, lui ont fait perdre la présidence du conseil général qu'il assumait depuis 1958. « Je n'ai rien fait », dit-il, « à l'exception de la table à l'Allemands à la libération et qui depuis trente-cinq ans voit s'écouler des dossiers de maire de Bernay. M. Héon, soixante-dix ans, ancien professeur de mathématiques, est d'ailleurs confiant : comme candidat, « il y a neuf ans que je fais campagne en permanence », sourit-il, comme homme, « la Faculté m'assure que je suis très d'affaires », certifie-t-il quand on évoque le cancer qui l'a atteint. Il a pour suppléant M. Henri Collard, conseiller général de Lyons-la-Forêt.

De trois ans son aîné au Sénat (il est entré au Palais du Luxembourg en 1959), M. Modeste Legoux, né en 1908, sollicite un nouveau mandat. Conseiller général de Saint-Georges-du-Vivier et maire d'Épreville-près-le-Neubourg, il complète l'équipe majoritaire. En est-il, comme on le dit, le raillien le moins solide ? Ses démentis avec son attaché parlementaire, qui lui reprochait de ne pas lui confier de tâche plus noble que l'entretien de sa pelouse (le Monde du 6 août), et sa condamnation récente pour licenciement abusif (le Monde du 18 septembre), passeront-ils dans le choix des grands électeurs ? Le parti communiste, qui avait conquis, en 1977, la mairie d'Élieux, pour chef de file M. Maurice Larmannou, s'est

général au maire de Gisors. Il s'agit sur quelque deux cents suffrages, qu'il faudra aux cent vingt-cinq et quatre-vingt-seize voix recueillies par ses prédécesseurs en 1971. Les communistes ont tenu à respecter leur « pluralisme » dans la désignation du grand électeur. Ainsi, à Élieux, la répartition des députés supplémentaires n'a pas fait la proportionnelle.

Les « chiffres », ce sont ceux que « surveillent » les responsables départementaux des deux autres partis de gauche. Le scrutin doit permettre de prendre la mesure de l'adhésion à la gauche du P.S. et du M.R.G.

M. Guy Maugé, conseiller général de Fleury-sur-Andelle, élu conseiller municipal de Pont-Saint-Pierre en 1977, conduit la liste du P.S. : « Bien que de tendance C.E.R.E.S., précise-t-il, [je suis] l'un des rares élus de la gauche à avoir fait l'Europe ». Ingénieur-chimiste, ressemblant étonnamment à M. Georges Marchais, M. Maugé et ses deux collègues, MM. Georges Schiffmacher, conseiller général de Breteuil, et Guermont, maire de Moissville, ont été élus avec les grands électeurs à l'occasion de réunions publiques.

Il pour M. Maugé et Schiffmacher, la tendance rocardienne. L'ancien ministre n'a pas élevé de problème, au contraire, M. Guermont doit d'ailleurs défendre son mandat de conseiller municipal. Désigné par le P.C. comme candidat en 1977, M. Maugé a déclaré qu'il y avait pour le P.S. « un état élu — de perdre le siège de la circonscription de Bernay qu'il représente à l'Assemblée nationale ».

« La gauche n'a pas de siège », dit M. Paul Guermont qui se veut le bénéficiaire, affirme les radicaux de gauche. L'ancien général, M. de Guermont, tire un avantage normal de ses fonctions de président du conseil général. « Si l'équilibre d'un parti politique, je ne serais pas », dit-il, avant d'ajouter « mais il y a des voix nouvelles », celles qui ne font pas la différence.

Accompagné de MM. François Luchaire, ancien membre du conseil général, et d'une fille avait été candidate aux élections législatives en 1967 et 1971 contre M. Tomasini, et de Benval, conseiller général de Brionne, le docteur Guillaud a comme les socialistes, organisé la partie la plus viable de sa campagne en tenant des réunions à raison d'une par canton. Selon lui, ses interlocuteurs sont « amis de changement » et ne pas des « amis ».

Les rivalités au sein de la majorité ont été un peu plus pour M. Guillaud à condition qu'elles ne soient pas fortes au point d'imposer à la majorité une tactique des deux tours. Certains n'ont pas à prévoir une « surprise » : la candidature de René Moisan, député U.D.F. de la circonscription de Louviers. Réélu en mars 1979 avec vingt-cinq voix d'avance sur le radical de gauche, M. Louchet, M. Moisan aurait pu être tenté par un mandat parlementaire plus sûr. Il a mis un terme à toutes les rumeurs lui prêtant cette intention dans une lettre adressée, avant l'élection, aux maires modérés du département. Les destinataires de cette lettre ont été invités à « voter pour le candidat de la majorité ». Les résultats des élections publiques à la mi-juillet donnaient un net avantage à M. Héon. Les scores de Tomasini.

Placé en position d'arbitre, M. Luchaire entrera-t-il dans la compétition pour la dernière ligne droite ? Nul n'est sûr de le savoir. Pas plus qu'on ne peut apprécier l'impact du vote des grands électeurs qui consiste à « voter pour le candidat de la majorité ».

En 1971, les grands électeurs ont élu M. Legoux, un homme de l'opposition de gauche, M. Héon. En 1980, seront-ils sou-

ANNE CHAUSSEBOURG.

AUTRES CANDIDATS

— P.C. : Mme André Oger, conseiller général de Saint-André-de-l'Eure, maire de Croth ; M. Roger Clouet, adjoint au maire d'Élieux, conseiller régional.

— Sans étiquette : M. Paul Langues, maire de Fourges.

L'AN 2000 A DÉJÀ SA CASSEROLE.

Le Calexium, une nouvelle matière qui a permis d'inventer la casserole de l'an 2000. Vision.

Elle se lave facilement. À la main ou en lave-vaisselle.

On peut la saisir sans se brûler. Même quand l'eau bout, la poignée ne chauffe pas.

Elle reste neuve très longtemps. Elle ne se ternit pas, ne s'écaille pas, ne se déforme pas.

On peut l'oublier sur le feu. Vide, elle supporte sans souffrir les plus hautes températures.

Elle va en direct sur la flamme ou sur la plaque électrique. Elle est idéale pour les cuisinières mixtes.

**VISION**  
de CORNING



Cette semaine dans

**PARIS  
MATCH**

# MARIE-FRANCE GARAUD CANDIDATE



C'est la conclusion de Jean Cau qui l'a vue sortir de l'ombre.

## LES CLES DE LA GUERRE IRAK-IRAN

Jean Lartéguy était à Bagdad :  
pour lui l'ambition de Saddam Hussein explique tout.

## LE RAMEUR A PHOTOGRAPHIE SON EXPLOIT

Gérard d'Aboville a authentifié sa traversée de l'Atlantique.

## L'AVEU DU PROFESSEUR MINKOWSKI

Un document : « Ne nous acharnons pas à faire vivre certains bébés handicapés ».

## LE PAPE SE BAIGNE

Les photos de Jean Paul II sur une plage romaine.

## LA LOIRE EN FOLIE

Des images qui montrent qu'en France aussi les inondations tuent.

## TOUTES LES AUTOS DU SALON

L'inventaire complet dans un « spécial » de la rubrique « Vous ».

**PARIS MATCH LE POIDS DES MOTS LE CHOC DES PHOTOS**

Tirage : 1 million d'exemplaires. CESP : 4 731 000 lecteurs.

مكتبة المصطفى



## CHIFFRES DE RENTRÉE

## La mauvaise saison du caravanning

MARIE-CHRISTINE ROBERT

## DANS LE DÉTROIT DE BAB-EL-MANDEB

## L'AQUARIUM DE LA MER ROUGE

**Rien d'autre  
que la plongée**

Le Marily prendra mouillage à quelques encablures de la base de plongée. Celle-ci s'est installée sur la plus grande au dépression dominée par deux massifs volcaniques. Assurément, ses installations évoquent

A peine débarquée et installée, nous réappellerions donc pour une première plongée, à dix minutes de route de la base, au pied d'une falaise d'où un algia de mer nous surveille. Une fois échoués, le fait reste au courant d'une violence surprenante ; loi les courants de marée, puissants, valent continuellement en force et en [ ] d'est notre principal [ ]

**DOMINIQUE LE BRUN**  
L'ère la plus 16J

**Le Monde des  
PHILATÉLISTES**

Le numéro d'octobre est paru  
(108 pages)

**LITTÉRATURE  
PHILATÉLIQUE  
PRIVILÈGE  
DE L'ÉLITE ?**

**Réalisez vous-même  
votre brochure  
des timbres français**

**L'illustration des timbres  
français de 1980...  
... et les nouveautés**

En vente dans les kiosques  
8 francs.  
Numéro spécimen sur demande :  
1 bis, bd Hausmann, 75009 Paris.  
Tél. - (1) 265-72-22.

Société d'exploitation de la

# BROCANTE DU BATIMENT


matériaux  
anciens



**PRIX EXCEPTIONNELS** jusqu'au 30 sept.

## CHEMINÉES CARRELAGES

128, quai de Jemmapes, Paris-10<sup>e</sup>  
Tél. : 203.47.51  
ouvert tous les jours de 8 h à 19 h (sauf dimanche)



# L'ASIE

de A à Z !  
c'est un véritable

## GUIDE du VOYAGE en ASIE de L'INDE au JAPON

■ nous vous proposons dans ■ nouvelles brochures, quel-  
que soient vos souhaits.

- Tous ■ VOLS A PRIX ■ ■ ■
- ■ VOYAGES INDIVIDUELS ■ ■ ■ la carte
- ■ CIRCUITS EN GROUPE
- ■ EXPÉDITIONS
- ■ RENSEIGNEMENTS PRATIQUES.

## PACIFIC HOLIDAYS

Lit. A 961

163, Av. du Maine, 75011 ■ ■ ■

Téléphone ■ ■ ■ ■ ■

Métro ■ ■ ■ ■ ■

Envoyez-moi ■ ■ ■ brochure :

☐ ■ ■ ■ Népal - Cayman.

☐ Extrême-Orient

Ci-joint 2 F. ■ ■ ■ ■ ■

M. ■ ■ ■ ■ ■

**la Tunisie**  
Parlez-en avec ceux  
qui la connaissent bien

**Songez à passer  
un deuxième été  
pendant  
l'arrière-saison !**

à partir du mois d'octobre  
dans l'ambiance exceptionnelle  
du SANGHO CLUB, à ZARZIS  
dans le Sud-Tunisien

**Venez nous voir  
ou écrivez-nous**

**T** Tunisie  
CEUR DE LA MEDITERRANEE  
MEDITERRANEE DU CIEUX

**TUNISIE  
CONTACT**

30 rue de Richelieu - 75001 Paris  
☎ 296.02.25 et 296.14.23

Documentaire gratuit en tout  
renseignement de tous

Nom .....

Adresse .....



## L'AQUARIUM DE LA MER ROUGE

**Un Monde en un Seul Pays**

**L'AFRIQUE DU SUD**

**Authentiquement KIOSQUE**  
**Économiquement VARIABLE**  
**Remarquablement AVANTAGEUX**  
**Profondément HOSPITALIER**  
et si **ENRICHEISSANTE**

Pratiquons l'interculturalité 7 jours à partir de **FI 1750**

par personne en circuits de luxe accompagnés avec un léger supplément.

Rejoignez-nous auprès de votre agent de voyages.

Documentation complète en couleurs sur simple demande.

**L'Office de Tourisme Sud-Africain**

 **sejour**

9 Boulevard de la Méditerranée,  
75001 Paris.  
Tél: 01-45-52-52-50.  
Téléc: 230000.

\*Taxes de séjour et de port d'aéroport incluses.











ET DU TOURISME

Jeux

échecs N° 884

MENACES

(Chaque de la huitième olympiade par correspondance.)  
Blancs : E.S. RICHARDSON  
(Grande-Bretagne)  
Noirs : J. V. ESTEIN (U.S.S.S.)  
Partie espagnole  
Début : Sicile

1. e4 e5 2. f3 f6 3. g3 g6 4. f4 f5 5. g4 g5 6. f5 f6 7. g6 g7 8. f7 f8 9. g8 g9 10. f9 f10 11. g10 g11 12. f11 f12 13. g12 g13 14. f13 f14 15. g14 g15 16. f15 f16 17. g16 g17 18. f17 f18 19. g18 g19 20. f19 f20 21. g20 g21 22. f21 f22 23. g22 g23 24. f23 f24 25. g24 g25 26. f25 f26 27. g26 g27 28. f27 f28 29. g28 g29 30. f29 f30 31. g30 g31 32. f31 f32 33. g32 g33 34. f33 f34 35. g34 g35 36. f35 f36 37. g36 g37 38. f37 f38 39. g38 g39 40. f39 f40 41. g40 g41 42. f41 f42 43. g42 g43 44. f43 f44 45. g44 g45 46. f45 f46 47. g46 g47 48. f47 f48 49. g48 g49 50. f49 f50 51. g50 g51 52. f51 f52 53. g52 g53 54. f53 f54 55. g54 g55 56. f55 f56 57. g56 g57 58. f57 f58 59. g58 g59 60. f59 f60 61. g60 g61 62. f61 f62 63. g62 g63 64. f63 f64 65. g64 g65 66. f65 f66 67. g66 g67 68. f67 f68 69. g68 g69 70. f69 f70 71. g70 g71 72. f71 f72 73. g72 g73 74. f73 f74 75. g74 g75 76. f75 f76 77. g76 g77 78. f77 f78 79. g78 g79 80. f79 f80 81. g80 g81 82. f81 f82 83. g82 g83 84. f83 f84 85. g84 g85 86. f85 f86 87. g86 g87 88. f87 f88 89. g88 g89 90. f89 f90 91. g90 g91 92. f91 f92 93. g92 g93 94. f93 f94 95. g94 g95 96. f95 f96 97. g96 g97 98. f97 f98 99. g98 g99 100. f99 f100 101. g100 g101 102. f101 f102 103. g102 g103 104. f103 f104 105. g104 g105 106. f105 f106 107. g106 g107 108. f107 f108 109. g108 g109 110. f109 f110 111. g110 g111 112. f111 f112 113. g112 g113 114. f113 f114 115. g114 g115 116. f115 f116 117. g116 g117 118. f117 f118 119. g118 g119 120. f119 f120 121. g120 g121 122. f121 f122 123. g122 g123 124. f123 f124 125. g124 g125 126. f125 f126 127. g126 g127 128. f127 f128 129. g128 g129 130. f129 f130 131. g130 g131 132. f131 f132 133. g132 g133 134. f133 f134 135. g134 g135 136. f135 f136 137. g136 g137 138. f137 f138 139. g138 g139 140. f139 f140 141. g140 g141 142. f141 f142 143. g142 g143 144. f143 f144 145. g144 g145 146. f145 f146 147. g146 g147 148. f147 f148 149. g148 g149 150. f149 f150 151. g150 g151 152. f151 f152 153. g152 g153 154. f153 f154 155. g154 g155 156. f155 f156 157. g156 g157 158. f157 f158 159. g158 g159 160. f159 f160 161. g160 g161 162. f161 f162 163. g162 g163 164. f163 f164 165. g164 g165 166. f165 f166 167. g166 g167 168. f167 f168 169. g168 g169 170. f169 f170 171. g170 g171 172. f171 f172 173. g172 g173 174. f173 f174 175. g174 g175 176. f175 f176 177. g176 g177 178. f177 f178 179. g178 g179 180. f179 f180 181. g180 g181 182. f181 f182 183. g182 g183 184. f183 f184 185. g184 g185 186. f185 f186 187. g186 g187 188. f187 f188 189. g188 g189 190. f189 f190 191. g190 g191 192. f191 f192 193. g192 g193 194. f193 f194 195. g194 g195 196. f195 f196 197. g196 g197 198. f197 f198 199. g198 g199 200. f199 f200 201. g200 g201 202. f201 f202 203. g202 g203 204. f203 f204 205. g204 g205 206. f205 f206 207. g206 g207 208. f207 f208 209. g208 g209 210. f209 f210 211. g210 g211 212. f211 f212 213. g212 g213 214. f213 f214 215. g214 g215 216. f215 f216 217. g216 g217 218. f217 f218 219. g218 g219 220. f219 f220 221. g220 g221 222. f221 f222 223. g222 g223 224. f223 f224 225. g224 g225 226. f225 f226 227. g226 g227 228. f227 f228 229. g228 g229 230. f229 f230 231. g230 g231 232. f231 f232 233. g232 g233 234. f233 f234 235. g234 g235 236. f235 f236 237. g236 g237 238. f237 f238 239. g238 g239 240. f239 f240 241. g240 g241 242. f241 f242 243. g242 g243 244. f243 f244 245. g244 g245 246. f245 f246 247. g246 g247 248. f247 f248 249. g248 g249 250. f249 f250 251. g250 g251 252. f251 f252 253. g252 g253 254. f253 f254 255. g254 g255 256. f255 f256 257. g256 g257 258. f257 f258 259. g258 g259 260. f259 f260 261. g260 g261 262. f261 f262 263. g262 g263 264. f263 f264 265. g264 g265 266. f265 f266 267. g266 g267 268. f267 f268 269. g268 g269 270. f269 f270 271. g270 g271 272. f271 f272 273. g272 g273 274. f273 f274 275. g274 g275 276. f275 f276 277. g276 g277 278. f277 f278 279. g278 g279 280. f279 f280 281. g280 g281 282. f281 f282 283. g282 g283 284. f283 f284 285. g284 g285 286. f285 f286 287. g286 g287 288. f287 f288 289. g288 g289 290. f289 f290 291. g290 g291 292. f291 f292 293. g292 g293 294. f293 f294 295. g294 g295 296. f295 f296 297. g296 g297 298. f297 f298 299. g298 g299 300. f299 f300 301. g300 g301 302. f301 f302 303. g302 g303 304. f303 f304 305. g304 g305 306. f305 f306 307. g306 g307 308. f307 f308 309. g308 g309 310. f309 f310 311. g310 g311 312. f311 f312 313. g312 g313 314. f313 f314 315. g314 g315 316. f315 f316 317. g316 g317 318. f317 f318 319. g318 g319 320. f319 f320 321. g320 g321 322. f321 f322 323. g322 g323 324. f323 f324 325. g324 g325 326. f325 f326 327. g326 g327 328. f327 f328 329. g328 g329 330. f329 f330 331. g330 g331 332. f331 f332 333. g332 g333 334. f333 f334 335. g334 g335 336. f335 f336 337. g336 g337 338. f337 f338 339. g338 g339 340. f339 f340 341. g340 g341 342. f341 f342 343. g342 g343 344. f343 f344 345. g344 g345 346. f345 f346 347. g346 g347 348. f347 f348 349. g348 g349 350. f349 f350 351. g350 g351 352. f351 f352 353. g352 g353 354. f353 f354 355. g354 g355 356. f355 f356 357. g356 g357 358. f357 f358 359. g358 g359 360. f359 f360 361. g360 g361 362. f361 f362 363. g362 g363 364. f363 f364 365. g364 g365 366. f365 f366 367. g366 g367 368. f367 f368 369. g368 g369 370. f369 f370 371. g370 g371 372. f371 f372 373. g372 g373 374. f373 f374 375. g374 g375 376. f375 f376 377. g376 g377 378. f377 f378 379. g378 g379 380. f379 f380 381. g380 g381 382. f381 f382 383. g382 g383 384. f383 f384 385. g384 g385 386. f385 f386 387. g386 g387 388. f387 f388 389. g388 g389 390. f389 f390 391. g390 g391 392. f391 f392 393. g392 g393 394. f393 f394 395. g394 g395 396. f395 f396 397. g396 g397 398. f397 f398 399. g398 g399 400. f399 f400 401. g400 g401 402. f401 f402 403. g402 g403 404. f403 f404 405. g404 g405 406. f405 f406 407. g406 g407 408. f407 f408 409. g408 g409 410. f409 f410 411. g410 g411 412. f411 f412 413. g412 g413 414. f413 f414 415. g414 g415 416. f415 f416 417. g416 g417 418. f417 f418 419. g418 g419 420. f419 f420 421. g420 g421 422. f421 f422 423. g422 g423 424. f423 f424 425. g424 g425 426. f425 f426 427. g426 g427 428. f427 f428 429. g428 g429 430. f429 f430 431. g430 g431 432. f431 f432 433. g432 g433 434. f433 f434 435. g434 g435 436. f435 f436 437. g436 g437 438. f437 f438 439. g438 g439 440. f439 f440 441. g440 g441 442. f441 f442 443. g442 g443 444. f443 f444 445. g444 g445 446. f445 f446 447. g446 g447 448. f447 f448 449. g448 g449 450. f449 f450 451. g450 g451 452. f451 f452 453. g452 g453 454. f453 f454 455. g454 g455 456. f455 f456 457. g456 g457 458. f457 f458 459. g458 g459 460. f459 f460 461. g460 g461 462. f461 f462 463. g462 g463 464. f463 f464 465. g464 g465 466. f465 f466 467. g466 g467 468. f467 f468 469. g468 g469 470. f469 f470 471. g470 g471 472. f471 f472 473. g472 g473 474. f473 f474 475. g474 g475 476. f475 f476 477. g476 g477 478. f477 f478 479. g478 g479 480. f479 f480 481. g480 g481 482. f481 f482 483. g482 g483 484. f483 f484 485. g484 g485 486. f485 f486 487. g486 g487 488. f487 f488 489. g488 g489 490. f489 f490 491. g490 g491 492. f491 f492 493. g492 g493 494. f493 f494 495. g494 g495 496. f495 f496 497. g496 g497 498. f497 f498 499. g498 g499 500. f499 f500 501. g500 g501 502. f501 f502 503. g502 g503 504. f503 f504 505. g504 g505 506. f505 f506 507. g506 g507 508. f507 f508 509. g508 g509 510. f509 f510 511. g510 g511 512. f511 f512 513. g512 g513 514. f513 f514 515. g514 g515 516. f515 f516 517. g516 g517 518. f517 f518 519. g518 g519 520. f519 f520 521. g520 g521 522. f521 f522 523. g522 g523 524. f523 f524 525. g524 g525 526. f525 f526 527. g526 g527 528. f527 f528 529. g528 g529 530. f529 f530 531. g530 g531 532. f531 f532 533. g532 g533 534. f533 f534 535. g534 g535 536. f535 f536 537. g536 g537 538. f537 f538 539. g538 g539 540. f539 f540 541. g540 g541 542. f541 f542 543. g542 g543 544. f543 f544 545. g544 g545 546. f545 f546 547. g546 g547 548. f547 f548 549. g548 g549 550. f549 f550 551. g550 g551 552. f551 f552 553. g552 g553 554. f553 f554 555. g554 g555 556. f555 f556 557. g556 g557 558. f557 f558 559. g558 g559 560. f559 f560 561. g560 g561 562. f561 f562 563. g562 g563 564. f563 f564 565. g564 g565 566. f565 f566 567. g566 g567 568. f567 f568 569. g568 g569 570. f569 f570 571. g570 g571 572. f571 f572 573. g572 g573 574. f573 f574 575. g574 g575 576. f575 f576 577. g576 g577 578. f577 f578 579. g578 g579 580. f579 f580 581. g580 g581 582. f581 f582 583. g582 g583 584. f583 f584 585. g584 g585 586. f585 f586 587. g586 g587 588. f587 f588 589. g588 g589 590. f589 f590 591. g590 g591 592. f591 f592 593. g592 g593 594. f593 f594 595. g594 g595 596. f595 f596 597. g596 g597 598. f597 f598 599. g598 g599 600. f599 f600 601. g600 g601 602. f601 f602 603. g602 g603 604. f603 f604 605. g604 g605 606. f605 f606 607. g606 g607 608. f607 f608 609. g608 g609 610. f609 f610 611. g610 g611 612. f611 f612 613. g612 g613 614. f613 f614 615. g614 g615 616. f615 f616 617. g616 g617 618. f617 f618 619. g618 g619 620. f619 f620 621. g620 g621 622. f621 f622 623. g622 g623 624. f623 f624 625. g624 g625 626. f625 f626 627. g626 g627 628. f627 f628 629. g628 g629 630. f629 f630 631. g630 g631 632. f631 f632 633. g632 g633 634. f633 f634 635. g634 g635 636. f635 f636 637. g636 g637 638. f637 f638 639. g638 g639 640. f639 f640 641. g640 g641 642. f641 f642 643. g642 g643 644. f643 f644 645. g644 g645 646. f645 f646 647. g646 g647 648. f647 f648 649. g648 g649 650. f649 f650 651. g650 g651 652. f651 f652 653. g652 g653 654. f653 f654 655. g654 g655 656. f655 f656 657. g656 g657 658. f657 f658 659. g658 g659 660. f659 f660 661. g660 g661 662. f661 f662 663. g662 g663 664. f663 f664 665. g664 g665 666. f665 f666 667. g666 g667 668. f667 f668 669. g668 g669 670. f669 f670 671. g670 g671 672. f671 f672 673. g672 g673 674. f673 f674 675. g674 g675 676. f675 f676 677. g676 g677 678. f677 f678 679. g678 g679 680. f679 f680 681. g680 g681 682. f681 f682 683. g682 g683 684. f683 f684 685. g684 g685 686. f685 f686 687. g686 g687 688. f687 f688 689. g688 g689 690. f689 f690 691. g690 g691 692. f691 f692 693. g692 g693 694. f693 f694 695. g694 g695 696. f695 f696 697. g696 g697 698. f697 f698 699. g698 g699 700. f699 f700 701. g700 g701 702. f701 f702 703. g702 g703 704. f703 f704 705. g704 g705 706. f705 f706 707. g706 g707 708. f707 f708 709. g708 g709 710. f709 f710 711. g710 g711 712. f711 f712 713. g712 g713 714. f713 f714 715. g714 g715 716. f715 f716 717. g716 g717 718. f717 f718 719. g718 g719 720. f719 f720 721. g720 g721 722. f721 f722 723. g722 g723 724. f723 f724 725. g724 g725 726. f725 f726 727. g726 g727 728. f727 f728 729. g728 g729 730. f729 f730 731. g730 g731 732. f731 f732 733. g732 g733 734. f733 f734 735. g734 g735 736. f735 f736 737. g736 g737 738. f737 f738 739. g738 g739 740. f739 f740 741. g740 g741 742. f741 f742 743. g742 g743 744. f743 f744 745. g744 g745 746. f745 f746 747. g746 g747 748. f747 f748 749. g748 g749 750. f749 f750 751. g750 g751 752. f751 f752 753. g752 g753 754. f753 f754 755. g754 g755 756. f755 f756 757. g756 g757 758. f757 f758 759. g758 g759 760. f759 f760 761. g760 g761 762. f761 f762 763. g762 g763 764. f763 f764 765. g764 g765 766. f765 f766 767. g766 g767 768. f767 f768 769. g768 g769 770. f769 f770 771. g770 g771 772. f771 f772 773. g772 g773 774. f773 f774 775. g774 g775 776. f775 f776 777. g776 g777 778. f777 f778 779. g778 g779 780. f779 f780 781. g780 g781 782. f781 f782 783. g782 g783 784. f783 f784 785. g784 g785 786. f785 f786 787. g786 g787 788. f787 f788 789. g788 g789 790. f789 f790 791. g790 g791 792. f791 f792 793. g792 g793 794. f793 f794 795. g794 g795 796. f795 f796 797. g796 g797 798. f797 f798 799. g798 g799 800. f799 f800 801. g800 g801 802. f801 f802 803. g802 g803 804. f803 f804 805. g804 g805 806. f805 f806 807. g806 g807 808. f807 f808 809. g808 g809 810. f809 f810 811. g810 g811 812. f811 f812 813. g812 g813 814. f813 f814 815. g814 g815 816. f815 f816 817. g816 g817 818. f817 f818 819. g818 g819 820. f819 f820 821. g820 g821 822. f821 f822 823. g822 g823 824. f823 f824 825. g824 g825 826. f825 f826 827. g826 g827 828. f827 f828 829. g828 g829 830. f829 f830 831. g830 g831 832. f831 f832 833. g832 g833 834. f833 f834 835. g834 g835 836. f835 f836 837. g836 g837 838. f837 f838 839. g838 g839 840. f839 f840 841. g840 g841 842. f841 f842 843. g842 g843 844. f843 f844 845. g844 g845 846. f845 f846 847. g846 g847 848. f847 f848 849. g848 g849 850. f849 f850 851. g850 g851 852. f851 f852 853. g852 g853 854. f853 f854 855. g854 g855 856. f855 f856 857. g856 g857 858. f857 f858 859. g858 g859 860. f859 f860 861. g860 g861 862. f861 f862 863. g862 g863 864. f863 f864 865. g864 g865 866. f865 f866 867. g866 g867 868. f867 f868 869. g868 g869 870. f869 f870 871. g870 g871 872. f871 f872 873. g872 g873 874. f873 f874 875. g874 g875 876. f875 f876 877. g876 g877 878. f877 f878 879. g878 g879 880. f879 f880 881. g880 g881 882. f881 f882 883. g882 g883 884. f883 f884 885. g884 g885 886. f885 f886 887. g886 g887 888. f887 f888 889. g888 g889 890. f889 f890 891. g890 g891 892. f891 f892 893. g892 g893 894. f893 f894 895. g894 g895 896. f895 f896 897. g896 g897 898. f897 f898 899. g898 g899 900. f899 f900 901. g900 g901 902. f901 f902 903. g902 g903 904. f903 f904 905. g904 g905 906. f905 f906 907. g906 g907 908. f907 f908 909. g908 g909 910. f909 f910 911. g910 g911 912. f911 f912 913. g912 g913 914. f913 f914 915. g914 g915 916. f915 f916 917. g916 g917 918. f917 f918 919. g918 g919 920. f919 f920 921. g920 g921 922. f921 f922 923. g922 g923 924. f923 f924 925. g924 g925 926. f925 f926 927. g926 g927 928. f927 f928 929. g928 g929 930. f929 f930 931. g930 g931 932. f931 f932 933. g932 g933 934. f933 f934 935. g934 g935 936. f935 f936 937. g936 g937 938. f937 f938 939. g938 g939 940. f939 f940 941. g940 g941 942. f941 f942 943. g942 g943 944. f943 f944 945. g944 g945 946. f945 f946 947. g946 g947 948. f947 f948 949. g948 g











A VELIZY (Yvelines)

## Télécel : une expérience en vraie grandeur

**S**INFORMER, s'exprimer et agir, grâce au téléphone, à un récepteur, à la télévision, telles sont les trois propositions faites par la Direction générale des télécommunications (D.G.T.) aux candidats à l'expérience Télécel à Velizy (1), organisée à Velizy-Villacoublay (Yvelines). Pour la D.G.T., il s'agit de cerner, en grande nature, les aspirations d'un large public pour l'utilisation de ce nouveau média.

Le 15 mars 1981, avec un léger retard sur le calendrier initial, deux mille cinq cents terminaux — un clavier composé de chiffres et de lettres — seront progressivement dépo-

gratuitement chez des volontaires, abonnés au téléphone, choisis à Velizy (2). Versailles (3) et dans les communes avoisinantes, prêts à accepter cette première tentative française de télématique domestique.

Simple conditions à remplir : posséder un téléphone, posséder un téléviseur couleur, et correspondre au « profil sociologique tracé par la D.G.T. », représentatif de la France des années 80. C'est en effet à cette époque que Télécel pourra toucher tous les foyers français. En attendant, mille cinq cents foyers, tirés au sort parmi les candidats sélectionnés pour l'expérience, auxquels s'ajoutent sept cents clients de prestataires spécialisés, deux cents personnalités (préfets, maires, conseillers

municipaux...) une cinquantaine de lieux publics seront dotés d'une « console » avec un alphanumérique. Associée à un téléviseur et à une ligne téléphonique, elle permettra de recevoir des informations mémorisées en ordinateur, et d'interroger les prestataires de services ou les autres abonnés. Cette interaction du système — réception de données et émission de messages — augmente la portée et l'enjeu de l'expérience. Quels services offrira Télécel à ses expérimentateurs ?

S'informer d'abord. L'utilisateur du vidéotexte aura accès aussi bien à des banques de données (législatives, statistiques...) qu'à des précisions sur la météo, aux cours de la Bourse ou encore au Guide des droits et des démarches du citoyen.

Pour sa part la D.G.T. proposera un service de renseignements sur l'établissement et la taxation des communications. A côté de ces « services officiels », de cent soixante-dix prestataires privés ont l'intention d'offrir leurs services. L'éventail des possibilités est impressionnant : banques, assurances, édition, distribution, presse, publicité, transport, tourisme et loisirs. Ainsi la presse — une fois négociée avec les pouvoirs publics un cahier des charges reconnaissant et garantissant la spécificité de sa mission — s'associera à Télécel en proposant un quotidien expérimental. Elaboré en accord avec deux journaux, le Parisien libéré et Toutes les nouvelles de Versailles, une quarantaine de rubriques seront proposées : des petites annonces aux jeux en

passant par la politique, le mariage ou les nouvelles de l'étranger. Des revues comme Météo, Pariscope ou Informations proposeront des informations utiles ou des résumés d'articles. Mais l'expérience de Velizy cherche à adjoindre des prestataires locaux : associations, commerçants et artisans, qui, aidés par un support logistique de la D.G.T. afin de résoudre les modalités techniques d'accès à Télécel, constitueront ainsi un tissu de relations locales d'échanges, de dialogues et de commerce.

Tout l'originalité du vidéotexte interactif réside dans la possibilité offerte à l'utilisateur de « dialoguer » avec le système, d'être servi « à la carte ». Ainsi pourra-t-on réserver places de théâtre, de train ou d'avion, chambres d'hôtel, ou voyages organisés après avoir consulté, sur son écran de visualisation, catalogues, programmes ou horaires et dépliant publicitaires, ou encore passer commande chez son commerçant habituel ou auprès d'une société de vente par correspondance, ou bien payer ses factures après avoir vérifié l'approvisionnement de son compte en banque.

Tout cela ressort-il au rêve ou à la réalité ? La réponse appartient pour une part aux utilisateurs-cobayes de Télécel, à Velizy, qui devront prêter attention aux sollicitations des multiples services de transaction, de réservation, de messagerie et d'information. Pourront-ils faire face à cette surinformation ? Sauront-ils mettre à profit la synergie du système ? La D.G.T., qui fournit le terminal et les réseaux moyennant une taxe (60 centimes toutes les cinq minutes), fait confiance aux prestataires pour qu'ils élaborent de nouvelles formes de communication après avoir suscité l'intérêt et l'adhésion des utilisateurs. Pourtant, la rigidité technique de la « page Télécel » (pour cent soixante signes) empêche la transmission d'une information élaborée et d'une information présente. « Le système sera ce qu'en feront les usagers », assure-t-on à la D.G.T.

JEAN DUCARRE

LES

BELGIQUE

## Le journal presse-bouton

**A** partir de 1980 les Belges auront ce qu'ils appellent déjà leur « journal presse-bouton », des pages imprimées diffusées par leurs téléviseurs. La station ligéroise de la radio-télévision entamera ce type d'émission le 17 novembre et, au début, l'accès à ces informations sera gratuit. Une cinquantaine de téléviseurs-décodeurs (système français SFRATEV) seront installés à Liège dans des lieux publics à l'hôtel de ville, à la bibliothèque municipale et autres endroits où ils pourront être consultés.

Au début, le « Télécel » fournira à ses lecteurs une centaine de pages. Outre les informations étrangères et nationales, fournies et par l'agence de presse Belga, il donnera des résultats sportifs, la météo, l'état des routes, les horaires des transports en commun, les offres d'emploi, les communiqués de l'administration locale, les cours de la Bourse, l'agenda des manifestations pour jeunes, la liste des pharmacies de garde et des spectacles. Les informations fournies par l'agence Belga seront renouvelées trois fois par jour. Pendant la période d'essai et de lancement, la lecture du journal presse-bouton sera gratuite. La radio-télévision belge de Liège compte rapidement arriver à un volume de mille pages par jour.

L'expérience a suscité l'enthousiasme des journaux, mais une convention a finalement été signée entre les éditeurs et l'administrateur général de la RTB.F. Aux termes de cet accord, le Télécel s'engage à éviter toute concurrence avec la presse écrite. Ainsi, il diffusera une liste des spectacles, mais sans indiquer ni les salles ni les heures de représentation. Le « lecteur » est donc finalement renvoyé à son journal habituel. On se demande toutefois si de telles restrictions pourront être maintenues pendant longtemps. Elles apparaissent comme peu réelles.

PIERRE DE VOS.

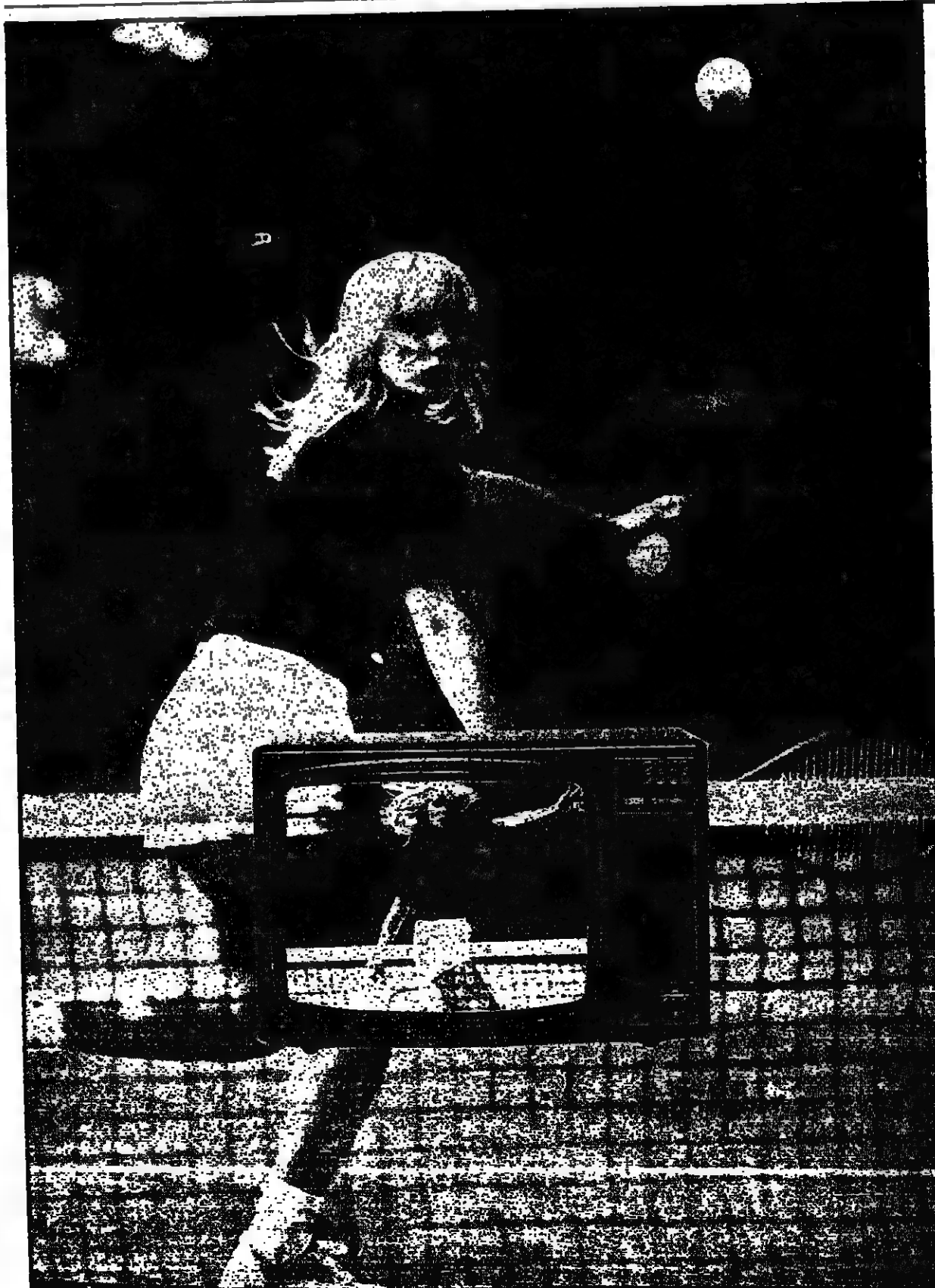
# VCI «LE MUST» DES LABORATOIRES VIDEO PROFESSIONNELS DU BROADCAST A LA VIDEO CASSETTE

TELECINEMA- COPIE ANTENNE- MONTAGE VIDEO- EFFETS SPECIAUX-  
DOUBLAGE- SOUS TITRAGE-TRANSCODAGE-CONVERSION-  
DUPLICATION SUR VIDEOCASSETTES-

VIDEO CENTRE INTERNATIONAL

13, Rue Beethoven-75016 PARIS- Tel. 524 43.13+ Téléc VCI LAB 630487 F

FIVE LITTLE RIVERS



«... Pris sur le vif...!»

(magnétoscope portable Hitachi)

**A**vec le nouvel équipement vidéo couleur HITACHI, la vidéo devient portable.

Sa caméra électronique est une véritable caméra de télévision miniaturisée et ne pèse que 1,8 kg.

Son magnétoscope est ultra compact, se porte en bandoulière et fonctionne avec des cassettes de 2 ou 3 heures ; il fait déjà partie de la nouvelle génération de portables.

Il a été conçu pour que vous l'emportiez partout avec vous. Pour fixer, sur le vif, les événements les plus agréables et les plus importants de votre vie, pour les revoir ensuite, immédiatement, grâce à votre T.V. couleur.

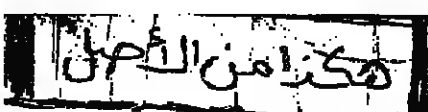
En l'associant au tuner programmable HITACHI VT-TU 70 S, vous l'utiliserez en plus chez vous pour enregistrer les grands moments de télévision, vos films préférés...

Cet équipement est le produit de la technologie HITACHI, un des premiers groupes industriels japonais. Une garantie de sérieux que vous retrouverez sur tous les appareils de la marque dans les domaines vidéo, Hi-Fi, télévision, radio et électro-ménager.


 **HITACHI**

Une technologie pour vivre mieux

Documentation sur demande: Hitachi - 9 Bd. Ney - 75018 Paris.





## EXPERIENCES A L'ETRANGER

### GRANDE-BRETAGNE L'ambition de Prestel

« **QUELS** spectacles voir à Londres ce soir ? » Mme Smith, citoyenne britannique, depuis peu à Prestel, le système d'information électronique mis au point par le Post Office — l'équivalent de nos P.T.T. — et exploité sous son monopole depuis mars 1979.

En quelques secondes, Prestel va fournir à Mme Smith les informations disponibles sur les événements de la capitale. Cela va des informations pratiques — spectacles, voyages, etc. — aux données financières de dernière heure en passant par les grandes nouvelles du jour — faits divers, sports, politique, etc. Mme Smith est l'une des trois mille abonnés du système ouvert au public il y a quelques mois. Elle a versé, pour l'installation de son téléviseur couleur adapté, quelques 1.100 livres (1). Elle paie environ 30 livres de location par mois pour ce service fourni par le Post Office. Enfin, le coût des appels lui revient à peu près au double d'un appel ordinaire. Prestel peut fournir environ deux cent mille pages d'informations par jour.

Mais pour un particulier, la note paraît cependant, très élevée. La clientèle actuelle compte environ un tiers de riches particuliers et deux tiers d'hommes d'affaires. Le Post Office, dès le départ, a orienté ses tests et sa publicité vers une clientèle d'usagers formée non seulement d'hommes d'affaires, mais aussi de particuliers. C'est, semble-t-il, la condition indispensable aux yeux des promoteurs de Prestel pour que le système connaisse un développement de masse. L'administration britannique espère passer des trois mille clients actuels à quelques dizaines de milliers d'ici la fin de la décennie. D'ores et déjà, plusieurs villes sont équipées : c'est le cas de Londres, de Birmingham, de Nottingham, d'Edimbourg et de Glasgow. D'ici la fin de 1980, 60 % des abonnés du téléphone au Royaume-Uni pourront disposer de Prestel.

#### Un concurrent ?

Prestel est un système très proche de celui envisagé en France. Il permet l'accès de l'usager à un ordinateur, lui-même alimenté par des sources privées diverses, mais sous le contrôle du monopole public. D'autres pays utilisent des procédés différents, ne passant pas par un téléviseur ou par un téléphone ou ne fournissant pas un réel service d'informations. Mais Prestel a l'ambition indubitable de mettre à la disposition de l'usager un service d'informations complet. Ce n'est pas, disent ses promoteurs, une simple version électronique des « pages jaunes » pratiques de l'annuaire britannique du téléphone. Ce nouveau média a bénéficié d'une campagne publicitaire de lancement sans précédent, dont le coût est évalué à quelque 750 000 livres. Cependant, les informations pratiques et les informations financières semblent susciter plus d'intérêt que

les informations générales, disponibles partout ailleurs. Certes, les jeux électroniques, les horoscopes, etc., ont eu un grand succès, mais leur prix est très élevé. De fait, les hommes d'affaires sont la majorité de la clientèle. C'est d'eux que proviennent la plupart des appels encombrant les circuits dans la journée. Enfin, se composent la quasi-totalité de la clientèle à l'étranger. Un sondage réalisé au printemps sur l'utilisation de Prestel montre que 54 % des hommes d'affaires dotés d'une installation entendent la garder, alors que seulement 24 % des particuliers souhaitent continuer l'expérience.

La famille Smith, à l'image de ses concitoyens, consomme jusqu'à présent beaucoup de journaux écrits. Mais ne risque-t-elle pas, peu à peu, de préférer lire à volonté sur petit écran les grands titres de l'actualité et du sport plutôt que se déplacer pour acheter un journal ? Pour leur part, les firmes sont tentées en effet de préférer aux journaux un support publicitaire qui leur assure un public beaucoup plus vaste. Les Information Providers britanniques (I.P.S.), c'est-à-dire les fournisseurs d'informations de Prestel, l'ont déjà bien compris. Au nombre d'environ cent soixante, ils représentent soit des firmes commerciales, soit des entreprises de services. Parmi les plus célèbres, citons Mills and Allen Communications Ltd, Baric Computing Services Ltd, Consumer's Association, B.B.C., British Rail, le Stock Exchange, A.B.C., Travel, The Economist. Les journaux forment une minorité parmi ces fournisseurs, et le coût élevé de leur branchement sur le réseau de la presse écrite.

Le premier journal qui a pris le risque de s'engager dans les médias électroniques est le Birmingham Post and Mail. Depuis octobre 1978 il fournit sur l'écran du téléviseur quelque cent vingt mille mots par jour d'information et de publicité. Il verse à Prestel quelque 100 000 francs par an de redevance correspondant au monopole de la transmission par le Post Office. The Birmingham Post and Mail est un journal régional, leader du Middle-West industriel, tiré à trois cent quatre-vingt mille exemplaires. Mr Geoffrey Beitman, son directeur, ne nie pas que « la présence des médias électroniques devrait donner naissance à une concurrence accrue pour la presse dans un avenir rapproché (2) ». Pour ce directeur, le futur est l'information électronique sur écran TV, la réduction des coûts trop élevés de fabrication et de distribution de la presse écrite par la modernisation de la technologie du journal principal en plusieurs éditions locales proches des gens. Dans ce cadre, Prestel ne lui semble alors

(1) L'installation d'un poste en noir et blanc adapté à Prestel coûte de 500 à 700 livres (la livre vaut 9,75 F), soit beaucoup plus qu'un poste normal.  
(2) Voir le Monde Dimanche du 20-21 avril 1980.

pas concurrent mais complément à la presse écrite. D'ailleurs le slogan aussi bien des fournisseurs de Prestel que de ses fondateurs.

« Last but not least, le problème de l'emploi la presse risque de s'aggraver avec l'essor des médias électroniques. Il y a eu de dans conflits opposant patrons et syndicats de la presse. L'introduction des nouvelles technologies et la diminution des emplois que cette dernière entraîne, si est étonnant de constater qu'aucun accord national n'a été signé ni même amorcé en ce qui concerne les médias électroniques. D'un fournisseur de Prestel, on a pu lire, par exemple, par coup... »

DANIELLE ROUARD.

### PAYS-BAS Les quotidiens ne font plus obstacle

UNE expérience de télétexte, réalisée sous la direction de la Fondation N.O.S., a débuté en avril 1980. Les téléspectateurs qui sont en possession d'un récepteur spécialement aménagé peuvent consulter une « mémoire » de cent vingt mille pages, de vingt lignes chacune, dont la majorité sont consacrées à l'information-service : bulletin météorologique, informations routières, résultats de loteries, programmes de théâtre, etc.

Le télétexte, par ses fonctionnalités de télévision existante, est un service gratuit pour les spectateurs. Il leur fait cependant un poste, de préférence en couleur, muni d'un élément de décodage, nécessaire pour interpréter les signaux des émetteurs de télévision captés par les antennes.

Les postes spécialement adaptés coûtent environ 1.000 florins (un florin équivaut à 100 francs). Quelque 100 000 florins ont été dépensés pour l'achat de ces postes. Un million de téléspectateurs néerlandais sont munis d'un poste adapté. Il leur a été demandé de participer à l'expérimentation de la télétexte par le biais de sondages qui ont été effectués la semaine dernière à l'avenir le télétexte aux Pays-Bas. La N.O.S. a prévu 200 000 florins pour la première année.

Pendant les premiers mois de l'expérience, le télétexte est diffusé du lundi au vendredi, de 10 heures à 17 h. 30 sans interruption. Dans le courant de cette année, les pages télévisées pourront être choisies également dans la soirée et en fin de semaine. Les directions de plusieurs quo-

tidien néerlandais ont accepté le principe du télétexte sans aucune réticence. Il y a eu question de le mettre en pratique sur une grande échelle. Selon M. Wim Stokla, responsable du projet, il n'est nullement question cependant de vouloir concurrencer la presse écrite. M. Stokla a souligné à plusieurs reprises que, dans le domaine de l'information, le télétexte se borne à transmettre des dépêches, qui correspondent aux premiers allées d'un journal. Les bulletins d'information mis à jour régulièrement par une rédaction qui compte une vingtaine de journalistes et plusieurs collaborateurs pigistes.

Il paraît acquis maintenant que les quotidiens néerlandais ne comptent plus faire obstacle au télétexte.

RENÉ TER STERGEL.

# A LIRE (et à découper) SOIGNEUSEMENT AVANT D'ACHETER UNE VIDEO.

#### 1 Opter pour un matériel simple.

Brandt Electronique propose un équipement léger, utilisable par des non-professionnels.

#### 2 Disposer du meilleur système.

Brandt Electronique utilise le VHS, le procédé le plus perfectionné actuellement au monde.

#### 3 Choisir dans une gamme très complète.

Brandt Electronique dispose de magnétoscopes, caméras, téléviseurs, sonorisation complémentaire.

#### 4 Préférer une grande marque.

Brandt Electronique fait partie d'un groupe français de réputation mondiale.

#### 5 S'assurer d'un bon service après-vente.

Brandt Electronique garantit une assistance nationale avec un réseau de 102 stations techniques et 12 inspecteurs itinérants.

#### 6 Exiger une grande expérience.

Brandt Electronique est l'un des 1<sup>ers</sup> à avoir équipé les professionnels.

Vous êtes convaincus ? Alors il ne vous reste plus qu'à demander la documentation sur les appareils vidéo Brandt Electronique.

Adressez ce bon à SODAME, département Electronique, 102, avenue de Villiers, 75847 PARIS CEDEX 17  
Nom .....  
Adresse .....  
Ville .....  
Code postal .....

# Brandt

électronique



telesystemes

Maîtriser la télématique pour mieux communiquer

#### QUESTEL

l'information à la portée de la main : banques de données, bases de données

#### VIDEOTEL

un Centre Serveur pour diffuser vos services Videotex

VIDCOM'80 Niveau 1 - Stand N° 155

telesystemes

115, rue du Bac PARIS  
Tél. : 200 515 F Tél. : (1) 544.38.98







# Une dynastie de peintres à Bruxelles



**AL PACINO DANS CRUISING (LA CHASSE) DE WILLIAM FREEDKIN**  
**AVEC PAUL SORVINO ET KAREN ALLEN**  
**PRODUIT PAR JERRY WEINTRAUB - ECRIT ET REALISE PAR WILLIAM FREEDKIN**  
**D'APRES UN ROMAN DE GERALD WALKER**  
**MUSIQUE DE JACK NIVESSEN - TECHNICOLOR**  
© International Cinema Film Distribution, tous droits réservés - Distribution SCA M. Pappas  
**INTERDIT AUX MOINS DE 16 ANS**









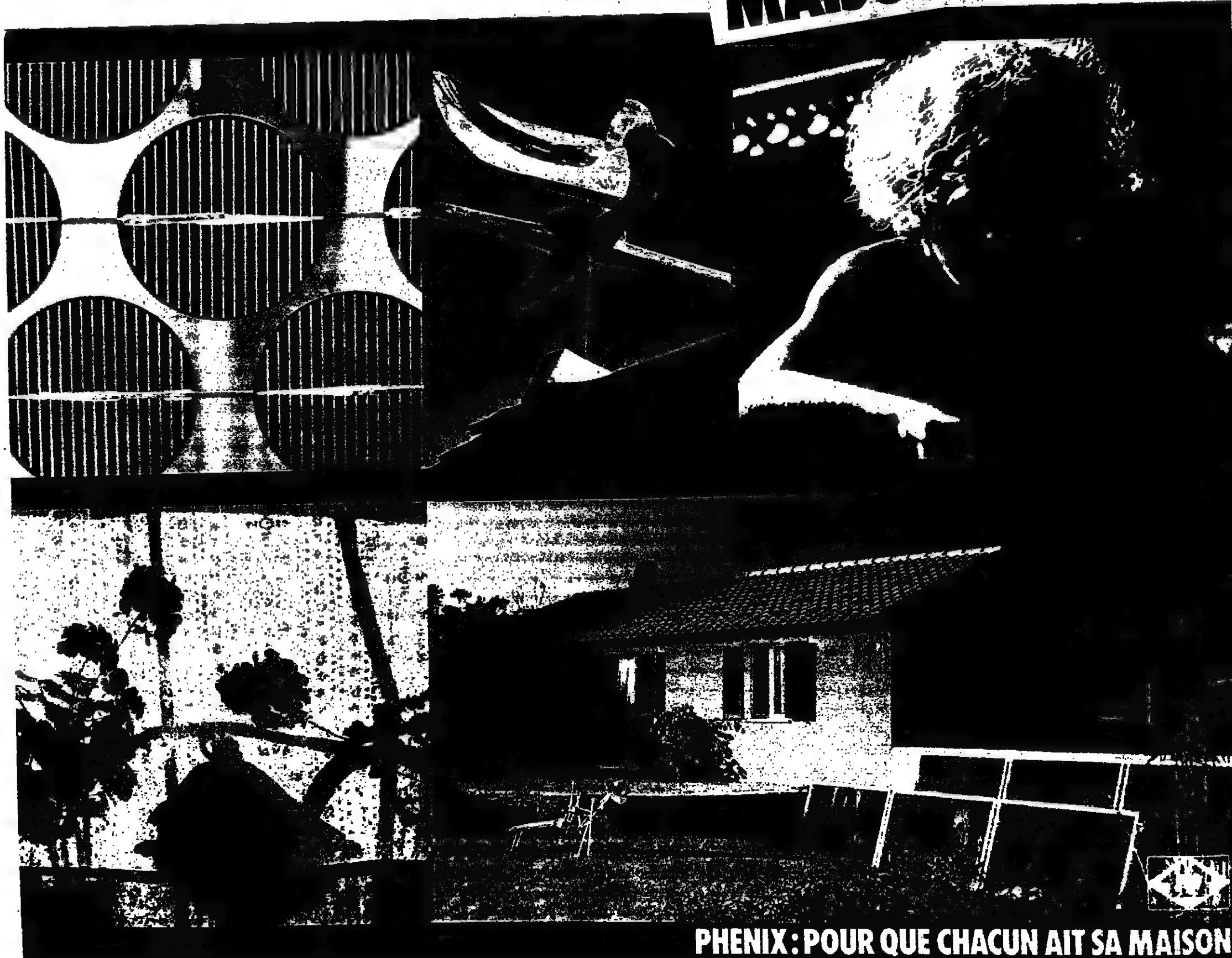




# Solaire: une vraie maison vaut mieux que cent raisons.

Depuis 35 ans, nous n'avons cessé de parfaire l'isolation de nos maisons. Aujourd'hui, le choix en matière d'économies d'énergie nous paraît nécessaire. Déjà, nous avons expérimenté plusieurs types de maisons solaires dans différentes régions. Notre objectif actuel est de transformer cette énergie en énergie populaire.

**MAISON PHENIX**



**PHENIX: POUR QUE CHACUN AIT SA MAISON.**

مكتبة من الأمل











● Placement par l'Association Anciens Elèves des Services Commerciaux de l'Ecole.

**Logo**

Etablissement privé d'enseignement supérieur commercial, mixte  
 PARIS (18<sup>e</sup>) - 14, rue de la Chapelle - 205.99 +  
 ORLÈANS - 10, rue de la Chapelle - (07)



## Le cinquième synode mondial va s'efforcer de dégager des directives universelles sur la famille

هكذا من الأصل



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T2
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,00
IMMOBILIER	14,00	16,46
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. CAPITAL	105,00	125,46

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAHNEES	La ligne	La ligne T2
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

## fonctions commerciales. fonctions commerciales

L'UNE DES PREMIERES IMPRIMERIES FRANÇAISES  
renforce son équipe commerciale à Paris  
Ses recherches

### RESPONSABLE DU SERVICE EXPORTATION

L'exportation du produit imprimé n'est pas une simple formalité, elle est devenue aujourd'hui un véritable métier. Elle nécessite un collaborateur qui, par son dynamisme, son sens créatif et son expérience, saura développer la structure mise en place :  
- Il sera âgé de 25 ans min., diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ;  
- Bilingue anglais ;  
- Basé à Paris et disponible pour effectuer des déplacements hors de France (Afrique, M.O., U.R.S.S., etc.) ;  
- Il saura mettre à profit une première expérience de contacts commerciaux et maîtriser tous les problèmes inhérents au commerce extérieur.

### CHEF SERVICE COMMERCIAL APPLICATIONS INFORMATIQUES

Depuis 1975, l'entreprise a débuté dans la technique de la photo-composition, traitement et préparation de textes. Un service commercial a été créé pour vendre cette technologie aux entreprises, mais aussi pour assurer une compétence technique et commerciale. Pour occuper la responsabilité de ce service, nous recherchons un collaborateur âgé de 25 ans min., ayant une formation commerciale (commerciale-informatique), capable de maîtriser les applications de la photo-composition en milieu informatique et les problèmes commerciaux.

### COMMERCIAL APPLICATIONS INFORMATIQUES

Nous recherchons un collaborateur ayant une formation I.U.T. informatique ou une première expérience commerciale en milieu informatique (constructeur, conseil, etc.). Il lui sera demandé de comprendre et faire connaître les applications de la photo-composition en milieu informatique aux petites entreprises.

### COMMERCIAL SERVICE « LABEUR »

Le candidat devra avoir une expérience de l'imprimerie aux entreprises (presse, édition, agences de publicité, etc.) ; il devra être capable d'organiser avec rigueur son travail, de gérer des équipes et de travailler à long terme. Ce poste est réservé à un jeune candidat, 25 ans maximum, de formation supérieure ou universitaire.

### TECHNICIEN D'IMPRIMERIE : ACHETEUR

Attaché aux services commerciaux, le technicien de l'imprimerie sera chargé de l'élaboration des devis, mais devra aussi avoir des connaissances en sous-traitance et réaliser les achats (papier, imprimerie, photographie, etc.). Nous recherchons un homme justifiant d'une solide expérience en atelier.

La société s'engage à donner une solide formation. Ces postes conviendront à un candidat désireux de faire carrière.

Ecrire avec curriculum vitae et références à :  
JOB CONSEIL, 10 rue de la République, 75008 Paris. Tél. : 0-338-15-11.

### ANGERS - LORIENT

#### UNE ECOLE DE COMMERCE = UNE PREMIERE REUSSITE

Maîtriser un domaine de la communication, notre client poursuit la consolidation de sa part importante de marché. La large gamme qu'il commercialise auprès des entreprises dispose d'une avance technologique non négligeable. La force de vente, spécialisée par taille de clients en performance, dynamique et créative, le « service » de manager du demain.

Aujourd'hui nous recherchons un « potentiel » de haut niveau ayant reçu une formation supérieure (commerciale de préférence), et disposant d'une première expérience de vente (de 1 à 2 ans) réussie, quelque soit le marché. Sa mission sera :

#### NEGOCIER AUPRES DES GRANDES ENTREPRISES

soit, analyser les besoins des services au travers d'un contact permanent avec les directions concernées, élaborer des propositions adaptées, et réaliser l'acte de vente au plus haut niveau.

Le candidat âgé de 25 à 35 ans devra habiter ANGERS ou LORIENT. Il pourra après avoir débuté dans un poste, évoluer vers des fonctions élargies (marketing-encadrement). La rémunération sera à la hauteur de la mission.

Après avoir reçu votre dossier (C.V., photo) nous vous convoquerons à votre convenance à Paris ou dans votre région. Merci de mentionner la référence 171080 M sur l'enveloppe.

ALIAS SA, 91 rue de la République, 75008 Paris

### NOUS SOMMES DIAMANTAIRES

nous recherchons un

### HOMME DE CLASSE

qui sera Directeur Régional sur une moitié de la Région Parisienne. Si vous êtes prêt à faire un essai de 2 mois comme REPRESENTANT, nous vous aiderons à vous créer une situation enviable.

C.V. et photo à : PIERRE MULOT PUBLICITE, 80 rue de Provence, 75009 Paris. Réponse et discrétion totale assurées.

Vous avez moins de 25 ans. Aimez-vous les contacts humains, les relations ? Avez-vous une première expérience commerciale ou scientifique ou encore un DUT ou un BTS ?

Le GRETA DU TERTIAIRE vous propose, dans le cadre du Pacte pour l'emploi, un stage rémunéré.

TECHNIQUES DE LA NEGOCIATION débiteront le 17 septembre 1980 et pourront déboucher sur des carrières commerciales intéressées. Pour renseignements s'adresser au GRETA DU TERTIAIRE, ENC. 20, rue de la République, 75007 Paris. Tél. : 0-338-15-11 et envoyer C.V.

### ingénieur commercial

CREUSOT-LOIRE recherche un Ingénieur Commercial pour le service EXPORTATION ROTATIVES OFFSET. Il devra visiter la Région d'Europe et d'Extrême-Orient (Inde, Corée, etc.) tout en appuyant sur des agents locaux. Il sera chargé, en outre, de l'élaboration des devis et du suivi des commandes.

Le poste, basé à Paris, conviendrait à un jeune diplômé ayant une formation technique de préférence, de biens d'équipements. La maîtrise de la langue anglaise est absolument indispensable. La connaissance d'une langue serait très appréciée, en particulier une langue scandinave.

Les candidatures, avec mention de la rémunération actuelle ou souhaitée, sont à adresser à CREUSOT-LOIRE, Service Gestion et Développement, Cadres, 15 rue Pasquier, 59100 ROUBAIX.

CREUSOT-LOIRE

### ORGANISME AGRO-ALIMENTAIRE NATIONAL

secteur laitier, Paris, recrute un

### JEUNE COLLABORATEUR MARKETING

Agir en responsable de service technique et promouvoir les produits laitiers par des actions de promotion et de communication.

MISSION :  
- Contribuer à l'élaboration des plans marketing pour différents produits laitiers. Conduire des études de marché et de consommation. Mettre au point des stratégies de promotion. Evaluer les retombées économiques.  
- Animer les groupes de travail par produit avec les professionnels du secteur (industriels, distributeurs, etc.) et participer à l'élaboration des plans de communication et à la mise en œuvre des décisions. Mettre les professionnels à jour.

PROFIL :  
- Avoir minimum 25 ans. Titulaire d'un diplôme de niveau supérieur (Bac + 2 ou 3) en sciences économiques ou sociales, ou en sciences de gestion. Avoir une expérience professionnelle en marketing ou en communication. Avoir une bonne connaissance de la production laitière et de la réglementation. Avoir une bonne connaissance des produits laitiers et de la réglementation. Avoir une bonne connaissance des produits laitiers et de la réglementation.

Adresser son dossier à : PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue de la République, 75008 Paris. (réponse écrite)

### BURNDY

COMPTON ELECTRONIQUES PASSIFS

recherche dans la cadre de son expansion

### TECHNICO-COMMERCIAL expérimenté

REGION PARISIENNE

ou METROPOLE NORD-EST

Il aura pour mission de développer le

produit BURNDY dans une région de 15

Départements.

La préférence sera offerte à un candidat ayant

une expérience commerciale dans le domaine

des composants électroniques.

Adresser C.V. et prétentions à : BURNDY S.A.,

228, rue de la République, 93207 SAINT-DENIS.

Nous garantissons le secret absolu des candidatures.

### ELECTRO PROTECTION SERVICE

LEADER MONDIAL DE LA PROTECTION

VOL - INCENDIE - TELESURVEILLANCE

LA REGION PARISIENNE

### AGENTS TECHNICO-COMMERCIAUX

Agé de plus de 25 ans, avec 3 ans mini-

mum d'expérience de la vente et maîtrise

de l'anglais.

Expérience des milieux de la sécurité

soit de la protection soit de la

Rémunération : fixe + variable

sur la C.A. + frais.

Adresser C.V. et C.V. à : J. GURENOL - EPS - 10, rue d'Alphonse-de-Neuville,

75017 PARIS.

### FUTUR CHEF DE PRODUITS

#### HEC, ESSEC, DEBUTANT

Attiré par le Marketing et la Gestion, vous acquiessez une solide formation en prenant rapidement la responsabilité d'une gamme complète (100 Millions de CA).

Recherche des fournisseurs (France et Etranger) et de produits nouveaux qui permettront de développer nos marchés, négociations de contrats, résolution des problèmes d'approvisionnement, gestion rigoureuse pour atteindre vos objectifs de C.A. et de marge : autant d'occasions de vous former et de prouver de réelles qualités professionnelles et personnelles.

A moyen terme, vous devrez en effet animer une équipe d'acheteurs dans le cadre de plans d'actions commerciales que vous aurez définis. Notre développement (17% environ l'an dernier) permet d'envisager une évolution intéressante.

Pour prendre contact et mieux nous connaître, écrivez sous référence 80-10-22, à Gilles WOLLEZ - LA REDOUTE - Direction du Personnel Division Cadres 57, rue de Blanchemette 59100 ROUBAIX.

La Redoute

### RECRUTEMENT INTERNATIONAL

LA RECENTE FILIALE DE GROUPES IMPORTANTS

recrute

Pour un département international

### RESPONSABLE SYNDICATION

Qualité : placement, crédit (participations), négociation de papier à court terme. C.T. Qualités : expérience 3-4 ans dans montage négociations et syndication de crédit. Commercial affirmé (proposition de crédit aux banques françaises et étrangères). Dynamisme et esprit d'équipe indispensables. Anglais courant, Espagnol apprécié.

Pour un département financier

### CADRE

Chargé de développement et de mise en relation avec les investisseurs internationaux sur des marchés monétaires et obligataires. Qualités requises : sens du contact commercial et goût pour le travail à Paris et en Province.

Compétences : maîtrise de l'anglais et de l'espagnol, connaissance des marchés financiers, des assurances et des banques. Dynamisme et esprit d'équipe indispensables. C.V. sous n° T 022730 M 144-145, rue de la République, 75008 Paris.

### Notre savoir faire technique + Notre dynamisme commercial

= 50 % du marché en France

En France, la production d'appareils électromécaniques de traitement de fluides, notre spécialité, est en constante recherche.

### INGENIEURS DE VENTE EXPORT

EUROPE, AFRIQUE NORD, PROCHE ORIENT

Parlant couramment l'anglais et le français, de formation technique (niveau chimique), connaissant les techniques de traitement de l'eau et de pétrole, vous avez déjà réussi dans la vente, êtes prêts à voyager plus de 100 jours par an, vous pouvez rapidement progresser dans une entreprise dynamique et performante.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 805 à CINOREN 104, rue de la République - 75008 PARIS, à qui nous avons demandé de recruter.

CINOREN

### NOUS RECRUTONS

UNE IMPRIMERIE

EN CONTINU

(classes, mécanique)

LE CHEF

DU SERVICE COAL

(EXCELLENT VENDEUR)

20.000 F + intéresse sur C.A.

UN REPRESENTANT

EXCLUSIF

Pour le DEVELOPPEMENT :

FORMULAIRES

INFORMATIQUES

Département : 75, rue de la République, 92100 SAINT-CLLOUD

Chargé de la sélection (DISCRETION ABSOLUE) URGENT

### UN JEUNE MERSCHANDISER

de formation générale et de niveau présen-

tiel pour assurer maintenance et en grande

de préférence à :

PARIS ou BANLIEUE

- Maitrise de l'anglais,

- prime d'activité,

- prime V.P.P.

- tous frais payés,

- avantages sociaux,

- indemnités de vie,

- possibilité de promotion interne.

Curriculum vitae et photo à :

Jacques DENORMANDIE, S.I.M.

E.T., rue Gay-Lussac, 95800, 95800.

Les cadeaux d'affaires















**SOCIAL**

**LES MÉTALLURGISTES C.F.D.T.  
ANNONCENT DES ACTIONS  
« PATIENTES ET EFFICACES »**

## Un cri d'alarme du Secours catholique en faveur des chômeurs non indemnisés

En conséquence, par M. le Ministre, les les a autorisés à se décider à multiplier les contrôles de la qualité de la viande. Attention, cette mesure ne concerne pas ces charcuteries dites « charcuteries de charcuterie » qui sont - comme on le sait - sous le régime de la loi de 1905. Mais, dans cette charte, les éleveurs, les fabricants d'aliments, les industriels et les distributeurs s'engagent à ne pas commettre aucune infraction interdite sous peine de sanctions économiques contrôlées par l'inspection professionnelle.

miracle, plus de quinze jours après le début de la campagne de boycottage : les anciens contrevenants s'engagent à se contrôler entre eux et à se payer la loi. Que n'y avait-on pensé plus tôt. — J. G.

Il veut obtenir une meilleure répartition de la grille des semaines et la reprise des discussions sur la rémunération annuelle garantie avec chaque chambre syndicale. Les semaines de quarante-cinq heures étant l'objectif, les codétistes l'ont observé par exemple que, chez Peugeot, l'allongement de la pause-repos de 20 à 30 minutes réduirait à 1 200 000 le total des heures trava-

Au cours d'une conférence de presse, le Secours catholique a présenté, jeudi 24 septembre, les chiffres du chômage, élaborés par le parti du travail, qui s'élèvent à deux cent vingt et un cas. Depuis 1970, les appels de détresse ont augmenté de 15 % et le chômage apparaît de plus en plus comme la cause essentielle de cette misère physique et morale. « La détermination de l'origine de ce chômage », indique Louis Gaudin, secrétaire général, que ceux qui souffrent à n'y pas ont déjà pu constater, les heures s'écoulent dans une attente sans fin. « Nous en sommes, quand le seul du tolérabilité est déjà dépassé », a-t-il ajouté.

Le Secours catholique a fixé à 250 millions de francs par jour le seuil de la survie, remarque le Secours catholique, à Paris, 77 % des familles sont concernées. Les 25 millions par jour pour vivre, les seules principales du chômage

sont, en premier lieu, le manque de qualification (70 %), puis le travail par intérim dont sont victimes 25 % des solliciteurs. 75 % des chômeurs ont des enfants qui leur imposent des charges. Parmi les 28 % de femmes, 23 % sont mariées avec des enfants à charge. Les chômeurs font 60 % de personnes en fin d'intérim ou de contrat à durée déterminée. Le chômage est la cause de la naissance de la délinquance, de l'empoisonnement, de l'abus des heures d'intérim aux dépens du travail pour les heures de travail. Le chômage et elles font perdre aux chômeurs la possibilité d'obtenir une aide.

Le Secours catholique lance un cri d'alarme à la population et aux responsables politiques et appelle la création d'une commission nationale pour les chômeurs non indemnisés.

### **Avant l'entrée en vigueur de la convention de Lomé II**

**De notre correspondant**

Luxembourg (Communautés européennes). — L'Assemblée Générale de la C.E.E. a, dans cinquante-neuf pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.), qui a tenu ses réunions les 22 et 23 septembre, sous la présidence de M. Jean Vité, élu M. Tandem Muna (Cameroon), le bilan de la première convention. Les deux parties ont convenu les perspectives autorisées par l'acte II, qui sera entré en vigueur dans les prochains mois.

Le **Salvador** n'a pas adopté le **plan** du **rapport** de **Monsieur** **Montali** (**R.F.A.**), qui, malgré **ce** **la** **biens** **globalement** **positif** **de** **la** **convention** **de** **Lomé**, **reste** **un** **certain** **nombre** **de** **diffé-**  
**rences** **dans** **la** **part** **des** **Etats** **du** **Nord** **et** **les** **A.C.P.** **En** **depit** **une** **balance** **commerciale** **ex-**  
**centaire** **en** **1977** **avec** **la** **C.E.E.** **les** **A.C.P.** **n'arrivent** **pas** **à** **modifier** **la** **structure** **de** **leurs** **ventes** **à** **destination** **de** **l'Europe** **portant** **quasi** **exclu-**  
**sivement** **sur** **les** **matières** **pre-**  
**mieres**. **L'échec** **de** **la** **coopération** **industrielle** **et** **les** **difficultés** **des** **ser-**  
**vices** **de** **la** **promotion** **com-**  
**merciale** **n'expliquent** **pas** **tout**.

sage vise la France, qui refuse d'accroître les contingents globaux de viande, de sucre et de produits laitiers. Les pays du bloc préférentiel, au sein de l'A.C.P., pour leurs ventes de sucre et de viande bovine. Préfèrent l'Europe aux nouveaux pays adhérents les quantités qui n'ont pas été livrées par ses partenaires.

Le récent échec de la 12<sup>e</sup> des Nations Unies sur la marche du dialogue Nord-Sud a marqué les travaux de Luxembourg. Ces les interventions ou propositions dénoncent l'attitude des pays occidentaux (O.N.U., Royaume-Uni, R.F.A.) qui hypothèquent les négociations globales. « La médiocrité des rela-

Le rapport présenté à Luxembourg met en garde les Neuf contre les tentatives protectionnistes. Ainsi, dans le secteur des textiles, les pays européens appliquant un programme qui limite les importations en provenance des pays en voie de développement. Le document souligne aussi la nécessité d'adapter la politique agricole à la demande croissante d'intérêt de ces pays ; dans le cas du sucre il dénonce « la politique expansionniste des Neuf » et réclame l'annulation de quotas dans les pays producteurs. Il réclame aussi la mise en place d'un mécanisme de stabilisation des prix à l'exportation. Il souhaite l'adoption d'un plan commun de développement des pays du Sahel et l'élaboration des programmes de coopération avec la C.E. en projet de développement.

tionnelles actuelles entre l'Ora et les Sud-ouest, les Etats de l'Europe occidentale, ne peuvent que gêner un développement à l'intérieur des Etats de l'Europe occidentale et des A.C.P. (...) Les Etats de l'Europe occidentale, comme l'Ontario, sont exemplaires de ce type de développement, car ils sont économiquement et politiquement complètement à l'avant des autres pays en voie de développement ».

MARCEL IGOT.

● Les ventes d'automobiles japonaises en R.F.A. ont représenté 18,2 % du total des ventes de voitures neuves en 1974. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1975, les sept marques japonaises installées en Allemagne ne sont attribuées 9,90 % du total national, 9,90 % seulement pour marquer le début de la concurrence. Cette disposition assouplie...

Cependant l'adhésion du Zimbabwe à la deuxième convention de Lomé « ne devra pas se faire », souligne le *« Monde »*, « d'autres *« A.C.P. »* ». On pas-

taculaire ~~alors~~ alors que le nombre ~~de~~ d'immatriculations ~~est~~ de 10 % depuis janvier par rapport ~~à~~ l'an ~~derrière~~ à la ~~même~~ époque.

## Une importante coopérative avicole de Vendée pourrait être reprise par un industriel breton

**notre correspondant**

La Roche-sur-Yon. — Quatre années après un premier dépôt de bilan, la SNES-SAV, une entreprise de Challans (Vendée) spécialisée dans l'abatage des volailles ainsi que leur commercialisation et celle des œufs, est à nouveau en liquidation de biens. Le Mouvement collectif de trois cent vingt salariés a été nommé par comité d'entreprise mardi 23 septembre. Mais, jeudi 25 septembre, un industriel du Finistère a annoncé son intention de racheter l'entreprise et de la faire redémarrer avec un collectif d'environ cent trente salariés.

Il s'agit de M. Jacques Tilly, bien connu dans le monde agro-alimentaire, puisque son usine de Guerlesquin, dans les Finistère, emploie quatre cent vingt personnes. Mais il a aussi des relations de poètes par semaine... L'industriel qui, dans un premier temps, rachèterait les immeubles de l'ancienne coopérative, se consacrerait à la production d'un chabattage. M. Tilly désire orienter sa nouvelle usine vendéenne vers une production de poëtes et de poëtiesses, et non pas de produits agro-alimentaires.


En trois ans, il espère doubler la production, permettant ainsi la création d'une centaine de postes supplémentaires.

Il n'a pas fait les choix qui s'imposent, notamment la création d'unités non rentables dans le secteur du marais. Le Crédit agricole, son principal soutien, a refusé tous les projets, car ils n'ont plus qu'un lien de contact avec le marais : des salarités et quatre-vingt-cinq élevages seulement. Tout cela est prévu dans le plan de l'Etat, mais il n'est pas en 1978 pour écrire un clap sur le marais.

En juillet, le Crédit agricole a de nouveaux mis les ponceaux, après avoir adressé un avertissement à M. Tilly. Le Crédit agricole a dit : « SAVA, au cours de ses pra-

Le tribunal de commerce de La Roche-sur-Yon donne une réponse définitive le 30 septembre. Avant de connaître la position de la C.G.T., seul syndicat présent dans l'entreprise, qui avait appelé à l'occupation illimitée des locaux. Le président du tribunal de commerce de La Roche-sur-Yon n'a pas caché qu'une occupation im-

des décibels dans la politique !

 **I.S.G.** Journées Internationales  
et **I.S.G.** A.V.E.N.I.R.  
Associations loi de 1901 (1)

vous remercient ■■ votre présence ■ 25 septembre 1990  
■■ journée d'études sur ■ thème :

**La mini micro-informatique  
dans une P.M.E.  
et leurs applications télématiques**

**Dans le cadre du XXXI<sup>e</sup> SICOB**  
un compte-rendu intégral de cette journée a été réalisé,  
Pour tout renseignement ou pour l'obtenir :  
**I.S.G. 704-69-04 poste 28**

(1) L'entrée à la vie associative de

**L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION**

Right campus libre d'enseignement supérieur  
endométrique du 15/11/1977, 10/10/1978  
Diplôme visé par le Ministère de l'Université

8 rue de Lota, 75116 PARIS

## ACCORD PARTITAIRE SUR L'INAPTITUDE DANS LES TRANSPORTS

Un accord ~~partiel~~ national sur l'indemnisation des conducteurs des transports en commun frappés d'invalidité à partir de cinquante ans, a été signé mercredi 24 septembre par le C.F.D.T., F.O., la C.F.T.C., C.G.C. et le Syndicat national des chauffeurs routiers, autonome, l'issue de négociations auxquelles participèrent les organisations patronales (Union des fédérations de transports, Union des transports publics et régionaux).

Cet accord, qui intéresse cent soixante-dix mille personnes, couvre les industries métallurgiques, chimiques, textiles, alimentaires, des fumées, automobiles, des métaux, des transports, des marchandises, des voyages : les intéressés recevront, en cas d'insuccès d'une réduction des heures de travail, compensation dans leur nouvel affectation pour éviter une perte de salaire. La C.G.T. a dénoncé cet accord, qui doit entrer en vigueur en 1961, estimant qu'il n'intéresse que les cadres et les employés dans les entreprises. Il financerait le régime social assuré par une cotisation égale à 0,38 % de l'ensemble des rémunérations de la profession, le patronat étant cotisé à 80 % et le salarié à 40 %.

**LES MUTUELLES DE TRAVAIL**  
**LEURS :** non ■ un financement  
détourné de la prévention.

[illegible]

● **Grève des contrôleurs aériens belges.** — Les alguillons du ciel de Bruxelles se sont mis en grève le 25 septembre, à 14 heures, puis le 26 septembre au matin. On a décidé de suspendre leur mouvement pour quarante-huit heures. Le trafic a été très perturbé.



**Les cuisines Miele  
se regardent de près**

**...allez les voir chez :**

Co  
soignée  
Miele ap  
comme  
la passi

**MIDS**  
5, boulevard Raspail - 75006 Paris - Tél. 222.21.25  
Métro : rue du Bac - Ouvert du lundi au samedi, de 9 h à 19 h.

## LES FAMILLES NOMBREUSES PAIERONT MOINS D'IMPÔTS DÈS 1981

Les familles d'au moins 5 enfants  
frants bénéficient d'un demi-pourcent  
supplémentaire de la prime de 100  
pour le calcul de leur impôt sur le  
revenu. Cette mesure  
entraîne un milliard de  
dollars de réduction de l'impôt  
ou 225 millions de dollars  
pour l'État de l'Ontario.  
à la suite de l'annonce accordée  
par le ministre fédéral pour le  
président de la République  
M. Robert-André Rivest.  
Le ministre fédéral a indiqué  
que le gouvernement fédéral  
à l'égard que le chef de l'État a  
sélectionné de l'accord qui  
serait en fait un accord  
entre les deux gouvernements.  
Il permettrait de réduire la  
prime pour le calcul de l'impôt  
sur le revenu de 100 pour les  
familles à trois enfants  
à plus.  
Le ministre Rivest a  
ajouté que le gouvernement  
fédéral a  
1980.

Le projet de loi de finances pour 1981, approuvé par le conseil d'administration du 10 septembre et qui sera soumis au conseil d'Etat, est basé sur le principe de la décentralisation à partir du mois prochain, prévoyant d'accroître une demi-point supplémentaire le pourcentage de la dotation globale de fonctionnement des communes de moins de 200 habitants, de trois points supplémentaires pour celui de leur impôt sur les véhicules. Cette mesure permettra de jouer que pour les revenus de 1981 et cela-dire sur les impôts payés à l'Etat. Elle permettra 600 000 francs d'économie.

Le facilité avec laquelle le gouvernement a obtenu l'assentiment des députés, d'avancer d'un cinquième la mesure de la décentralisation, prouve que les députés de l'opposition n'ont pas de famille.

Le ministre de l'Intérieur a déclaré que les pouvoirs publics avaient prévu - dès l'origine - de céder à la décentralisation, mais qu'ils ne pouvaient pas mesurer déjà très précisément sa plus appréciée contre l'aplanissement du relief, la décentralisation sera comme un coup de pied dans la mer.

Al. V. J.

## HAUSSE DU DOLLAR APRÈS LE RELÈVEMENT DU TAUX D'ESCOMPTE AUX ÉTATS-UNIS

Le dollar s'est quelque peu affermi sur le marché des changes après l'annonce, jeudi 25 septembre à New-York, d'un relèvement du taux d'escompte de la Réserve fédérale des Etats-Unis porté de 10 à 11 %. Du coup, le cours du monnaie américaine est passé, Paris, de 4,1765 F à 4,19 F et de 1.1795 DM à 1.1875 DM. Le Forêt de 11 % à 12 % entre octobre 1974 et février. Le taux d'escompte des Etats-Unis avait précédemment été ramené à 10 % au fin mai et fin de juillet 1970.

La décision américaine a été provoquée par le fait que les accords de la masse ~~de l'acier~~ de la nature relancent une inflation, qui les pousse vivement. La ~~masse~~ place du dollar est ~~la~~ est Tokyo, où ~~la~~ brutisme revenue de 215,30 ~~à~~ 212,90 ~~par~~ raison de l'afflux des capitaux ~~de~~ notamment arabes, de Japon.

Le marché de l'or, aussi, est à l'or est à l'achat des ~~de~~ en provenance de l'Inde-Vietnam, les ventes ~~de~~ ont couru de l'once à 705 dollars jusqu'au matin à 697 dollars ~~de~~ mais le même niveau que ~~de~~ après midi.

ception rationnelle, finitions  
modèles très diversifiés...  
rique ■ ses cuisines,  
■ autres productions,  
du travail bien fait, le souci

lite et de la robustesse.

**Niele**

passion de l'exigence.

\_\_\_\_\_







# LES MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS SEPTEMBRE

### Léger repli

Les valeurs françaises ont effleuré mardi une partie de leur gains de la veille. L'indice de la tendance terminait à environ -0,25 %.

A la veille du week-end, les investisseurs se sont montrés prudents. Le repli de Wall Street lié à la perspective d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, ne les a guère encouragés à prendre des initiatives. D'autant que les comités d'Etat ont toujours été difficiles à prévoir.

Sur ce fond d'incertitudes, les pétroliers perdent du terrain, à l'exception d'Esso (+1 %).

Les valeurs étrangères sont fermes. (+0,8 %) touchent le seuil des 10 000 F. Hachette (+4,4 %) qui casse son plus haut de l'année est activement recherchée. Parmi les hausses, on note également : L. L. (+4,2 %), Eurofrance (+3 %), Docks de France (+2,5 %), Europe 1 (+3,3 %), Comptoirs Modernes (+2,8 %).

A la base, les plus importantes écarts sont enregistrés sur Golea-Lafayette (-5,8 %), Saurat (-5,7 %), Peugeot (-4,2 %) qui casse son plus haut de l'année, Signaux (-4,1 %), P.L.M. (-3,9 %).

Aux étrangères, les mines d'or se vendent à l'Harmony Gold à 3,87 \$, à la Hecla à 3,51 \$, à la Rand à 3,51 \$.

En revanche, les cours du métal jaune sont en retrait. Le lingot perd 13 F, à 93 000 F. Le lingot 13 F, à 790 F. Les emprunts indiciels reculent également.

Au total, sur le marché à terme, les baisses (102) l'emportent largement sur les hausses (70).

**COURS DU DOLLAR A TOKYO**

100 yens...	111,72
-------------	--------

## LONDRES CALME ET INCERTAIN

Dans un marché calme et incertain, les mines d'or se replient, tandis que les pétroliers cèdent un peu de terrain et que les industriels s'effritent.

**VALEURS**

VALEURS	CLOTURE	26/9	2/9
Banque Paribas	338	338	338
Comptoirs Modernes	325	325	325
Esso	315	315	315
Imperial Chemical	215	215	215
Shell	215	215	215
Unilever	195	195	195
Woolworth	185	185	185
Woolworth	185	185	185

**NOUVELLES DES SOCIÉTÉS**

**FINANCIÈRES DE PARIS ET DES PAYS-BAS.** Pour le premier semestre 1980, les résultats consolidés s'élevaient à 328,8 millions de francs (+15,9 %), soit 20,2 F par action contre 30,3 F pour les douze mois de 1979. Un acompte sur dividende de 12,7 millions de francs est distribué à partir du 17 novembre 1980.

**COMPTOIRS MODERNES.** Le bénéfice net du premier semestre 1980 est de 18,8 millions de francs contre 16,8 millions de francs en 1979.

**ESSE.** Au 30 juin 1980, le résultat d'exploitation avant provisions et impôts ressort à 22,7 millions de francs contre 21,3 millions de francs en 1979.

**CRÉDIT DU NORD.** Le bénéfice net du premier semestre 1980 est de 8,2 millions de francs contre 8,2 millions de francs en 1979.

**EUROFRANCE.** Le bénéfice net du premier semestre 1980 est de 3,3 millions de francs contre 3,3 millions de francs en 1979.

**DOCKES DE FRANCE.** Le bénéfice net du premier semestre 1980 est de 2,5 millions de francs contre 2,5 millions de francs en 1979.

**EUROPE 1.** Le bénéfice net du premier semestre 1980 est de 3,3 millions de francs contre 3,3 millions de francs en 1979.

**COMPTOIRS MODERNES.** Le bénéfice net du premier semestre 1980 est de 2,8 millions de francs contre 2,8 millions de francs en 1979.

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

## NEW-YORK Repli

Wall Street s'est replié 25 septembre, l'indice Dow perdant 8,79 points à 955,97, dans un marché volatil ébranlé que la veille (50 millions de titres échangés contre 55,8 millions).

Deux facteurs sont à l'origine de ce repli. Tout d'abord, le conflit qui fait rage dans la zone pétrolière a pesé sur la cote du pétrole. Des incertitudes qui règnent, à terme, sur l'approvisionnement des Etats-Unis en pétrole.

Ensuite, la montée continue des taux d'intérêt a inquiété les investisseurs. Ce n'est qu'après la clôture que l'on a connu le relèvement du taux d'escompte de la Réserve Fédérale des Etats-Unis, porté de 10 % à 11 % : ce relèvement a renforcé les préoccupations des investisseurs concernant l'inflation.

La masse monétaire, les pétroliers et les valeurs de la zone pétrolière ont subi la plus forte baisse de la séance.

**VALEURS**

VALEURS	COURS	26/9	25/9
Alcoa	74 1/4	74 1/4	74 1/4
Amstar	42 1/2	42 1/2	42 1/2
Armco	42 1/2	42 1/2	42 1/2
Chrysler	42 1/2	42 1/2	42 1/2
General Motors	42 1/2	42 1/2	42 1/2
IBM	42 1/2	42 1/2	42 1/2
Intel	42 1/2	42 1/2	42 1/2
Johnson & Johnson	42 1/2	42 1/2	42 1/2
McDonald's	42 1/2	42 1/2	42 1/2
Merck & Co.	42 1/2	42 1/2	42 1/2
Microsoft	42 1/2	42 1/2	42 1/2
Oracle	42 1/2	42 1/2	42 1/2
Rockwell International	42 1/2	42 1/2	42 1/2
Sony	42 1/2	42 1/2	42 1/2
Texas Instruments	42 1/2	42 1/2	42 1/2
United Technologies	42 1/2	42 1/2	42 1/2
Walt Disney	42 1/2	42 1/2	42 1/2
Wendover	42 1/2	42 1/2	42 1/2
Westinghouse	42 1/2	42 1/2	42 1/2
Yale	42 1/2	42 1/2	42 1/2

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDIENS**

**INDICE, base 100 à 30 sept. 1979**

Indice général	111,72
----------------	--------

**INDICES QUOTIDI**







مكتبة الشرق

# Le commerce des basketteurs américains en France

PAGE VI

## Richard Lewontin contre la sociobiologie

PAGE XV

## DOSSIER : la Citizen Band

PAGE XIX

SUPPLEMENT AU NUMERO 11092, NE PEUT ETRE VENDU SEPARATEMENT

DIMANCHE 28 SEPTEMBRE 1980

# Le Monde

D I M A N C H E

## La politique se vend bien

Peut-on vraiment lancer un homme politique comme on lance une savonnette? Les professionnels du marketing s'y emploient. Même si les résultats ne sont - heureusement - pas garantis, le débat vient de s'ouvrir, au moins devant le public.

JEAN-FRANÇOIS CORNIER

Le marketing politique a les mains sales. En France, tous les partis politiques en font, mais cela ne se dit pas. Au R.P.R., on répond que c'est un «vi-  
vum mot». A l'U.D.F., même mauvaise réputation - comme s'il s'agissait de la démocratie de «vérole politique». Et pourtant, l'an dernier, sur les affiches pour les élections à l'Assemblée européenne, la couleur des yeux de Simone Veil avait été modifiée pour qu'elle parût plus douce, et soit conforme à l'idée que les électeurs se faisaient d'elle. Et Michel Crépeau fixait sans complexe, le 18 avril, dans un vocabulaire marketing du plus pur classicisme, cet objectif pour le M.R.G. : «Ce qu'il nous faut, c'est nous positionner». Alors, Jimmy, Valéry, François et les autres : de simples produits en quête d'acheteurs? Peut-on vraiment lancer un homme politique comme on lance une savonnette?

Le curriculum vitae de Jean-Pierre Raffarin, l'ancien député national du P.R. chargé de l'audio-  
vision, est ainsi exemplaire de ces nouveaux gourous : il était, auparavant, chef de produit des cafés Jacques Vabre. Claude Marti, qui dirige le groupe «communication» dans l'équipe de Michel Rocard, est publicitaire chez T.R.W.A. (clients : Evian, Ray Ban, Oronatine, Kiehl - Colomnes) et dirige l'A.A.C.P., association qui regroupe les principales agences françaises de publicité, 7 milliards de chiffre d'affaires. Michel Bongrand, lui, s'illustra en lançant les films de James Bond. C'est le pionnier, avec son agence Services et Méthodes. Il offrit ses services à de Gaulle, qui n'en voulut pas, puis se tourna vers Jean Lecanuet, qui en voulut bien. Tout en changeant plusieurs fois de clients, il a réussi à rester à peu près fidèle aux majorités dans la majorité : il dirigea la campagne du centriste Lecanuet contre de Gaulle en 1965, avant de passer au service du parti gaulliste aux législatives de 1967, de conseiller Jacques Chaban-Delmas en 1974, puis de diriger la campagne de Michel d'Ornano, candidat U.D.F. à la mairie de Paris en mars 1977. Jacques Séguéla, lui, qui

lance les «produits libres» et vend indistinctement les mérites respectifs de Citroën, du Bon Marché ou des sacs Vuitton, a réalisé aussi indistinctement - ce qui ne va pas sans un problème de déontologie - les campagnes de l'U.D.F. («La majorité aura la majorité»), du P.R. («Le socialisme, une idée qui fait son chemin»), et du R.P.R. avec les affiches «Oui à la France... qui gagne» où l'on voyait Guy Druet sautant des haies : «Oui à la France... qui tape».

collait pleine page. Seul le P.C., qui recruta des spécialistes parmi ses militants, s'échappa à la razzia. La prochaine présidentielle sera lieu de nouvelles grandes manœuvres. En sous-main, vous apprenez qu'il y a déjà eu, ici et là, de discrets appels d'offres aux agences publicitaires habituelles des campagnes électorales. Cet été d'avant l'horizon 1981 n'aura guère été chahuté : de la fin août à la mi-septembre, les universités d'été se sont succédées avec un bel entrain. Derniers coups par ces devoirs de vacances : les radicaux veltinsiens, dont les militants étaient convenus à se perfectionner dans «l'expression par l'audio-visuel» ainsi que dans «la technique de rédaction d'un journal électoral». Et ce n'est pas du marketing, qu'est-ce donc?

lancé par le marketing. A l'instigation de Jacques Baunel, cinquante jeunes attachés de mission furent envoyés éparquer les candidats récalcitrants aux méthodes nouvelles. Les routiers qui arrivaient jusque-là au café à quelques poignées de main dans les marchés étaient leurs meilleurs agents électoraux. Six mois avant les élections, les députés ont été invités à se recycler, la formation permanente. Les week-ends de Poincy-la-Forêt, les séminaires régionaux de Rennes et de Brest avaient été studieux. Les députés ne chômaient pas le dimanche. L'Assimil du parfait candidat - en trois tomes et mille feuillets - proposait, par exemple, différents modèles de discours pour les meetings



contradictoires, mais que l'ad-  
vocat centriste, Michel Rocard, ou communiste. Il recommandait aussi, pour l'Assemblée, aux épouses des députés d'organiser des dîners chez elles, au profit de ce principe que les Américains ont inventé : le «merchandising». Le conseil U.D.F. prévoyait un guide pour chaque jour de la semaine, intitulé «merchandising». Une analyse intitulée «la politique se vend bien» était distribuée aux députés. Les députés ont été invités à se recycler, la formation permanente. Les week-ends de Poincy-la-Forêt, les séminaires régionaux de Rennes et de Brest avaient été studieux. Les députés ne chômaient pas le dimanche. L'Assimil du parfait candidat - en trois tomes et mille feuillets - proposait, par exemple, différents modèles de discours pour les meetings

### Roses et pyjama

L'acclimatation d'un «marketing à la française» n'alla pas toujours sans crises : en 1975, Services et Méthodes avait imaginé la distribution de roses aux ouvriers de chez Renault par des majorettes, et Jean Lecanuet dut bloquer un film qui le montrait en pyjama, faisant sa toilette. Cette agence avait aussi imaginé de couvrir les chaussures et les mains de points verts de 10 centimètres de diamètre, dans plusieurs villes de province, selon une progression hachée (deux mille au début, dix mille à la fin). Le quatrième jour, l'insupportable suspense cessait enfin - et arrivait l'affiche : «Le point vert, c'est l'Europe». L'Europe, sans Lecanuet. Ce fut le début de son apprentissage, le «marketing à la française» : surtout, il était candidat à Nancy, Lorraine, France, Jean-Jacques Servan-Schreiber se déplaçait dans un avion trappé de la croix de Lorraine. En 1974, les tee-shirts proclamaient «Clicard à la barre» de la même façon que, en 1955, pendant la campagne d'Eisenhower, on avait rien, c'est-à-dire qu'on n'avait pas républicain. L'on ne portait pas le badge «I like Ike». Mais les candidats ont dû apprendre la publicité à leurs besoins n'y répondant pas : en 1958, Jean-Marcel Jeanneney et Pierre Mendès France, des affiches proclamaient : «J'aime J.M.F.». Les initiales, seules, signifiaient, et gagnaient : J.M.F. élu.

Mais il n'y a jamais rien de nouveau sous le soleil. En 1952, Antoine Pinay - dont le chapeau si banalement français se petit épargeant préfigurait, comme symbole, le pull-over décontracté de V.G.R. - soignait déjà sa légende : il est vrai que cette image était la meilleure garantie de son emprunt. Au final, la politique a toujours consisté, pour une part, à fabriquer une image, et, pour l'autre, à faire croire que l'image est la réalité.

L'opinion qu'on a des choses elles-mêmes, comme le rappelle Services et Méthodes, avec moins de génie littéraire, dans le dossier du candidat : «Dans toutes vos interventions et dans vos manifestations, vous devez reproduire la formule qui est susceptible de satisfaire

(Lire la page IV.)

SOMMAIRE DÉTAILLÉ  
PAGE XX







**THIERRY QUINSAT**

D'après lui, l'argent n'a aucune importance dans ce renouveau du poker qu'il constate chez les moins de trente ans. « C'est un peu une façon de mépriser l'argent que de jouer. Depuis quelques années, le jeu s'est transformé. On ne le considère plus comme un jeu d'argent, mais comme un jeu de société », si tu veux, constate beaucoup d'anciens médiateurs étudiants qui jouent. Sans aller trop loin, on peut dire que c'est encore une façon de dire non à une société où tout est basé sur le fric. Et puis, tu vois, ce n'est pas un hasard si l'armée forme un gros contingent de joueurs de poker. Ça n'a rien d'étonnant, avec le long cortège d'heures d'ennui qu'elle distille. On joue pour tuer le temps, peut-être parce qu'il y a rien d'autre à faire. Le poker procure, à peu de frais finalement, toute une gamme de sensations que l'armée ne peut offrir dans le vide qu'elle mène. Et puis, autour d'un tapis de cartes, les classes sociales disparaissent. Après une nuit de jeu, perte ou gain, peu importe, quand tu descends dans la rue ou petit matin et que tu vois les gens qui sortent de la boulangerie avec leur pain, tu te dis : ça n'a rien de si peu, moi, j'ai l'impression d'être plongé à un autre monde. C'est une aventure immobile. » Fin de partie.

[illegible]







pourti gds, le chavoursé ! ». avec rauque des gens de mer un marin de légende sur le petit port recueilli de La Menle. Manière bien à lui de signifier que, de toute façon et quoi qu'il arrive, tout n'est jamais pour le mieux dans le meilleur des mondes. ■

sur  
et-  
à  
nte  
au  
rès  
rin  
les  
tes  
re-  
les  
nté  
et  
en  
gul,  
on  
par  
nit  
ta-  
da

1











VIII LE MONDE DIMANCHE  
28 SEPTEMBRE 1980

AUJOURD'HUI

## REFLETS DU MONDE

INTERNATIONAL  
**Herald Tribune**

### Retour à la nature

Une variété de chaussures synthétiques plus confortables que le cuir, et qui coûtent moins cher, ont été fabriquées à partir du pétrole. Elles ont été vendues par les magasins de chaussures, ceux qui vendent les principaux vêtements de la saison d'été, et ceux qui vendent les principaux vêtements de la saison d'hiver.

Cette variété de chaussures synthétiques a été développée par l'industrie du pétrole. Elle est plus confortable que le cuir, et elle coûte moins cher. Elle a été vendue par les magasins de chaussures, ceux qui vendent les principaux vêtements de la saison d'été, et ceux qui vendent les principaux vêtements de la saison d'hiver.

**24 heures**

### La mort d'un chercheur

Le quotidien Herald Tribune a rendu hommage à M. Morganthau, le père du Nescat, un produit particulièrement doux, et qui a été vendu par les magasins de chaussures, ceux qui vendent les principaux vêtements de la saison d'été, et ceux qui vendent les principaux vêtements de la saison d'hiver.

Le journal Herald Tribune a rendu hommage à M. Morganthau, le père du Nescat, un produit particulièrement doux, et qui a été vendu par les magasins de chaussures, ceux qui vendent les principaux vêtements de la saison d'été, et ceux qui vendent les principaux vêtements de la saison d'hiver.

## THE TIMES

### Pas aussi roturière qu'on le pense

Les membres du parti conservateur, qui défont les humbles origines du premier ministre britannique, ont un motif de consolation : on vient enfin de découvrir, en l'homme qui a dirigé la politique britannique pendant plus de dix ans, un homme qui n'est pas aussi roturière qu'on le pense.

Le Times rapporte que M. Thatcher, le premier ministre britannique, n'est pas aussi roturière qu'on le pense. Elle a été découverte en l'homme qui a dirigé la politique britannique pendant plus de dix ans.

## ASSOCIATED PRESS

### A contretemps

Le gouvernement yougoslave a déclaré qu'il n'y avait pas de problème de reconnaissance au sein du pays. L'agence Associated Press a rapporté que le gouvernement yougoslave a déclaré qu'il n'y avait pas de problème de reconnaissance au sein du pays.

Le gouvernement yougoslave a déclaré qu'il n'y avait pas de problème de reconnaissance au sein du pays. L'agence Associated Press a rapporté que le gouvernement yougoslave a déclaré qu'il n'y avait pas de problème de reconnaissance au sein du pays.

Le gouvernement yougoslave a déclaré qu'il n'y avait pas de problème de reconnaissance au sein du pays. L'agence Associated Press a rapporté que le gouvernement yougoslave a déclaré qu'il n'y avait pas de problème de reconnaissance au sein du pays.

**Votre bibliothèque à colonnades**  
170 combinaisons différentes  
Demandez notre documentation LM gratuite  
modèles déposés



200 modèles de sièges cuir  
CAPTAIN  
COOK  
à 4 positions

**paringer**  
PARIS : 121, rue du Commerce-Midi  
(angle bd Montparnasse)  
75006 Paris Tél. : 01 42 22 22 09  
PARIS : 12, rue de la Chapelle 75007 - 6, rue de Valenciennes 75007 Paris  
LYON : 89, rue Bellecour 69003 Lyon Tél. : 07 851 82 16

## ÉTATS-UNIS

# L'industrie des copies fantômes

Il est moins fatigant - mais plus coûteux - de faire rédiger ses travaux universitaires par autrui. Une industrie à demi légale s'est développée dans de nombreux États américains.

BERNARD SPITZ et ALEXANDRE WICKHAM

Une industrie multiforme en développement en ces temps où les étudiants américains sont de plus en plus pressurés par les exigences de l'enseignement supérieur. Les étudiants ont recours à des services de copies fantômes pour faire rédiger leurs travaux universitaires. Cette industrie est à demi légale et s'est développée dans de nombreux États américains.

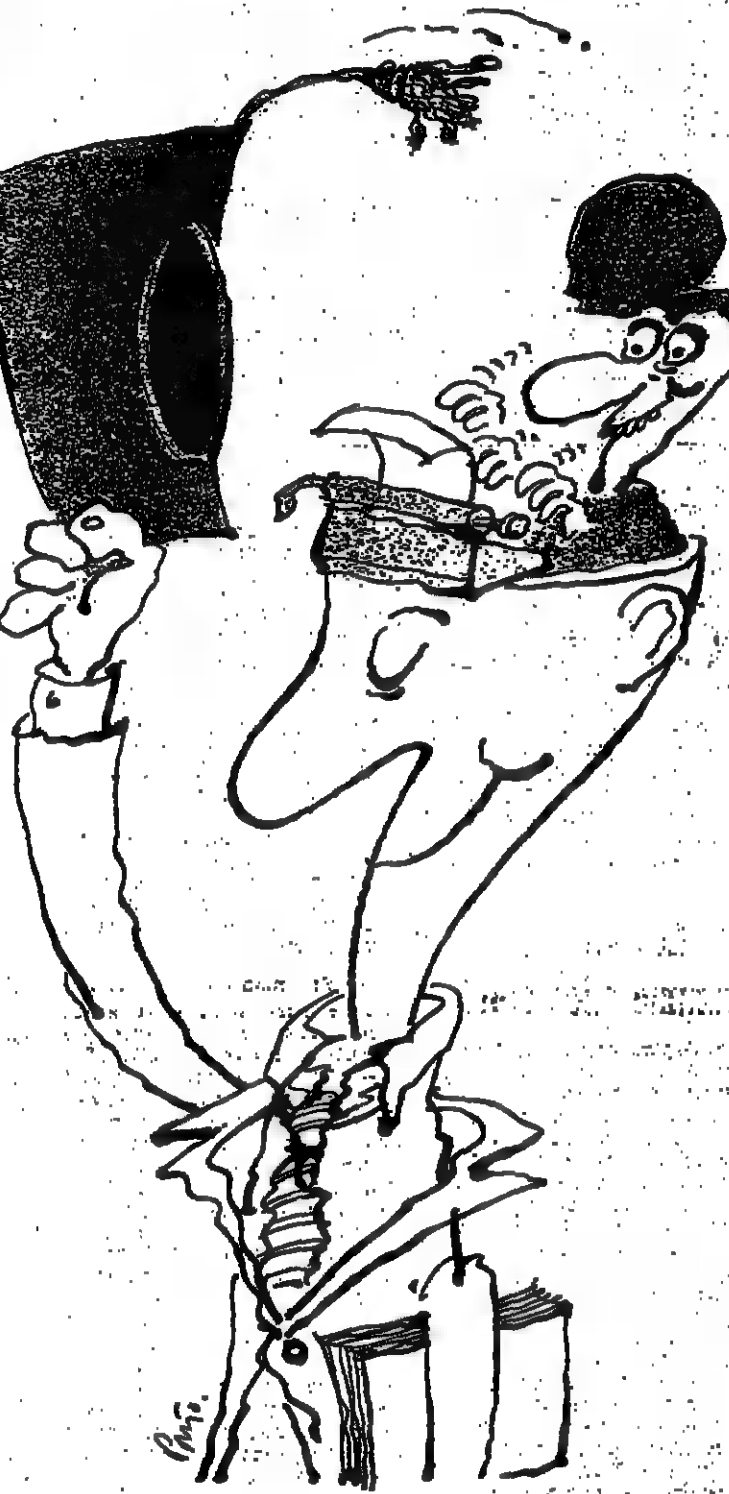
Depuis toujours, les étudiants américains avaient recours à des services de copies fantômes pour faire rédiger leurs travaux universitaires. Cette industrie est à demi légale et s'est développée dans de nombreux États américains.

### Unlimited

Tout a changé au début des années 70 avec l'arrivée des services de copies fantômes. Les étudiants ont recours à des services de copies fantômes pour faire rédiger leurs travaux universitaires. Cette industrie est à demi légale et s'est développée dans de nombreux États américains.

Devant de tels arguments, la justice décide de réagir. L'attorney général de l'État de New York, M. Louis J. Lefkowitz, fit condamner de tels services de copies fantômes. Cette industrie est à demi légale et s'est développée dans de nombreux États américains.

Ainsi les étudiants pouvaient racheter d'anciens travaux à 2 dollars la page ou en commander d'originaux pour 4 à 6 dollars la page. Les slogans de ces sociétés - tel celui de Tempa-



PORTO MORANO

coincés par le temps, les étudiants ont recours à des services de copies fantômes pour faire rédiger leurs travaux universitaires. Cette industrie est à demi légale et s'est développée dans de nombreux États américains.

### Publicités

Des scandales éclatèrent, notamment à Harvard en 1971 où deux étudiants furent surpris à vendre clandestinement le même travail. L'un fut suspendu un an de l'université et l'autre renvoyé définitivement. En 1972, un étudiant travaillant au Harvard Crimson - le fameux quotidien de l'université - découvrit un véritable trafic de copies volées à des professeurs et qu'il échangeait les services de tempers entre elles.

Enfin, un certain nombre de responsables universitaires soulevèrent que ces affaires se répétaient à l'intérieur même des établissements et non devant des tribunaux civils. Aussi, profitant de ces hésitations, les entreprises de tempers continuèrent à prospérer. En 1977, sur l'initiative de l'attorney Robert del Tufo (district de Newark, New-Jersey), un compromis fut trouvé au niveau fédéral. Les sociétés pou-

vaient continuer à exercer leurs activités, mais à condition d'établir un fichier de leurs clients et de le mettre à la disposition des universités. Elles devaient, en outre, renoncer à faire de la publicité dans les journaux des établissements scolaires. Ces mesures devaient permettre de déconstruire les fraudes. Mais comme le déclarait alors au New York Times Carol Gray, employée d'une grande entreprise de tempers : « Bien que les étudiants s'engagent à ne pas utiliser leur commande que comme un instrument de travail, il est certain que la plupart se contentent de rajouter leur nom en haut de la page de garde avant de remettre le devoir. Comment cela peut-il abuser les correcteurs, voilà une chose qui me dépasse ».

Ainsi, en dépit de dix années d'efforts des législateurs et de tentatives des collèges pour combattre les fraudes des étudiants, ces entreprises font aujourd'hui plus d'affaires qu'il y a dix ans. Elles les font cependant plus discrètement. La publicité continue à être remplacée par des annonces ambiguës. Recherche, assistance, conseil : autant de termes neutres qui ne soulignent pas le véritable potentiel à lire entre les lignes. À l'intérieur même des entreprises, cette prudence teste de mise : au siège de Research Exchange, à Jersey-City, les paquets sur les murs indiquent : « Nous ne faisons pas de tempers », « Recherche académique ». Dans les bureaux d'Academic Research, à Stanford, il est précisé : « Nous n'acceptons pas de commandes destinées à être soumises à une quelconque institution ». Des précautions touchantes qui permettent à ces sociétés de déguiser leur responsabilité en cas d'incident, mais dont l'hypocrisie apparaît de façon manifeste lorsque les étudiants viennent commander leurs travaux.

### Cartes de crédit

Dernière, en effet, de croire à une coïncidence quand trois élèves d'une même classe viennent demander le même devoir à quelques jours d'intervalle ! La société se contente pourtant d'enregistrer les trois commandes et d'envoyer cinq pages à chacun avec les mêmes idées dans un ordre différent.

Les catalogues offerts sont souvent impressionnants : Research Exchange propose soixante-cinq mille sujets - de la physique nucléaire à la sociologie de l'enfant - à des tarifs variant entre 3 et 8 dollars la page. Pour de simples travaux sur un thème précis, il en coûte de 2 à 4 dollars la page suivant le délai demandé. Évidemment, comme le précise un employé : « Les cartes de crédit sont acceptées ».

Les étudiants ne sont pas les seuls clients des entreprises de Ghost Writing. Des professeurs souvent réputés mais en mal d'imagination ont également recours à leurs services pour faire écrire quelques articles au moment festif où l'administration des universités s'interroge sur le renouvellement de leurs contrats. Mais les tarifs sont en rapport : on paie de 1000 dollars la page en cas de panique dans un journal. Il s'agit là de l'aristocratie de l'écriture fantôme.

Plus modestement, des étudiants, seuls ou avec quelques amis, montent une petite entreprise dans le pays de petites entreprises qui finissent par concurrencer les gros industriels du tempers.

« Quand on sait où chercher l'information et qu'on a une bonne capacité de synthèse, on peut se faire quelques centaines de dollars par mois », explique Frank, qui a monté son entreprise à New-York. Comme ses confrères, il fait passer des petites annonces dans des journaux et des magazines locaux, tels le Soho News, le Village Voice, New York Magazine ou Cue, et n'accepte les commandes qu'après avoir le numéro de téléphone du client. « Je dois être très prudent », nous explique-t-il. « Même si tout le monde est en courtoisie, c'est quand même illégal et je ne veux pas me faire remarquer. » Le Ghost Writer - l'écrivain fantôme - préfère parfois jouer à l'homme invisible.

(1) Les deux plus grands fournisseurs universitaires américains d'enseignants - également présents en France à la maîtrise et au doctorat.





















**IVAN FARKAS/TOTOGRAM**

## BATAILLE

# Jean-Pierre Chamoux et les multinationales de l'information

**I**NFORMATION « immatérielle » (télécommunications) se substitue de plus en plus à l'information « matérielle » (voie postale). Et le phénomène n'est pas nouveau : son ampleur **actuelle** pose **de** nouveaux problèmes qu'analyse Jean - Pierre **Chassagnon**, ingénieur consultant, président de l'Association française d'Informatique dans un livre *Informatique sans frontières*, édité par la Documentation française. A l'heure où les moyens audiovisuels, les supports de télécommunications et l'informatique nouent des liens toujours plus étroits, les nations du monde occidental s'engagent dans une « bataille » de l'information » dont l'auteur évoque les enjeux.

« J'imagine que [ ] la rue est sceptique sur l'importance que les spécialistes peuvent [ ] à la circulation des informations et à leur traitement. Qu'est-ce qui [ ] l'intérêt que l'on porte à cette question ?

— C'est un problème très ancien dans la mesure où l'information est toujours censurée. Mais aujourd'hui le droit de savoir, le droit de connaître et de choisir — expression fondamentale de la liberté de l'homme — constituent un défi nouveau. Tant que les hommes communiquent par la parole ou l'écrit, il est facile de leur faire entendre ce qu'ils veulent. Mais il n'est pas si facile de leur faire entendre ce qu'ils n'ont pas envie d'entendre. Pour qu'il y ait un message écrit, il faut au moment où les moyens de communications de masse impliquent une lourde infrastructure industrielle, la liberté de communication dépend de la liberté des moyens de transmission et de la liberté de réception. Pourquoi est-ce si important ? Parce qu'on ne peut pas dissocier les supports d'une

communication entre deux personnes du contenu de l'échange. L'infrastructure des télécommunications est devenue internationale; sa maîtrise — qui passe par celle des technologies — suppose un fort investissement en capital. Le défi consiste donc à parvenir à cette maîtrise, qui est essentielle pour l'exercice de la liberté.

— Sommes-nous en bonne posture pour le relever ?

Actuellement, les États et les opérateurs privés qui restent sous la coupe de l'État, donc bornés aux frontières nationales, sont totalement incapables d'appréhender les marchés internationaux des produits d'information. Pas plus qu'ils ne peuvent faire face aux problèmes que leur pose cette information pour faciliter les échanges et les rendre indispensables à la diffusion de ces produits. Donc, tant sur le plan économique que politique, il faut s'attachant des frontières si on veut imposer un produit d'information. Que ce soit une banque de données, un produit moderne de type Vidéotexte ou un procédé technologique, on ne peut pas faire un marché international. On le constate déjà avec le cinéma : un film qui n'a pas au départ un marché mondial ne peut pas être un film à grand budget. C'est la raison pour laquelle il serait paradoxal que l'on fasse avec les nouvelles technologies un marché mondial. L'opérateur qui veut élargir qu'àvec la télévision couleur, c'est-à-dire de choisir des standards techniquement très bons mais impossibles à exporter.

## Le motle

## Le moule

— Vous [redacted] aussi, qu'un Etat est trop petit pour affronter un « grand » problème de ce type ?

— Le **Etat** est **faci-**  
liser la création des opportunités.

**Le droit de savoir et de choisir est un nouveau défi. La concurrence internationale accentue les difficultés.**

ERIC RONDE

longueurs apparaissent, il faut les saisir, puis aider les projets par une action de soutien à la recherche et au développement industriel pour leur faire atteindre leur majorité. Alors, il faut aller au-delà des frontières du marché international. Je crois que l'Etat, borné à ses limites, ne peut pas avoir la même souplesse d'adaptation et les mêmes réactions qu'un opérateur privé. C'est pourquoi, pour lancer des produits d'information nouveaux il serait à mon sens souhaitable qu'il fasse un pas en arrière et qu'il laisse la place à des industriels innovateurs qui subissent les risques et qui auront les avantages de la concurrence. L'Etat peut fournir des profits. Si l'Etat se lance dans l'aventure, il aura forcément de tels handicaps par rapport aux sociétés multinationales qu'il s'en fera de fortes chances de perdre. Il ne faut pas oublier et de ne pas recevoir les dividendes correspondants.

— Vous connaissez beaucoup d'industriels français prêts à jouer ce jeu ?

— J'espère qu'il y en aura.

— Si je vous comprends bien, il faut développer les moyens de télécommunications modernes ainsi que des produits d'information tout en s'inspirant de la démarche des sociétés multinationales. Par ailleurs vous écrivez que la libre circulation des informations dans le monde favorise l'essor de ces géants

et non des sociétés ; et  
parmi les multinationales en  
premier lieu les multinationales  
Alors est-ce qu'il faut  
suivre cette voie ?

— Il y a des multinationales partout, une part importante du développement économique du monde est assurée par les performances de ces entreprises, dans une maîtrise de la technologie que nul autre pays ne possède. Il y a des entreprises qui s'imposent. L'un des enjeux politiques les plus importants est d'agir sur ces entreprises. Il faut faire en sorte que toutes les sociétés jouissent des mêmes avantages. Actuellement, il faut se préoccuper comme d'habitude, mais unique pour pouvoir louer un réseau de

pas le droit de partager une ligne, qu'elle européenne ou transatlantique, entre plusieurs sociétés distinctes. Les coûts de location sont par ailleurs soumis à trop d'aléas qui dévalorisent les utilisateurs potentiels de tel pays ou de telle région dans un même pays. Il y a là des importants qui une menace et qu'il appartient aux le.

En France, le gouvernement a pris récemment des mesures de simplification et d'abaissement tarifaire sur les relations transatlantiques et inter-européennes qui vont dans le sens de ce que

je demande ; c'est un peu, mais  
il ne faudra pas s'en tenir là.

— Inégalités devant les télécommunications donc, mais vous expliquez aussi que l'interdiction de leur usage reviendrait à une régression en droit. Pour quelles raisons ?

— Quand on échange un message par la poste, on est garanti qu'il n'y a pas d'intermédiaires, sauf cas très exceptionnels, qu'il ne sera pas y a pas les officiers de poste. Il y a des communications téléphoniques, mais ces-là, non, mais ce sont des exceptions — une règle de droit qui est posée comme un principe. En matière de communication téléphonique et surtout télégraphique, puisque c'est télégraphique qui est l'origine de cette norme, la notion d'un principe. Au contraire, il dit que le message doit être — on ne peut pas dire qu'il se transite. Ce langage remonte à une vieille tradition de gestion militaire des télécommunications — plus aujourd'hui — tualité mais qui a laissé des traces dans notre droit et dans le droit international. Il y a — les règlements doivent eux aussi être révisés par les États

## Oligopole

— Les banques dominantes sont américaines, la quasi-totalité des banques de l'Atlantique Nord est américaine, IBM et RCA jouissent de positions dominantes, pour ne citer que ces exemples. Ne craignons pas que le développement des communications aggrave ce déséquilibre aux dépens des cultures européennes ?

— Il y a en effet des indices très inquiétants. Dans le domaine des banques de données, certaines firmes sont en passe d'im-

poser leur **monopole** comme d'autre l'ont fait en matière de production et de diffusion étiomorphologique. Je pense qu'un message de ce genre, de donner que nous pouvons continuer à développer en Europe il faut attendre, quand cela est possible, de collaborer avec certaines banques américaines. L'exemple qu'offre Chemical Abstracts Services est à cet égard intéressant. Cette banque, qui est la plus importante au monde, a fait de l'information chimique un monopole américain. Comme il est impossible de la concurrencer, les pays industrialisés n'ont d'autre choix que de s'y abandonner. Mais lors, il vaut mieux, comme le font certaines nations, dont la France et même des pays de l'Est, — participer à l'élaboration de son fonds documentaire que de se confiner dans le rôle d'un simple client. L'avantage est double ; l'usage a plus de poids et une **production** de sources est assurée. Il faut parfois savoir faire preuve de souplesse. Dans certaines circonstances, il vaut mieux investir un terrain d'essai que d'être l'infléchir de l'intérieur, que de rester complètement hors de la compétition.

— Ne craignez-vous pas que cette course à la compétitivité vers des équipements toujours plus élaborés ne fasse au contraire perdre l'humanité ?

— Il peut y avoir un paradoxe : compétitivité et convivialité. Mais nous n'avons pas le choix. Nous devons tirer parti des économies d'échelle, donc produire des matériels très standards, peu chers et en grandes quantités. Il n'y aura de convivialité qu'en maîtrisant ces supports. Alors nous allons fabriquer des produits d'information qui, eux, seront le reflet du groupe qui les produit. ■























# LA CITIZEN BAND

La citizen band - la radio de la convivialité - fait chaque jour de nouveaux adeptes. Mais elle se heurte en France à une réglementation rigide.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

« Appel en fréquence de Budoc, quelqu'un me copie-t-il ? » Qui répondra : Calimity, Gros Bébé, Horace, Dix Heures Dix, Météo, Judoka ? Derrière ces QRZ (1) variés, parfois surprenants, un homme ou une femme « module ». Le 27 c'est radio-canon, radio-convivialité, radio-loisirs.

C'est en 1930 qu'Al Cross, un Américain passionné d'électronique, construisit son premier talkie-walkie, l'ancêtre de la citizen band. Vingt-trois ans après la F.C.C. (Federal Communication Commission), attribuée aux « citoyens » vingt-trois canaux sur la bande des 27 MHz. En 1973 la limitation de vitesse sur les autoroutes américaines provoque la colère des routiers... Et le développement de la citizen band : éviter les contrôles radar et surtout rompre la solitude, parler et non plus seulement écouter. Ils sont maintenant plus de quinze millions aux Etats-Unis à utiliser leurs postes, et ils disposent de quarante canaux d'une puissance de 5 watts.

Depuis quelques mois le 27 connaît un développement considérable en France. Une offensive commerciale de grande envergure venant d'une certaine saturation du marché américain. C.S. Import (postes Président), qui possède plus de 50 % du marché (2), a vendu au mois d'octobre 1979, premier mois de son exercice, cinquante postes à trente-neuf revendeurs. Au mois de juillet 1980 onze mille postes à deux mille cinq cents revendeurs : une progression de rêve pour n'importe quel chef d'entreprise. Alors ? La C.B. un « radio-gadget » introduit sur le marché en parfaite violation du code des P.T.T. ? Pas si simple.

Pendant une dizaine d'années les quelques milliers d'utilisateurs de la bande des 27 MHz, regroupés pour la plupart en associations, sont complètement ignorés. Connus de l'administration, qui les tolère, ils n'ont pas de statut légal et respectent une discipline analogue à celle des radios amateurs. Casino, aujourd'hui gérant de C.S. Import, est l'un des plus anciens : « J'ai même eu entre les mains, quand j'étais enfant, un des premiers talkie-walkies importés du Japon en 1935, une vieille histoire... » Les citoyens ? « Non pas des radios amateurs mais des amateurs de radio. Parler, répondre, communiquer, mais avec son voisin, celui qu'on ne voit jamais mais qui fait le même trajet que vous depuis des ans. Dans nos conversations, les considérations

techniques passent au second plan, les appareils ne sont d'utilité pas très compliqués. »

Ils sont plus de cent mille actuellement, dont la plupart ont été achetés par le faible coût d'achat et les grandes possibilités d'utilisation. Pour Calimity, cibiste depuis trois semaines, le 27 a de multiples usages : « Quand on est taxi comme moi, on pense d'abord aux embouteillages, mais j'ai toujours mon copain avec moi (taxi lui aussi) et puis toutes les rencontres faites au hasard des routes. La première fois j'étais très timide, puis comme cela s'est répété, j'ai pris confiance. Pour Calimity, cibiste depuis trois semaines, le 27 a de multiples usages : « Quand on est taxi comme moi, on pense d'abord aux embouteillages, mais j'ai toujours mon copain avec moi (taxi lui aussi) et puis toutes les rencontres faites au hasard des routes. La première fois j'étais très timide, puis comme cela s'est répété, j'ai pris confiance. Pour Calimity, cibiste depuis trois semaines, le 27 a de multiples usages : « Quand on est taxi comme moi, on pense d'abord aux embouteillages, mais j'ai toujours mon copain avec moi (taxi lui aussi) et puis toutes les rencontres faites au hasard des routes. La première fois j'étais très timide, puis comme cela s'est répété, j'ai pris confiance. »

## L'antenne

Sur la route, il suffit de tourner le bouton. « Fongio 95 appelle en fréquence Goldorak 94, ça es sur le 27 ? » « Affirmatif Fami, on fait un QRZ sur le 15... » « OK, c'est parti ! » « Attention les stations, ici Fongio 94, il y a une boîte à images [radar] au kilomètre 85 ! » Une dizaine de cibistes remercient Fongio 94 d'un brouhaha général. Entre eux, un signe de reconnaissance : l'antenne, grande et généralement fixée sur le toit, déclenche immédiatement appels de phares et saluts. Les perturbateurs, qui bloquent leur poste en émission et diffusent musique ou cassettes, sont le cauchemar des utilisateurs du 27. A deux ou trois millions de cibistes, on imagine les risques de saturation.

Certains sont intraitables : « Appel en fréquence de Bébé Rose, quelqu'un me copie-t-il ? » « O.K. Fami, ici Fongio Papa 94... » « Tu sais s'il y a du monde à la Concordie ? » (leur point de ralliement à Paris). « Affirmatif Fami, on est une quinzaine. » « Bon, farrise. » Et là ils parlent encore : le matériel, les QSO de la veille, les nouvelles des uns et des autres.

ment, de porter secours, mais elle n'est pas un moyen fiable. »

En France, les limites du régime de la tolérance sont apparues avec l'augmentation du nombre de postes. Depuis quelques mois, plusieurs personnes ont été condamnées pour infraction au code des P.T.T. L'éventualité d'une réglementation dans la bande des 90 MHz (3) centimètres de longueur d'onde) a provoqué la fureur des cibistes. Ceux-ci pensent qu'une telle fréquence n'est pas envisageable pour une communication de loisir. Leur argumentation est surtout technique : le 90 MHz étant une fréquence centimétrique, le matériel plus sophistiqué serait d'un coût nettement plus élevé (vingt à dix fois plus cher) et n'offrirait qu'une efficacité moindre. D'autre part, il n'existe pas actuellement de matériel C.B.

## Le code cibiste

Le code des utilisateurs du 27 est issu du code Q utilisé en graphie par les radio amateurs. Ce code permet d'être compris dans n'importe quelle langue et de faciliter les manœuvres. Il n'a pas de raison d'exister en français phonétique, surtout pour les cibistes, mais continue néanmoins d'être employé. Nous n'indiquons ici que les principales abréviations. Q.M. : un homme (« old man »). Y.L. : une femme (« young lady »). T.X. : émetteur-récepteur. Météor : météo. Copier : recevoir.

Push-pull : voiture. 73 : amitié. 88 : bons baisers.

QRZ : nom de la station. QSO : conversation. QTH : l'endroit d'où l'on émet. QRA : domicile. QRM : parasite, brouillage. QRG : fréquence. QGY : changer de canal. QRM 22 : la police. QRT : cesser l'émission.

Canal 27 : canal d'appel. Canal 19 : canal des routiers. Canal 9 : appel d'urgence.

## La réglementation EN FRANCE

Seuls les appareils portatifs sont autorisés. Les « P.P.T. » (1) d'une puissance maximale de 5 milliwatts ne sont soumis à aucune réglementation. Les « R.P.P. » (2) ne doivent pas dépasser une puissance d'émission de 100 milliwatts avec une antenne intégrée d'une longueur maximum de 1,50 mètre. Ils ne peuvent comporter qu'un seul canal et sont soumis à une redevance-licence (150 F par an). L'article L 89 du code des P.T.T. précise que seuls les appareils qui ont fait l'objet d'une homologation peuvent être fabriqués, importés, vendus ou acquis en vue de leur utilisation en France. L'article R 52-1 du code fixe les normes techniques de construction et d'utilisation des stations électriques et ne permet pas l'homologation des postes C.B. tels qu'ils existent actuellement.

L'achat et la possession d'un appareil de ce type pour une utilisation à l'étranger est possible, mais nécessite la détention d'une facture d'achat, prouvant le paiement de la T.V.A. et d'une

déclaration de détention (modèle 30-50).

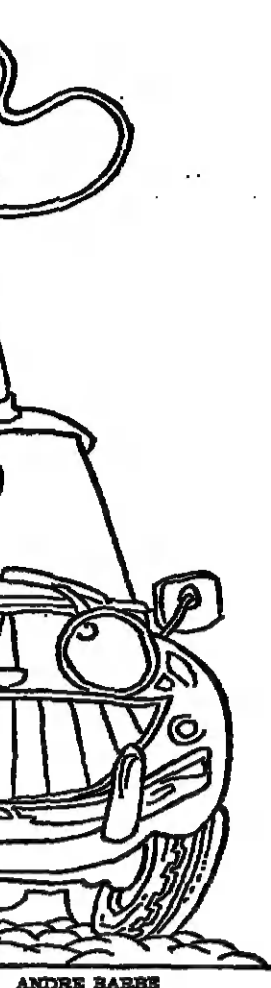
Lors de la dernière réunion de la Conférence européenne des postes et télécommunications (3) une recommandation de celle-ci

## EN EUROPE

Pays	Nombre de canaux	Type de modulation	Puissance maximale de sortie
AUTRICHE	Interdiction (mais tolérance sur les bases de la Conférence européenne des postes et télécommunications)		
BELGIQUE	23	AM - FM - SSB	500 mW
DANEMARK	33	AM - FM	500 mW
ESPAGNE	Libre		
FINLANDE	22	AM	5 W
GRANDE-BRETAGNE	Interdiction (1)		
IRLANDE	Libre		
LUXEMBOURG	19 (2)	AM - FM - SSB	500 mW
NORVEGE	23	AM - FM - SSB	500 mW
PAYS-BAS	22	FM	500 mW
PORTUGAL	40	AM - FM - SSB	5 W
R.P.A.	12	AM - FM	500 mW
SUEDE	24	AM + 1 SSB	5 W (12 à 24) ; 500 mW (1 à 11)
SUISSE	12	AM - FM - SSB	100 mW (appareils portatifs)

(1) Le gouvernement de Grande-Bretagne dans un document intitulé Open channel, étudie les possibilités de libération de la C.B. avec un maximum de quarante canaux d'une portée de 15 km dans la bande des 90 MHz. Les autorités estiment le marché pour la Grande-Bretagne à trois millions d'appareils.

(2) Il s'agit d'une réglementation. Une nouvelle loi, prévue pour octobre 1980, portera le nombre de canaux à vingt-deux, les autres prescriptions restant inchangées.



ANDRÉ BARRE

## « Faire du 27 »

« Faire du 27 », c'est avant tout équiper d'un appareil - fixe ou mobile - qui n'est autre qu'un émetteur-récepteur classique fonctionnant sur les canaux de la bande 27 MHz (11 mètres de longueur d'onde). A cet appareil, comprenant le plus souvent un haut-parleur, est rattaché un microphone et une antenne. Cet émetteur-récepteur, de la taille d'un auto-radio pour les appareils mobiles, est connecté à une alimentation électrique (batterie, piles ou secteur). Le coût total d'un matériel de citizen band varie de 500 à 3 000 F suivant ses caractéristiques.

Au premier rang de celles-ci figure la puissance de sortie de l'émetteur. A titre d'exemple, pour une puissance de 3 watts, la portée de l'appareil se situera entre 5 et 50 kilomètres, suivant la configuration du terrain. Les postes se différencient ensuite par le type de modulation qu'ils utilisent : la citizen band en comporte trois : l'A.M., ou modulation d'amplitude, la plus courante ; la F.M., ou modulation de fréquence, qui occasionne moins de perturbations sur la bande de fréquences, mais est d'une efficacité plus faible (1) ; la S.S.B., ou bande latérale unique, d'une très bonne efficacité. Ces appareils disposent d'un certain nombre de canaux sur la bande des 27 MHz (de 40 à 360 et plus).

L'élément extérieur de l'appareil C.B., l'antenne, est aussi important. Intégrée à l'appareil (pour les talkie-walkies), elle est extérieure au poste-émetteur en Citizen Band. Droite (la plus courante) ou directionnelle (le plus performant en installation fixe), son réglage devra être précis afin d'éviter un TOS (2) important qui endommagerait les transistors de sortie de l'émetteur.

Pour réaliser de bonnes liaisons, un appareil très sophistiqué n'est pas nécessaire. Posséder un amplificateur puissant ne sert pas à grand-chose si l'on est seul à le détenir. Si une « course aux watts » est engagée, les perturbations sont telles qu'il n'est plus possible de communiquer avec quiconque. L'exemple de l'Italie, où fonctionnent d'énormes amplificateurs, est révélateur. Ils « passent » très bien dans le sud de la France (et parfois au-delà) où par moments l'on entend plus qu'on ne voit ! Le nombre de canaux disponibles obéit aux mêmes règles : être quelques-uns à posséder trois cent cinquante canaux ne présente pas grand intérêt. C'est donc avec un matériel moyen (qui correspond aux recommandations de la CEPT) que la citizen band pourra fonctionner sans perturbations importantes.

(1) Forte atténuation en direct mais pas de répercussions possibles.

(2) Taux d'ondes stationnaires.

## Bloc notes

- ASSOCIATIONS  
E.C.E.F. (European C.B. Federation).  
U.F.R. (Union France-Radio), B.P. 227, Paris Cedex 18.  
A.F.A. (Association française des amateurs radio), B.P. 270, 75053 Paris Cedex 02.  
A.N.A. (Amicale nationale des amateurs radio), B.P. 742, 44028 Nantes.  
C.A.R.A.N. (Club amateurs radio d'assistance du Nord), B.P. 1403, 59000 Lille.  
C.C.A. 27 (Club Côte d'Azur 27), B.P. 105, 06003 Nice.  
C.L.U.R. 27 de Lyon (Club lyonnais des utilisateurs de la bande 27), B.P. 557, 69129 Lyon Cedex 01.  
S.O.S. 27 (Sud-Ouest Secours 27 Mhz - Union amateurs radio), B.P. 2, 33015 Bordeaux Cedex.
- REVUES  
C.B. Euro Revue, bimensuel, 50 p., 10 F.  
Auto-Stéréo, 5, rue du Helder, 75009 Paris. Bimensuel (20 pages consacrées à la C.B.), 10 F.  
C.B. Magazine, mensuel, 50 p., 10 F (à paraître en octobre).
- LIVRE  
Communications Radio Bande 27 Mhz, par Stratis Karamanolis, 125 p., Editions Elektra (25 F environ).

PRIX RTT  
GRAND PUBLIC

renew  
falle

a source



